Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Quel bilan tirez-vous de l'action du DIP sur la législature 2013-2018 ?

Liste 1 – Ensemble à Gauche

Aude Martenot	Un bilan négatif. La charge de travail du corps enseignant a augmenté et les conditions de travail se sont dégradées.
Jean-David Christinat	J'en tire un bilan négatif. La charge de travail du corps enseignant a augmenté, les conditions de travail se sont dégradées, la bureaucratie a crû et les complications administratives de toutes sortes se sont multipliées, etc. (contrairement aux promesses du discours de Saint-Pierre). L'enseignement primaire et l'enseignement spécialisé pourraient être considérés comme les parents pauvres de l'école mais, dans les faits, c'est le DIP qui essaie de jouer les uns contre les autres pour masquer son incapacité à trouver les moyens nécessaires. Et quand il en trouve, il préfère les consacrer à des projets déguisés en nouveautés, médiatiques, quitte à arroser le sable. Il n'y a donc que des perdants.
Jocelyne Haller	Je constate que la situation des enseignants s'est dégradée. Leur charge travail a augmenté. Les effectifs s'ils augmentent ne font que suivre l'accroissement du nombre d'élèves et ne correspondent pas aux renforcements attendus pour mieux répondre au besoin des élèves et des enseignants. L'inclusion demeure le parent pauvre de l'enseignement en dépit des déclarations fracassantes de tous ceux qui s'en prétendent adeptes, mais qui ensuite reculent devant les coûts légitimes qu'induit de développement de l'inclusion scolaire.
Julie Peradotto	J'en tire un bilan négatif. La charge de travail du corps enseignant a augmenté, les conditions de travail se sont dégradées, la bureaucratie a crû et les complications administratives de toutes sortes se sont multipliées, etc. (contrairement aux promesses du discours de Saint-Pierre). L'enseignement primaire et l'enseignement spécialisé pourraient être considérés comme les parents pauvres de l'école mais, dans les faits, c'est le DIP qui essaie de jouer les uns contre les autres pour masquer son incapacité à trouver les moyens nécessaires. Et quand il en trouve, il préfère les consacrer à des projets déguisés en nouveautés, médiatiques, quitte à arroser le sable. Il n'y a donc que des perdants.
Michel Vincent	Le bilan général est mauvais, et le DIP a plusieurs fois manqué à ses engagements. Les conditions de travail se sont durcies, les pressions – parfois individuelles – ont augmenté, tout comme les procédures et les charges administratives. Le DIP continue de 'diviser pour régner' dans l'application des coupes budgétaires exigées par le Conseil d'Etat et le parlement. Les formations professionnelles sont malmenées, au niveau secondaire (CFP / apprentissages: réduction de moyens, classes ou filières non ouvertes...) comme au niveau tertiaire (HES: pseudo 'autonomie' avec gestion de la DG orientée vers la 'rentabilisation').
Olivier BAUD	J'en tire un bilan négatif. La charge de travail du corps enseignant a augmenté, les conditions de travail se sont dégradées, la bureaucratie a crû et les complications administratives de toutes sortes se sont multipliées, etc. (contrairement aux promesses du discours de Saint-Pierre). L'enseignement primaire et l'enseignement spécialisé pourraient être considérés comme les parents pauvres de l'école mais, dans les faits, c'est le DIP qui essaie de jouer les uns contre les autres pour masquer son incapacité à trouver les moyens nécessaires. Et quand il en trouve, il préfère les consacrer à des projets déguisés en nouveautés, médiatiques, quitte à arroser le sable. Il n'y a donc que des perdants.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Quel bilan tirez-vous de l'action du DIP sur la législature 2013-2018 ?

Liste 2 – Les Verts (1/2)

Anne Bonvin Bonfanti	Peu de choses se sont concrétisées, la Conseillère d'Etat a souvent été minimisée au sein du Gouvernement et le Parlement s'est peu engagé pour l'enseignement. Peu de dossiers ont avancé et la situation des mercredis matins, de l'école inclusive ou de formation obligatoire jusqu'à 18 ans n'est pas satisfaisante. Plus de budget devrait également être mis dans la rénovation des cycles.
Aurore Bui	Je trouve que l'action d'Anne Emery-Torracinta s'inscrit dans une dimension constructive et positive qui vise à réformer le système éducatif pour l'inscrire dans les défis du 21ème siècle, sans pour autant remettre en cause les bases du système éducatif genevois. En particulier, je suis particulièrement sensible (et active à titre associatif et professionnel) sur le thème de l'école inclusive, qui permet à des enfants et jeunes avec des besoins éducatifs spécifiques de trouver une vraie place dans le système éducatif. Je me réjouis de voir une plus grande coalition soutenir ces actions au niveau législatif.
Bénédicte Amsellem-Ossipow	Durant cette législature, une trop grande pression a été mise sur l'école. Celle-ci doit être préservée des attaques visant à amoindrir ses moyens.
Claudia Heberlein Simonett	Difficile à dire, car peu visible pour les externes au département, mais ce qui ressort sont des efforts dans la bonne direction (école inclusive, lutte contre les discriminations, une revalorisation des apprentissages, l'intégration des jeunes en rupture scolaire jusqu'à la majorité). Côté parlement une resistance de la majorité actuelle contre toute amélioration des conditions, voire une volonté de diminuer les moyens et de laisser les conditions d'apprentissage dans les écoles se détériorer.
David Martin	Des efforts supplémentaires sont nécessaires en matière d'école inclusive, de prévention du harcèlement à l'école (notamment en cas de discrimination de genre ou d'origine) et de valorisation de la filière apprentissage.
Delphine Klopfenstein Broggini	Plutôt bon mais dans un climat difficile
Denis BUCHER	Pressions énormes du législatif sur l'école qui a rencontré trop peu de résistance de la part du DIP. Les conditions d'apprentissages, en particulier au CO, se sont détériorées.
Elias Geoffroy	Législature difficile. Pressions énormes du législatif sur l'école qui a rencontré trop peu de résistance de la part du département. Les conditions d'apprentissages, en particulier au CO, se sont détérioriées.
François LEFORT	Problématique de l'entretien et de la rénovation des bâtiments scolaires non réglée. Voir la motion M2277 Bâtiments scolaires déposée par les Verts: http://ge.ch/grandconseil/data/texte/M02277A.pdf Problématique du déficit en heures en sciences au CO. Pas réglée malgré les promesses du DIP suite à la motion M2081 initiée par les Verts pour une revalorisation de l'enseignement scientifique au cycle d'orientation et un changement de grille horaire. Législature difficile. Pressions énormes du législatif sur l'école qui a rencontré trop peu de résistance de la part du département. Les conditions d'apprentissages, en particulier au CO, se sont détériorées.
Frédérique Perler	Une législature compliquée. Le département n'a pas su/pu résister aux pressions du législatif. Les effectifs augmentent de manière sournoise. L'école inclusive est un beau projet, et sa mise en œuvre un défi qui nécessite d'y mettre les moyens...
ISABELLE DESCOMBES	UN BILAN CONTRASTE, CE DEPARTEMENT DOIT ETRE UNE PRIORITE DANS LES ACTIONS FUTURES DU GOUVERNEMENT. L'EDUCATION EST UN AXE PRIORITAIRE POUR MOI, DONNER DES MOYENS FINANCIERS SUFFISANTS A CE DEPARTEMENT AFIN LUI PERMETTRE D'ATTEINDRE LES BUTS QUI LUI SONT FIXES. AVOIR UNE ECOLE AU RABAIS C'EST NE PAS ANTICIPER L'AVENIR.
Jolanka Tchamkerten	La législature a été difficile. Les conditions d'apprentissage se sont détériorées
Julien Nicolet-dit-Félix	Législature difficile. Pressions énormes du législatif sur l'école qui a rencontré trop peu de résistance de la part du département. Les conditions d'apprentissages, en particulier au CO, se sont détériorées.
Laurence Corpataux	Bilan mitigé en terme - Concertation avec les enseignants - des moyens donnés pour mettre en œuvre l'école inclusive - de la rénovation et modernisation des bâtiments scolaires
Marjorie de Chastonay	Il s'agit d'une législature difficile. Le Grand Conseil a mis l'action du DIP sous pression. Le département aurait peut-être pu faire preuve de plus de résistance. Dans l'enseignement primaire, le soutien à la lecture a été bénéfique mais il peut encore s'intensifier car les besoins sont gigantesques. Dans l'enseignement secondaire I, les conditions d'apprentissages se sont détériorées. L'école inclusive est en bonne voie mais encore trop dispersée.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Quel bilan tirez-vous de l'action du DIP sur la législature 2013-2018 ?

Liste 2 – Les Verts (2/2)

Philippe NOËL	En demi-teinte... D'une part, il y a la volonté de faire une école plus ouverte et plus adaptée aux besoins comme l'Intégration: élèves allophones, école inclusive) et la lutte contre l'échec scolaire (élèves en grandes difficultés, orientation, formation jusqu'à 18 ans) et l'adaptation aux nouvelles technologies (informatique, médias, etc). D'autre part les moyens ne suivent pas, ou difficilement (personnel, formation, etc). A décharge du DIP, le contexte budgétaire et les rapports politiques peu favorables à augmenter les budgets de l'éducation.
Pierre Eckert	Vu de l'extérieur, législature difficile. Pressions énormes du législatif sur l'enveloppe financière. La conseillère d'Etat ne s'en est toutefois pas trop mal tirée (école inclusive, quelques restructurations nécessaires).
Sabine Latour	N'étant pas spécialiste de la question (mes enfants ayant quitté l'école (primaire, cycle et collège) je perçois néanmoins un corps enseignant démotivé, ne se sentant pas soutenu par sa hiérarchie et à qui en demande de plus en plus. Les responsabilités et tâches supplémentaires doivent être accompagnés de ressources supplémentaires. L'éducation est LE facteur clé qui contribue à un épanouissement personnel et professionnel. Le nombre d'élèves par classe doit rester viable (max 25). L'hétérogénéité de la population scolarisée nécessite plus d'accompagnement individuel. Bâtiment scolaires: "chefs-d'œuvre" en périls, en tout cas pour certains (cycle de Pinchat...)
TIGUEMOUNINE SABINE	Au niveau du cycle d'orientation les conditions d'enseignement ce sont dégradés, certains enseignants manquent de motivation et surtout de pédagogie et de crédibilité face à des élèves plus pertinents, plus interrogateurs et observateurs. Manque de communication et d'informations entre le DIP et d'autres organismes comme le COPAD. Manque de soutien à la passerelle DUBS qui a conduit directeur du collège du soir, enseignants et étudiants à se mobiliser. Merci à ce Directeur et Enseignants grâce à qui une salle de plus a pu être ouverte cette année.
Valentin DUJOUX	Bilan mitigé avec des polémiques nous qui posent questions sur l'avenir de notre système (exemple de la scolarisation des frontaliers, augmentation du nombre d'élèves par classe ou position dans le renvoi de familles déboutés de l'asile ...)
Yvan Rochat	La législature peut être qualifiée de difficile. Pressions énormes du législatif sur l'école et les enseignants. Le parlement a voté des textes inadéquats notamment en s'insérant dans l'opérationnel du DIP. Ces attaques ont rencontré trop peu de résistance de la part du département. Les conditions d'apprentissages se sont détériorées notamment au primaire dans les quartiers populaires.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Quel bilan tirez-vous de l'action du DIP sur la législature 2013-2018 ?

Liste 3 – Parti Socialiste (1/3)

Alberto Velasco	En ayant vécu les travaux budgétaires à la commission des finances, je dois dire que compte tenu des moyens et de la politique de restriction budgétaire à son encontre, pratiquée par la majorité actuelle, son action est non seulement globalement positive, mais ce fut un exploit. Mis à part certaines décisions telles que celle du cycle de la Seymaz.
Anne Emery-Torracinta	Dans la mesure où ce questionnaire émane de la FEG, mes réponses ne porteront que sur la formation et non sur les autres politiques publiques (enfance et jeunesse, culture et sport). Un bilan dépend à la fois des choix stratégiques opérés et des rapports de force au CE et au GC. Dans un contexte politique défavorable où les attaques de la majorité parlementaire contre l'école genevoise ont été permanentes et alors que le nombre d'élèves augmente fortement chaque année, je me suis battue sans relâche et je constate : -non seulement qu'il n'y a pas eu de baisse de prestations (contrairement à de nombreux cantons) -mais que les moyens alloués à l'école genevoise ont augmenté (même si, bien évidemment, il aurait fallu plus dans certains secteurs), non seulement pour répondre à la hausse démographique, mais aussi pour de nouvelles prestations : à l'EP, introduction du mercredi matin, postes de soutien passant de 101 à 146, création d'équipes pluridisciplinaires ; moyens pour la mise en oeuvre de la formation obligatoire jusqu'à 18 ans ; etc. -de plus : respect du statut unique CO-ESII et des accords CE-FEG (faute de budget en 2016, le seul effort demandé a été la formation continue volontaire hors temps d'enseignement et, au CO, des effectifs de classe moyens plus proches des normes réglementaires). Plus d'informations sous : www.emery-torracinta.ch
Badia LUTHI	Par un bref aperçu, je peux dire que d'un côté, le DIP essaie de fournir des efforts pour offrir les mêmes chances à tous les élèves. Cela se note par exemple dans la mise en place du dispositif inclusif d'enseignement spécialisé (DIES) ou encore dans des mesures contre le décrochage scolaire. Mais de l'autre côté, on constate clairement des dégradations des conditions de travail pour les enseignant-e-s par le gel de postes et par l'augmentation des effectifs de classe. De plus, le bilan tend vers une dévalorisation du métier suite à certaines propositions politiques tel que SCORE, ou encore les coupes budgétaires. Ces dernières mesures ont bien conduit à la diminution des heures de certaines matières tels que la musique, la rythmique, etc.
Carole-Anne Kast	Dans le cadre de la politique d'austérité budgétaire voulue par la majorité de droite du Grand Conseil et du Conseil d'Etat, le DIP est un des seuls départements a avoir réussi à non seulement ne pas baisser les prestations (non augmentation des effectifs en classe) mais en plus à avoir pu développer des nouveaux projets. Les actions entreprises qui ont permis de renforcer l'action des enseignants auprès des élèves sont à saluer (augmentations de postes d'enseignants, création d'équipes pluridisciplinaires au primaire, etc.). Dans le contexte global, l'action du DIP vis à vis de l'enseignement obligatoire est excellent.
Caroline Marti	- Effort soutenu pour maintenir le nombre d'élèves par classe. - Effort soutenu pour renforcer l'inclusion des élèves à besoins spéciaux dans l'école ordinaire - Concrétisation de la formation obligatoire jusqu'à 18 ans dès 2018 pour renforcer la formation de base dont bénéficie la population genevoise et lutter contre le décrochage scolaire - Ouverture de la nouvelle école de culture générale Raymond Uldry pour répondre aux besoins de lieu de formation pour le secondaire II et recherche de solution pour augmenter rapidement le nombre de place de formation des professionnel de la santé mais retard dans la rénovation/construction de bâtiments scolaires (CO renard, Centre de formation professionnel etc...) - Luttre pour le maintien d'une formation des enseignants en 4 ans.
Cyril Mizrahi	Ce bilan doit être analysé au regard du manque de moyens alloués à ce département. La formation obligatoire jusqu'à 18 ans est une préoccupation prise au sérieux par le Département, étant entendu qu'il s'agit d'un projet ambitieux et extrêmement positif qui sera certainement au centre de l'attention durant la prochaine législature. S'agissant de l'école inclusive, le Département reste dans une logique de projets pilote et de dispositifs disparates, même si des progrès ont été accomplis dans un cadre budgétaire très défavorable. Le canton a accumulé un retard important sur le plan des investissements dans les bâtiments scolaires, qui rappelons-le dépend principalement du Département des finances. S'agissant du mercredi matin, j'observe par exemple que les élèves du spécialisé n'y ont souvent pas accès faute de moyens.
Denis Chiaradonna	Bon même s'il reste beaucoup à faire pour développer une école plus égalitaire et inclusive. Le Grand-Conseil n'a pas voté les ressources financières nécessaires pour renforcer la politique de l'enfance et réduire notamment les décrochages scolaires
Diego Esteban	Durant la législature, le Conseil d'Etat n'a pas trouvé des bases de travail communes. Et dans un Conseil d'Etat à majorité de droite, les départements dirigés par un-e élu-e de gauche n'ont pas eu la vie facile. Le bilan est difficile à évaluer, dans la mesure où il est le fruit de rapports de pouvoir cachés du public, à l'intérieur du Conseil d'Etat. Je relèverai toutefois qu'en termes d'encouragement à la participation des jeunes, le projet de loi sur l'enfance et la jeunesse élaboré par le DIP, débattu actuellement au Grand Conseil, représente un grand pas en avant. Sur ce genre de thématiques, le DIP a toujours entretenu le dialogue avec les organisations de jeunesse.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Quel bilan tirez-vous de l'action du DIP sur la législature 2013-2018 ?

Liste 3 – Parti Socialiste (2/3)

Grégoire Carasso	Un bilan positif en considérant les choix budgétaires de le majorité du Grand Conseil et le rapport de force au Conseil d'Etat. L'éducation et la formation devraient faire l'objet d'une priorité absolue, considérant qu'il s'agit d'un investissement aussi essentiel que durable.
Jean-Charles Rielle	Le bilan est positif en tenant compte du fait que la gauche est clairement minoritaire au Conseil d'Etat et au Grand Conseil, et que les attaques de la majorité parlementaire contre l'école genevoise ont été permanentes. L'essentiel a toutefois pu être sauvegardé ! Il faut rappeler à cet égard que la Conseillère d'Etat en charge du DIP s'est battue contre des propositions de coupes pour F 15.5 mio qui auraient touché le DIP et la formation plus particulièrement, et qu'elle a au final obtenu au budget 2018 la création de 195,5 postes pour le seul DIP. Pour l'essentiel, il s'agit des postes nécessaires pour faire face à l'augmentation du nombre d'élèves en 2018 (95 ETP), à la mise en œuvre à la prochaine rentrée de la formation obligatoire jusqu'à 18 ans (48 ETP), ainsi qu'à la poursuite du renforcement de l'école primaire : des équipes pluridisciplinaires sont prévues dans sept nouveaux établissements et quatre nouveaux éducateurs de région seront engagés. Tous ces moyens supplémentaires s'inscrivent dans la volonté de la Conseillère d'Etat et des socialistes de lutter contre le décrochage scolaire, sachant que la réussite se construit dès l'école primaire. A ces postes s'ajoutent notamment des postes pour l'OMP, pour des infirmières et infirmiers scolaires, pour le service dentaire scolaire et le SPMi. C'est un pas important, mais qui doit clairement se poursuivre et pour lequel l'engagement des socialistes sera constant. Autres points positifs : l'ouverture des classes nécessaires pour faire face à l'augmentation du nombre d'élèves et le maintien d'effectifs acceptables par classe.
Marko Bandler	Il est globalement très positif. Le grand chantier de la formation obligatoire jusqu'à 18 ans se termine et cette mesure importante va bientôt pouvoir entrer en vigueur ce qui est une bonne chose! Je salue le travail politique de Madame Emery-Torracinta, qui doit composer avec une majorité gouvernementale et parlementaire qui ne lui est pas acquise, elle qui gère le plus gros département du canton. Elle a su protéger l'école du mieux qu'elle l'a pu!
Michel Pomatto	Le bilan est positif en tenant compte du fait que la gauche est clairement minoritaire au Conseil d'Etat et au Grand Conseil, et que les attaques de la majorité parlementaire contre l'école genevoise ont été permanentes. L'essentiel a toutefois pu être sauvegardé ! Il faut rappeler à cet égard que la Conseillère d'Etat en charge du DIP s'est battue contre des propositions de coupes pour F 15.5 mio qui auraient touché le DIP et la formation plus particulièrement, et qu'elle a au final obtenu au budget 2018 la création de 195,5 postes pour le seul DIP. Pour l'essentiel, il s'agit des postes nécessaires pour faire face à l'augmentation du nombre d'élèves en 2018 (95 ETP), à la mise en œuvre à la prochaine rentrée de la formation obligatoire jusqu'à 18 ans (48 ETP), ainsi qu'à la poursuite du renforcement de l'école primaire : des équipes pluridisciplinaires sont prévues dans sept nouveaux établissements et quatre nouveaux éducateurs de région seront engagés. Tous ces moyens supplémentaires s'inscrivent dans la volonté de la Conseillère d'Etat et des socialistes de lutter contre le décrochage scolaire, sachant que la réussite se construit dès l'école primaire. A ces postes s'ajoutent notamment des postes pour l'OMP, pour des infirmières et infirmiers scolaires, pour le service dentaire scolaire et le SPMi. C'est un pas important, mais qui doit clairement se poursuivre et pour lequel l'engagement des socialistes sera constant. Autres points positifs : l'ouverture des classes nécessaires pour faire face à l'augmentation du nombre d'élèves et le maintien d'effectifs acceptables par classe.
Nicolas Clémence	En 2014, le mercredi matin à l'école est entrée en vigueur. Le rapport publié par le DIP en juin 2016 relève des points positifs, comme l'introduction de l'anglais et l'engagement de 30 postes pour la lecture au cycle élémentaire, mais aussi des points négatifs, comme des élèves fatigués, un surcroît de travail pour les enseignants, des répercussions sur les activités extrascolaires, les clubs et les écoles privées. La question des effectifs de classe défraye également l'actualité, avec la limitation du nombre d'élèves frontaliers, pour une économie de 3,4 millions. L'école inclusive a été l'un des points très importants de la politique menée par le DIP cette législature, avec de nombreuses expériences pilotes d'intégration d'élèves en situation de handicap dans des classes ordinaires, et la création de la commission consultative de l'école inclusive en 2017. La lutte contre le décrochage scolaire a également été une priorité, avec la proposition de la formation obligatoire jusqu'à 18ans, car la situation actuelle n'est pas satisfaisante avec près de 1'000 jeunes qui quittent une formation chaque année. A ce sujet, la création de l'école de commerce Raymond-Uldry est un pas dans la bonne direction. Ainsi, le bilan est satisfaisant, même s'il reste dans un contexte difficile avec les politiques d'austérités menées par la majorité de droite au Grand Conseil et au Conseil d'Etat. Il apparaît encore des manques, comme mieux définir la place de l'enseignement spécialisé dans le projet d'école inclusive, le renforcement des collaborations entre structures, la nécessité d'une formation de niveau master pour les enseignant-e-s du primaire, favoriser la cohérence du parcours des élèves, maintenir et développer les prestations en éducations créatives : musique, physique, encourager l'innovation pédagogique, et revaloriser le métier d'enseignant, encourager la professionnalisation du métier d'enseignant, et défendre des conditions de travail dignes.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Quel bilan tirez-vous de l'action du DIP sur la législature 2013-2018 ?

Liste 3 – Parti Socialiste (3/3)

Nicole Valiquer Grecuccio	Le bilan est positif en tenant compte du fait que la gauche est clairement minoritaire au Conseil d'Etat et au Grand Conseil, et que les attaques de la majorité parlementaire contre l'école genevoise ont été permanentes. L'essentiel a toutefois pu être sauvegardé ! Il faut rappeler à cet égard que la Conseillère d'Etat en charge du DIP s'est battue contre des propositions de coupes pour F 15.5 mio qui auraient touché le DIP et la formation plus particulièrement, et qu'elle a au final obtenu au budget 2018 la création de 195,5 postes pour le seul DIP. Pour l'essentiel, il s'agit des postes nécessaires pour faire face à l'augmentation du nombre d'élèves en 2018 (95 ETP), à la mise en œuvre à la prochaine rentrée de la formation obligatoire jusqu'à 18 ans (48 ETP), ainsi qu'à la poursuite du renforcement de l'école primaire : des équipes pluridisciplinaires sont prévues dans sept nouveaux établissements et quatre nouveaux éducateurs de région seront engagés. Tous ces moyens supplémentaires s'inscrivent dans la volonté de la Conseillère d'Etat et des socialistes de lutter contre le décrochage scolaire, sachant que la réussite se construit dès l'école primaire. A ces postes s'ajoutent notamment des postes pour l'OMP, pour des infirmières et infirmiers scolaires, pour le service dentaire scolaire et le SPMi. C'est un pas important, mais qui doit clairement se poursuivre et pour lequel l'engagement des socialistes sera constant. Autres points positifs : l'ouverture des classes nécessaires pour faire face à l'augmentation du nombre d'élèves et le maintien d'effectifs acceptables par classe.
Salima Moyard	Le bilan du DIP est assez bon dans des circonstances très difficiles (minorité gouvernementale, fortes tensions au Parlement, la droite a la formation dans le viseur). Anne Emery-Torracinta a dû reprendre plusieurs dossiers lourds et complexes: transformation du CO de la Seymaz pour une école de l'ESII (initiée par C. Beer); mise en oeuvre du mercredi matin, avec en fait moins de moyens que ceux promis et nécessaires dans les faits; augmentation des moyens pour le primaire (équipe pluridisciplinaire, aide à la lecture, REP, etc.); tentative de mettre en place FO18 avec quelques moyens supplémentaires (vu que c'est une obligation constitutionnelle); idem pour l'école inclusive (forte empreinte d'AET, mais trop peu de moyens obtenus); essai de remettre sur les rails l'IUFE pour la formation secondaire (en partie réussie, alors que la voie était étroite). La politique d'Anne Emery-Torracinta n'est pas exactement celle voulue par les syndicats (notamment au CO qui a beaucoup payé, par des augmentations d'effectifs d'élèves par classe année après année) et donc elle a parfois déçu ses anciens collègues, les enseignants. Mais elle termine globalement cette législature en ayant augmenté les moyens (même si cela n'est pas assez) et évité les coupes massives (voulues par la majorité du Grand Conseil).
Sandrine Salerno	Pendant cette législature, le DIP a dû agir dans le cadre des restrictions budgétaires imposées par une majorité du Grand Conseil. Son bilan est celui de la résistance à toute une série d'attaques avec de bonnes intentions mais souvent un manque de moyens pour les mettre en œuvre. Cette absence d'investissement, dans l'éducation et la formation, tant de nature humaine que financière est déplorable et dangereuse pour les enfants mais également pour l'avenir de notre société. Seul un investissement massif dans la formation afin d'élever le niveau de base de tous les élèves permettra de maintenir la cohésion sociale.
SYLVAIN THEVOZ	Face à un grand conseil de droite et un conseil d'état à dominance de droite, dans un contexte de rentrées fiscales incertain et complexe, j'évalue l'action du DIP comme positive.
Thierry Apothéloz	L'école genevoise n'a pas fait l'objet d'une priorité claire de la part du présent Conseil d'Etat. Les moyens ont été mécaniquement accordés en fonction de l'augmentation de la population, mais la marge de manoeuvre pour développer de nouvelles prestations comme l'école inclusive a été trop faible. Si le bilan est positif en termes de prise en compte des différences dans les parcours d'apprentissage, on peut faire davantage pour les élèves en difficultés, notamment dans le suivi des parcours complexes qui peuvent engendrer des ruptures ou décrochages. En ce sens, la prochaine mise en œuvre de la formation obligatoire jusqu'à 18 ans est un immense projet qui va se concrétiser. Il y a enfin une attente de la part d'enseignant.e.s de la prise en compte de leur quotidien qu'il convient de mieux valoriser.
Thomas Wenger	- augmentation des ressources notamment du nombre d'enseignant-e-s pour répondre à l'augmentation du nombre d'enfants scolarisés - maintien du nombre d'élève par classe - renforcement de l'école inclusive pour les enfants à besoins spéciaux - mise en place de la formation obligatoire jusqu'à 18 ans telle qu'inscrite dans la constitution - valorisation de la filière apprentissage

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Quel bilan tirez-vous de l'action du DIP sur la législature 2013-2018 ?

Liste 4 – Parti Libéral-Radical (1/2)

Alexandre de Senarclens	Le bilan de l'action de la magistrate est très mitigé. Elle n'a eu qu'une seule obsession, l'école inclusive. Pour le reste, elle n'a démontré aucune vision, ni stratégie sur ce que doit être l'école à Genève au 21ème siècle. Aussi, rien n'a été fait pour réduire l'inflation administrative dont souffre le DIP et, en premier lieu, les enseignants. Ceux-ci doivent faire beaucoup trop de tâches qui ne sont pas liées à l'enseignement. Il apparaît aussi que les spécificités du terrain sont mal entendues et comprises de la part de la direction du DIP. En outre, il n'y a à ce stade aucune stratégie sur la question de l'enseignement du numérique à l'école, c'est pourtant le grand défi du 21ème siècle. Enfin, le nouveau CO n'a toujours pas été évalué et il conviendrait à mon sens de présenter les résultats et de proposer une vraie réforme.
Céline Zuber	Un bilan mitigé : L'école inclusive a beaucoup focalisé l'attention du DIP, probablement au détriment d'autres aspects, notamment concernant la transmission des connaissances et la familiarisation avec le numérique. L'introduction de la formation obligatoire jusqu'à 18 ans est une avancée de la nouvelle Constitution et donc encore être mise en oeuvre. Un important travail de rénovation des bâtiments scolaires a été enclenché et doit être poursuivi.
Eric Grand	Très bon bilan, très beau travail de la magistrate
Gian-Reto Agramunt	En raison de la comparaison entre les élèves genevois par rapport à ceux des autres cantons romands, le système en place n'est pas adapté. Il conviendrait donc de le réformer. Des éléments positifs sont toutefois à relever (p.ex.: la formation obligatoire jusqu'à 18 ans).
Gilles-Olivier BRON	J'ai eu l'impression que nous n'avons pas arrêté d'entendre parler du concept d' "école inclusive", au détriment probablement d'autres avancées du département. La formation obligatoire jusqu'à 18 ans me semble une excellente idée. J'attendrais simplement quelques années pour en faire un bilan. A titre personnel, comme ancien étudiant du CO Coudriers (1988-1991), je regrette la disparition du système des niveaux et des classes hétérogènes au C.O. Mais la population genevoise s'étant prononcée en votation populaire sur ce sujet, je m'y plie.
Jean-Marc LEISER	Je ne suis pas député... donc ce que je vois c'est l'éducation qu'ont reçu mes deux filles scolarisées à Versoix jusqu'en 2017. Elles ont connu l'école inclusive, avec ses avantages et ces inconvénients. J'estime à ce jour que l'inclusion n'est pas possible de manière linéaire et standardisées. j'ai un exemple qui fut au top et l'autre un flop ! Une maîtresse ne peut absolument pas gérer tout ce qu'on lui propose. certaines prises en charges correspondent à une formation spécialisée qu'elles n'ont pas toutes reçue... on ne peut pas attendre des miracles de nos enseignants en primaire ! il faut aussi respecter leur tâches de base !Conclusion, pour l'inclusion, il faut faire du cas par cas. Sinon les classes étaient plutôt bien pleines avec 21 et 22 élèves et les enseignantes étaient toutes très bien formées et passionnées. Je n'ai pas ressenti le besoin d'avoir moins d'élèves dans mon cas de figure. Je suis en faveur du mercredi matin qui permet de nombreuses formations supplémentaires que mes filles n'auraient jamais eues sans cette décision. aussi, lorsque je vous tout ce que le PER demande ... je ne sais pas comment ceci serait possible sans les mercredis. Je suis aussi d'avis que les dernières semaines d'école pourraient être encore mieux utilisées pour avancer dans le programme. À Versoix, les bâtiments étaient en bon état.
Monika Sommer	-la formation obligatoire jusqu'à 18 ans est une excellente initiative - les bâtiments scolaires sont en mauvais état
Nathalie Fontanet	Le bilan de la Conseillère d'Etat n'est pas totalement satisfaisant. Elle a consacré beaucoup de temps à défaire ce qui avait été fait par son prédécesseur que ce soit le projet de loi sur l'instruction publique et la loi sur la jeunesse . Elle n'a pas su montrer de vision globale du rôle de l'école et de la formation de demain. Aucune réforme majeure n'a été mise en œuvre. La loi sur l'instruction publique revue pendant cette législature a certes été dépoussiérée mais elle n'a pas apporté de souffle nouveau. La Magistrate a consacré la majorité de ses efforts sur l'école inclusive. Le résultat est pourtant lui aussi décevant.
philippe meyer	- Retour des notes à l'école primaire ainsi que des sections au cycle d'orientation qui permettent aux élèves de mieux s'orienter et aux parents de mieux suivre leur cursus. - Soutien à la mise en place de l'accueil continu afin de faciliter la vie professionnelle des parents. - Valorisation de l'apprentissage afin de permettre une meilleure orientation des élèves et lutter contre le chômage des jeunes.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Quel bilan tirez-vous de l'action du DIP sur la législature 2013-2018 ?

Liste 4 – Parti Libéral-Radical (2/2)

Pierre Maudet	En tant que membre du collège gouvernemental, il ne m'appartient pas de commenter la politique de ma collègue Anne-Emery Torracinta. Je relève cependant que les moyens affectés au DIP ont été augmenté durant la législature, que la rénovation des bâtiments scolaires suit son cours et que le nombre d'enseignants est en augmentation. Ceci dans le cadre des allocations de moyens affectés par le Conseil d'Etat en général et la magistrate en charge du DIP en particulier.
ROULLET	Bilan mitigé! La formation jusqu'à 18 ans, qui a été votée par le peuple genevois et inscrite dans la constitution, est une excellente mesure qui aura certainement des effets positifs sur l'insertion des jeunes dans le monde du travail. Au primaire, le mercredi matin (réforme pour laquelle j'ai toujours été opposée, mais acceptée en votation!) produit trop d'effets indésirables (élèves fatigués, accidents à la gym...). Il serait nécessaire d'en tirer un bilan et de revenir sur cette question. Quant à l'école inclusive prônée par le DIP, on peine à voir sa concrétisation, car le concept reste flou. Quels sont les élèves en situation de handicaps qui peuvent être intégrés dans des classes, et quelles sont les adaptations nécessaires à introduire pour les accueillir.
Stefano Vito Bellingeri	Un bilan terne. Pas tant sur les idées novatrices (formation obligatoire, mercredi matin, école inclusive, etc.), mais bien plus sur la manière de traiter les dossiers de la Conseillère d'Etat Anne Emery-Torracinta. En effet, le manque de concertation pour le Collège de Candolle, le manque de budget pour l'école inclusive et la gestion calamiteuse de l'IUFE auront laissé des traces à la fin de son mandat. Les enseignants ont dû faire face à une charge de travail plus importante. Les étudiants ont été frustrés par l'annulation de la rentrée à l'IUFE. Alors, quand bien même elle rétorque que la majorité de droite n'a pas souhaité augmenter son budget, la Conseillère d'Etat montre seulement qu'elle n'est pas en mesure de trouver de bons compromis pour son dicastère.

Liste 6 – UDC

DUTRUIT ANDRE	JE CROIS QUE LES ENSEIGNANTS FONT CE QU'ILS PEUVENT AVEC LES MOYENS QU'ON LEURS DONNENT.
El Mostafa AKABA	Plutôt Positif
Eliane Michaud Ansermet	assez mitigé, car je ne pense pas qu'il soit allé au bout de ses ambitions, pourquoi? peut être par manque de temps ou de moyens. le mercredi matin je pense que cela était nécessaire, au vu du résultat des études PISA. Genève devait se ressaisir et je pense que le département s'en est donné les moyens. oui la formation jusqu'à 18 mais après on fait quoi, c'est là ou il faut intervenir et ne pas laisser trop de nos jeunes sur le carreau.
Marc Fuhrmann	Moyen. Ce fut ne gestion passive, sans revue du cursus éducatif et sans revue de fond. Une fonction essentielle de l'école est d'apprendre aux enfants à apprendre. Sur ce point rien n'a été fait. Une forte pointe d'idéologie reste la norme, ce qui n'est pas acceptable. Des efforts sont fait pour les enfants en retard, et en difficulté d'apprentissage (ce qui est très bien) mais rien pour ceux qui ont de la facilité et qui pourraient progresser plus vite et plus loin. C'est un nivellement vers le bas dans un monde de plus en plus compétitif...? Cela doit changer, les écoles privées s'en occupent de mieux en mieux. Je ne désire pas une école publique genevoise à l'instar de la plupart de celles dans le monde occidental, à savoir une école inférieure à celles privées...
Stéphane Florey	Bilan en demi-teinte. La révision de la LIP reste insatisfaisante sur bien des points. Bien que se soit une norme constitutionnelle, la formation obligatoire jusqu'à 18 ans reste quasiment impossible à mettre en place. La rénovation des bâtiments scolaire ne va pas assez vite à mon sens, il y a encore des efforts à faire. Durant cette législature, il n'y a pas eu une ligne directrice claire mais plusieurs, ce qui fait qu'à vouloir tout faire on ne fait quasiment rien.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Quel bilan tirez-vous de l'action du DIP sur la législature 2013-2018 ?

Liste 7 – LaListe Femmes

Jauch Caroline	Les effectifs de classe au C.O et au Collège sont encore trop élevés. Les résultats obtenus avec les classes de 15 à 17 élèves, comparés aux classes de 21 élèves n'ont rien à voir! Le mercredi matin est une aberration au niveau du primaire, les enfants sont épuisés et leur résultats en pâtissent. En ce qui concerne l'école inclusive, il faut réaliser que les enseignants ne sont ni des éducateurs de rue, ni des médecins-psychiatres, ni des assistants sociaux. Nous sommes formés pour instruire avec la meilleure pédagogie possible, mais nous ne pouvons pas faire des miracles quand ils s'agit de gérer des cas sociaux, des situations de violence parfois grave et des développements mentaux problématiques. Je salue néanmoins la formation obligatoire jusqu'à 18 ans. Cependant, il semblerait que l'on perde aujourd'hui plus d'élèves qu'il y a 20 ans. Est-ce réellement la bonne solution?

Liste 10 – PBD

VIDONNE Thierry	Un bilan calme ! Et un échec sur ce qui est de la transmission des infrastructures entre les communes et le canton.

Liste 13 – Égalité&Équité

Christoph Bult	Notre conseillère d'Etat à tenté de sauver les meubles mais le résultat est loin d'être suffisant. Trop de démantèlement.
Frammery Chloé	Le bilan que je tire de la législature 2013-2018 à propos du DIP est plutôt désastreux selon moi. L'austérité et le démantèlement des services publics de qualité a été le maître-mot de ces 5 ans. Notre Conseillère d'Etat chargée du DIP a tenté de sauver les meubles mais ce n'est de loin pas suffisant. Elle a contribué, probablement sans le vouloir, à déposséder l'Ecole publique genevoise de son essence et à instaurer un climat de défiance, d'instabilité, de fragilité et d'échec au sein de ses collaborateurs (dont je suis) et de ses élèves.
Gérard SCHELLER	Les coupes linéaires dans les budgets des services publics ont des conséquences catastrophiques sur les prestations. Les effectifs de classes du secondaire I et II sont trop élevés, en particulier dans les classes difficiles. Le déplacement des formations continues hors des heures scolaires est un échec : nettement moins de formation demandées, alors que c'est un élément important de mise à jour des connaissances des enseignants. Les dynamiques de concertation entre enseignants menant à des projets innovateur sont à réactiver pour améliorer la qualité des enseignement et pour motiver les enseignants dans leur travail. C'est un dossier qui suppose un financement. Les transferts d'élèves entre établissements (lors de leur formation et parfois loin de leur domicile) est très négatif, particulièrement au CO. Beaucoup de bâtiments scolaires sont en mauvais état ou surchargés, des travaux sont urgents. De nouvelles écoles sont à prévoir en ciblant bien les emplacements en fonction des prévisions démographiques et de constructions de nouveaux quartiers.
Murielle Regamey	Bilan plutôt négatif. Les thèmes que vous proposez en exemple ci-dessous et qui ne concernent que la forme en sont pour moi une preuve. Les coupes linéaires dans les budgets des services publics ont des conséquences catastrophiques sur les prestations. Le déplacement des formations continues hors des heures scolaires est un échec : nettement moins de formation demandées, alors que c'est un élément important de mise à jour des connaissances des enseignants. Les dynamiques de concertation entre enseignants menant à des projets innovateur sont à réactiver pour améliorer la qualité des enseignement et pour motiver les enseignants dans leur travail. C'est un dossier qui suppose un financement. Les transferts d'élèves entre établissements (lors de leur formation et parfois loin de leur domicile) est très négatif. Beaucoup de bâtiments scolaires sont en mauvais état ou surchargés, des travaux sont urgents. De nouvelles écoles sont à prévoir en ciblant bien les emplacements en fonction des prévisions démographiques et de constructions de nouveaux quartiers. Tout cela contribue très probablement à déposséder l'Ecole publique genevoise de son essence et à instaurer un climat de défiance, d'instabilité, de fragilité et d'échec au sein de ses collaborateurs et de ses élèves.
Sanja Duvnjak	Je n'ai effectué aucune analyse détaillée.
Séverine Golay	Le mercredi matin épuise les élèves. Pas assez d écoles dans le secondaire 2. Education devenue élitiste et dangereux pour la santé moral d ados qui ne peuvent poursuivre l école si il le désirent. Test pour les élèves issue d école privée ou étranger sans possibilité de rattrapage orienté vers l ofpc dépassé par le nombre de jeune laisser sur la touche. Formation obligatoire jusqu à 18 ans est une légère amélioration mais surtout des stagiaires et main d oeuvre gratuite. Pas très valorisant.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Selon vous, quelles seront les 3 priorités du DIP pour la prochaine législature ?

Liste 1 – Ensemble à Gauche

Aude Martenot	-Cesser la sélection toujours plus tôt et favoriser le maintien dans une formation jusqu'à 18 ans, comme décidé dans la Constitution genevoise. -Améliorer les conditions de travail du corps enseignant et d'enseignement aux élèves. -Cesser les différentiations par niveaux des élèves, pour préférer un regroupement qui évite la perception d'une discrimination envers ceux·celles qui ne sont pas dans les plus hauts niveaux
Jean-David Christinat	Assurer la cohérence de l'école obligatoire et l'organiser en 3 cycles d'apprentissages de 4 ans chacun.
Jocelyne Haller	-Veiller à ce que l'école mette en priorité l'objectif de réaliser l'égalité des chances -Qu'elle donne réellement aux enseignants les moyens de réaliser les missions de l'Instruction publiques et qu'elle leur garantisse des conditions de travail de qualité -Réaliser l'inclusion en veillant à en assurer les moyens en affectifs
Julie Peradotto	Assurer la cohérence de l'école obligatoire et l'organiser en 3 cycles d'apprentissages de 4 ans chacun. Améliorer les conditions de travail du corps enseignant et d'enseignement aux élèves, privilégier les moyens pour les premiers degrés de l'école (dès 4 ans) et les élèves en difficulté, instaurer une école de la réussite, rompre avec la culture de l'échec. Développer l'offre culturelle et sportive pour tous, afin de mériter la mention "culture et sport" dans sa dénomination...
Michel Vincent	Attention: Quelles devraient être les priorités (ce qu'elles seront ? Economies, coupes budgétaires, moins de personnel ?) - Assurer plus de cohérence au système de formation (et moins d'échecs), du primaire au secondaire II et au tertiaire - Traiter de manière approfondie la question de l'échec scolaire (soutiens individualisés, mais aussi meilleure orientation), et revaloriser les formations professionnelles (réduction des échecs; meilleure intégration des jeunes) - Garantir l'accès à toutes les formations et à toutes les filières, notamment pour les filières professionnelles (y compris, si nécessaire, avec regroupement de classes pour la culture générale ou la théorie, mais maintien d'effectifs adaptés dans les ateliers / cours pratiques)
Olivier BAUD	- Assurer la cohérence de l'école obligatoire et l'organiser en 3 cycles d'apprentissages de 4 ans chacun. - Améliorer les conditions de travail du corps enseignant et d'enseignement aux élèves, privilégier les moyens pour les premiers degrés de l'école (dès 4 ans) et les élèves en difficulté, instaurer une école de la réussite, rompre avec la culture de l'échec. - Développer l'offre culturelle et sportive pour tous, afin de mériter la mention "culture et sport" dans sa dénomination...

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Selon vous, quelles seront les 3 priorités du DIP pour la prochaine législature ?

Liste 2 – Les Verts (1/2)

Anne Bonvin Bonfanti	Les priorités devaient être: - de meilleures conditions d'enseignement (état des bâtiments, nombre d'élèves par classe...) - une meilleure intégration de chacun-e (inclusion et équité) - une meilleure prise en compte des nouvelles technologies
Aurore Bui	Elles devraient être selon moi: - La poursuite de la mise en oeuvre de l'école inclusive - L'intégration de l'apprentissage des nouvelles technologies, avec un accent particulier sur les personnes qui ont peu accès à la technologie (jeunes filles, enfants issus de milieux défavorisés, etc.) - Un meilleur lien entre l'école et les entreprises, à travers un renforcement de l'apprentissage notamment, et la création d'expériences test en entreprise
Bénédicte Amsellem-Ossipow	-Lutte contre l'échec scolaire -Ecole plus inclusive -Approche pratique et critique des nouvelles technologies et des médias
Claudia Heberlein Simonett	- Ouvrir les écoles au monde et en faire des lieux de tolérance et de curiosité intellectuelle - Diminuer les inégalités - Lutter contre l'échec scolaire
David Martin	- Renforcer l'autonomie et la légitimité des enseignants pour leur permettre d'être créatifs (limiter la pressions directe des parents) - Promouvoir la pédagogie participative favorisant l'autonomie et l'épanouissement des élèves - Augmenter la part d'activités en extérieur type sport ou sortie en nature pour reconnecter les élèves au monde réel
Delphine Klopfenstein Broggini	- développer l'école inclusive - réduire les effectifs - renforcer les filières d'apprentissage (en lien avec les entreprises)
Denis BUCHER	- Renforcement du rôle d'ascenseur social et lutte contre l'échec scolaire (ne laisser aucun élève sur le bord de la route) - Décloisonnement des apprentissages et élargissement des horizons intellectuels des élèves. - Une approche pratique et critique des nouvelles technologies et des médias. Pour le deuxième point, durant ma scolarité il existait des branches mélangeant plusieurs matières, et je suis persuadé que non seulement cela était beaucoup plus intéressant pour les élèves, beaucoup plus concret et donc touchait plus d'élèves que la simple théorie, mais aussi permettait une mémorisation à long terme des apprentissages puisqu'ils étaient reliés à du concret, et surtout je pense qu'avec moins d'heures de cours, on couvrait d'avantages d'apprentissages que séparé en matières individuelles. Pour le troisième point, voir les réponses détaillées ci-dessous, il faut absolument mettre le paquet sur ce sujet, mais pas dans une fuite en avant technologique, au contraire, dans le fait de donner aux élèves les outils de compréhension et d'analyse de la technologie, avec le recul nécessaire. La connaissance de l'outil est nécessaire, mais non suffisant, à sa critique.
Elias Geoffroy	- La lutte contre l'échec scolaire - Une école plus équitable et inclusive - Une école plus adaptée aux défis de demain (sciences et technologies sous dotées dans l'école actuelle)
François LEFORT	LEs 3 priorités du DIP devraient être La lutte contre l'échec scolaire et l'abandon en particulier au CO Une école plus adaptée aux défis de demain (sciences et technologies sous dotées dans l'école actuelle) Décloisonnement des apprentissages et élargissement des horizons intellectuels des élèves.
Frédérique Perler	-Encore et toujours la lutte contre l'échec scolaire -Une école plus adaptée aux défis de demain (sciences et technologies actuellement sous dotées) -Au minimum maintien des effectifs actuels (qui devraient être revus à la baisse)
ISABELLE DESCOMBES	- une revalorisation des enseignants - un entretien des bâtiments et des infrastructures - une formation évolutive adaptée à l'époque et une place pour l'école inclusive
Jolanka Tchamkerten	-Lutter contre l'échec scolaire -Ecole inclusive et plus équitable -Approche critique des nouvelles technologies et des médias

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Selon vous, quelles seront les 3 priorités du DIP pour la prochaine législature ?

Liste 2 – Les Verts (2/2)

Julien Nicolet-dit-Félix	- Renforcement du rôle d'ascenseur social. - Décloisonnement des apprentissages et élargissement des horizons intellectuels des élèves. - Une approche pratique et critique des nouvelles technologies et des médias.
Laurence Corpataux	- des effectifs des classes permettant un accompagnement et un encadrement adéquats - réfection et modernisation des bâtiments - développer des moyens pour une réelle mise œuvre de l'école inclusive
Marjorie de Chastonay	Pour la prochaine législature, voici les 3 priorités que je souhaite : 1) continuer à lutter contre le décrochage et l'échec scolaire. 2) rendre effective l'école inclusive comme le veut la loi, à savoir sortir de l'école intégrative. 3) doter l'école en développant davantage les sciences et technologies afin qu'elle soit capable de faire face aux défis de demain avec une approche pratique et critique; idem pour développer le sens du développement durable et l'éducation à la citoyenneté.
Philippe NOËL	- La lutte contre l'échec scolaire - Le suivi des formations jusqu'à 18 ans - L'école inclusive -
Pierre Eckert	- Détachement d'un rôle purement utilitaire économiquement, développement de l'esprit critique. - Décloisonnement des apprentissages. - Une approche pratique et critique des nouvelles technologies et des médias.
Sabine Latour	-de manière générale: assurer la qualité de l'enseignement -obtenir plus de ressources financières et humaines -se moderniser - intégrer les nouvelles technologies dans la formation dès le plus jeune âge
TIGUEMOUNINE SABINE	-Être à l'écoute des enseignants et des étudiants, de leurs besoins et de leurs souhaits -Lutter contre l'échec scolaire -Enseignement de la participation citoyenne, l'engagement
Valentin DUJOUX	- accélération de l'utilisation du numérique - meilleur accompagnement de chacun-e, peu importe les difficultés, l'âge ou le handicap - prise de mesures concrètes pour la valorisation de l'apprentissage et la formation d'adultes
Yvan Rochat	- Une école tournée vers son rôle d'ascenseur social, plus équitable et inclusive - Une école capable de décloisonner des apprentissages et d'élargir des horizons intellectuels des élèves notamment par une approche pratique et critique des nouvelles technologies et des médias - Une école organisée pour lutter contre l'échec scolaire

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Selon vous, quelles seront les 3 priorités du DIP pour la prochaine législature ?

Liste 3 – Parti Socialiste (1/2)

Alberto Velasco	-Renforcer l'école primaire fer-de-lance de l'intégration sociale. -Faire en sorte que chaque adolescent ait une formation lui permettant de s'assumer, en tant que citoyen-ne et de poursuivre, le cas échéant, sa formation. -A plus long terme, et comme élément d'intégration sociale, faire en sorte que les crèches soient intégrées dans DIP et que son financement émane au trésor public.
Anne Emery-Torracinta	-Lutter contre le décrochage scolaire et pour que chacun obtienne une certification, notamment en poursuivant la mise en oeuvre de la formation obligatoire jusqu'à 18 ans, du plan d'action apprentissage, d'une école plus inclusive et du renforcement de l'école primaire (déploiement des équipes pluridisciplinaires, augmentation des postes de soutien, analyse de l'impact du mercredi matin). -Évaluation puis évolution du nCO : première adaptation de la grille horaire en 2019, réflexion sur la structure même du nCO qui questionne, notamment pour les élèves en difficulté. Ce travail sur le CO et, notamment, sur la 9ème année, est probablement l'un des enjeux majeurs de la prochaine législature. -Développement de l'école numérique.
Badia LUTHI	- Améliorer les conditions de travail des enseignant-e-s - Promouvoir l'apprentissage - Promouvoir la formation continue
Carole-Anne Kast	- Remettre la Petite enfance au rang de politique publique cantonale. - Réaliser l'égalité des chances au sein de l'enseignement obligatoire par l'école inclusive et le dispositif REP. - Travailler à l'intégration sociale et professionnelle des jeunes par le biais de la formation obligatoire jusqu'à 18 ans et de la lutte contre le décrochage scolaire.
Caroline Marti	- Améliorer le taux d'encadrement à l'école primaire et au cycle d'orientation pour permettre notamment la mise en place de l'école inclusive (enfant en situation de handicap, enfants présentant des difficultés d'apprentissage, migrants) et renforcement du dispositif REP. - Assurer l'accès à la formation par la gratuité des études notamment de niveau universitaire et le renforcement du système de bourses. - Favoriser la participation des enfants et des jeunes dans leurs écoles et renforcer les cours d'éducation citoyenne et d'initiation à la politique.
Cyril Mizrahi	- La formation obligatoire jusqu'à 18 ans - la formation inclusive pour toutes et tous dans de bonnes conditions, qui passe notamment par des effectifs de classes plus réduits - la construction et la rénovation de bâtiments scolaires
Denis Chiaradonna	- développer une école plus égalitaire et inclusive - donner les moyens pour réduire les effectifs par classe et lutter contre les décrochages scolaires - donner moyens financiers pour y arriver
Diego Esteban	Ce que j'attends du DIP en termes de priorités: -Augmenter la pression sur le département des finances pour obtenir des investissements concernant les infrastructures (construction, rénovation et assainissement de bâtiments scolaires) -Améliorer l'enseignement de l'éducation citoyenne au niveau du Secondaire II -Améliorer l'organisation des filières d'études spéciales pour musicien-ne-s
Grégoire Carasso	-obtenir un consensus budgétaire stable pour augmenter les moyens (du primaire aux hautes écoles en passant par l'apprentissage) -baisser les effectifs dans les classes, en particulier dans les REP -améliorer et assouplir les conditions de transition entre la fin de la scolarité obligatoire et la suite du projet de formation
Jean-Charles Rielle	Accorder plus de moyens financiers et humains pour le département de l'instruction publique, de la culture et du sport (politique de la jeunesse, école inclusive, protection des mineur-e-s, santé scolaire). Lutter contre le décrochage scolaire, notamment en développant la formation obligatoire jusqu'à 18 ans et en accordant des moyens financiers adéquats. Poursuivre le soutien aux politiques dans les domaines du sport et de la culture.
Marko Bandler	1. La mise en oeuvre effective de la formation obligatoire jusqu'à 18 ans, avec l'ensemble des partenaires concernés (communes, associations, etc.) 2. le maintien et le développement du REP. Car, certes les mesures mises en place sous la précédente législature étaient encourageantes, mais il existe toujours une importante discrimination territoriale entre élèves des quartiers défavorisés et élèves des quartiers plus riches. En ceci, le DIP doit impérativement s'engager dans une mise en oeuvre immédiate et non conditionnelle de la politique de cohésion sociale en milieu urbain (dont ce même département a été à l'origine!) 3. La formation professionnelle et continue doit encore être largement développée, quand on sait l'importance de celle-ci dans la lutte contre le chômage. Le DIP a un rôle moteur à jouer dans ce domaine!

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Selon vous, quelles seront les 3 priorités du DIP pour la prochaine législature ?

Liste 3 – Parti Socialiste (2/2)

Michel Pomatto	Accorder plus de moyens financiers et humains pour le département de l'instruction publique, de la culture et du sport (politique de la jeunesse, école inclusive, protection des mineur-e-s, santé scolaire). Lutter contre le décrochage scolaire, notamment en développant la formation obligatoire jusqu'à 18 ans et en accordant des moyens financiers adéquats. Poursuivre le soutien aux politiques dans les domaines du sport et de la culture.
Nicolas Clémence	- Améliorer les taux d'encadrement des élèves à l'école primaire et au cycle d'orientation, notamment pour développer l'école inclusive - Refuser tout numerus clausus et développer une offre de formation diversifiée sur le canton - Garantir la gratuité des études à tous les degrés d'enseignement (y compris universitaire) et améliorer le système des bourses
Nicole Valiquer Grecuccio	Accorder plus de moyens financiers et humains pour le département de l'instruction publique, de la culture et du sport (politique de la jeunesse, école inclusive, protection des mineur-e-s, santé scolaire). Lutter contre le décrochage scolaire, notamment en développant la formation obligatoire jusqu'à 18 ans et en accordant des moyens financiers adéquats. Poursuivre le soutien aux politiques dans les domaines du sport et de la culture.
Salima Moyard	- mise en oeuvre concrète de FO18 et de l'école inclusive avec des vrais moyens (et non les faibles moyens actuels) - révision du nouveau CO - un véritable projet pour les élèves en difficultés (dès 9R1 et 10-11CT), notamment en lien avec le monde professionnel, et non le ghetto déprimant dans lequel ils évoluent aujourd'hui
Sandrine Salerno	- Donner les moyens à l'école d'accompagner et former les enfants à affronter les mutations économiques en cours. Pour cela, les missions de l'instruction publique en termes d'acquisition de compétences et de connaissances doivent faire l'objet d'une réflexion approfondie, être discutées. - Valoriser l'apprentissage. - Repenser la réforme du cycle qui laisse actuellement les élèves les plus fragiles sur le carreau et crée de l'exclusion.
SYLVAIN THEVOZ	- renforcer les moyens à disposition des enseignants, et veiller à ce que les effectifs des classe soient ramené à un nombre favorisant un enseignement de qualité - rénovation des écoles, accessibilité de celle-ci pour les publics à mobilité réduite - lutter contre l'absentéisme scolaire
Thierry Apothéloz	J'ai bien plus que 3 priorités pour le DIP, tellement les enjeux dans ce domaine sont majeurs. Je suis très attaché à une vraie politique d'insertion professionnelle basée sur une formation continue et certifiante, qui est le meilleur moyen de lutter, en Suisse, contre le chômage. Il y a là un travail important à mener, avec les autres Départements concernés (économie et action sociale, notamment). Il y a trop de conflits de territoire, les forces s'épuisent. Je pense aussi qu'il convient de renforcer encore la lutte contre les inégalités, notamment dans les quartiers défavorisés en déployant encore plus de ressources pour garantir une meilleure égalité des chances et des opportunités. Enfin, je dirais qu'il faut aussi continuer à valoriser les filières de l'apprentissage avec les milieux professionnels et patronaux. Genève est toujours à la traîne par rapport à d'autres cantons dans ce domaine. Par ailleurs, des forces doivent être accordées dès les premières années de l'école pour s'assurer que les apprentissages initiaux soient maitrisés. Enfin, l'autonomie des écoles devrait être augmentée : projets d'école, projets pédagogiques, actions avec le quartier, enveloppes financières cadrées.
Thomas Wenger	- améliorer l'encadrement des élèves en diminuant leur nombre par classe dans les établissements du réseau d'enseignement prioritaire REP - poursuivre les mesures en faveur d'une école inclusive pour tous les enfants - élargir l'enseignement aux nouvelles technologies et à l'éducation numérique

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Selon vous, quelles seront les 3 priorités du DIP pour la prochaine législature ?

Liste 4 – Parti Libéral-Radical (1/2)

Alexandre de Senarclens	- Réduire les tâches administratives des enseignants pour qu'ils puissent se consacrer essentiellement à l'enseignement ; - Renforcer l'école primaire et gagner la bataille contre l'illettrisme (17% des élèves à la sortie du CO), il faut en particulier revenir à la méthode syllabique. - Il faut affirmer le rôle d'orientation du CO, en particulier en 9 p et améliorer la connaissance du monde de l'apprentissage tant chez les élèves que chez les professeurs.
Céline Zuber	-Ouvrir l'école aux nouvelles technologies, notamment informatiques -Favoriser l'apprentissage des langues, notamment par l'immersion -Réformer la formation des enseignants
Eric Grand	-Revisiter les méthodes d'apprentissage du français et des maths au seins de l'école primaire et du CO -Introduire l'apprentissage de l'allemand et de l'anglais, déjà à l'âge de 5ans (école enfantine) -Former les enseignants aux mesures Dys en leurs donnant les outils nécessaire pour les appliquer correctement -Revisiter la formation pédagogique des enseignants et pourquoi pas organiser une formation continue de façon à assurer un suivit tout au long de la carrières des enseignants -Revoir la mission des enseignants des cycles d'orientation. En effet il faut arrêter de guider systématiquement les élèves dans les collèges, il faut mieux cibler l'avenir professionnels des jeunes en proposant un peu plus les formations l'ECG et les CFC/matu-pro
Gian-Reto Agramunt	- Réduire le nombre d'élèves par classe pour permettre une formation plus poussée et suivie des élèves; - Ouvrir l'école aux nouvelles technologies pour que nos jeunes d'aujourd'hui puissent être adaptés à la vie professionnelle de demain (p.ex.: apprivoiser le codage informatique). - Mettre en valeur les voies de l'apprentissage et des écoles professionnelles à Genève (p.ex.: réseau d'apprentissage commun à plusieurs entreprises.
Gilles-Olivier BRON	- Rénover les bâtiments vétustes (mais c'est de la compétence de l'Office des bâtiments) - Apprendre aux élèves à réfléchir et analyser plutôt qu'à "recracher" par cœur leurs leçons (dès le secondaire). - Mieux se coordonner avec les communes pour le développement d'activités culturelles et sportives pour les jeunes (et les moins jeunes).
Jean-Marc LEISER	- Revoir l'inclusion en mode "cas par cas" - Mieux préparer les élèves du Cycle face au défi de trouver un apprentissage... pour les élèves ayant choisi cette voie - insister davantage sur les fondamentaux en cycle primaire et secondaire
Monika Sommer	- ne pas négliger les formations traditionnelles : français, mathématiques, si possible le latin qui ouvrent la porte à toutes les autres disciplines. L'exactitude, le soin qu'on doit apporter aux détails constituent des apprentissages nécessaires partout. - enseigner l'histoire et la géographie du pays, du canton et de la commune - enseigner l'instruction civique
Nathalie Fontanet	-Mettre l'accent sur le primaire et les matières de base que son l'écriture, les mathématiques et en particulier l'apprentissage de la lecture afin de réduire le taux inacceptable dans un pays comme le nôtre de 17 % d'élèves qui ne savent pas lire à la sortie du CO; -Rendre à chaque ordre d'enseignement le rôle qui lui est dévolu notamment l'orientation s'agissant du CO; -Intensifier les efforts pour lutter contre le décrochage scolaire.
philippe meyer	- Remettre le savoir au centre de l'école dont le rôle premier est de transmettre des connaissances et d'en vérifier l'acquisition. Mettre l'accent sur les savoirs de base (lire, écrire, compter) à l'école obligatoire. - Préparer nos enfants à la transition numérique de la société afin de leur donner les moyens de s'intégrer et s'orienter dans ce monde en mutation. - Libérer les enseignants des tâches administratives, autonomiser davantage chaque établissement scolaire. - Faciliter les échanges linguistiques avec des écoles de Suisse alémanique en mettant en place une systématique. - Accroître les liens entre l'école genevoise et la Genève Internationale, notamment en instaurant des procédures facilitées pour les enseignants souhaitant organiser des classes solidaires.
Pierre Maudet	Tout d'abord, je pense qu'il est nécessaire de créer une meilleure adéquation entre le cadre scolaire et les défis du monde actuel. Il faut apprendre à coder... et à décoder. Autrement dit, il faut faire de la philosophie et en même temps faire en sorte que les nouvelles technologies ne soient pas un obstacle à l'accès au marché du travail. Ensuite, nous devons continuer à donner les moyens nécessaires pour encadrer quantitativement et qualitativement les élèves. Ainsi que poursuivre la rénovation des bâtiments scolaires dont certains sont dans un état vétuste. De manière générale, j'estime que l'école est là pour former les élèves à trouver leur place dans la société ainsi qu'à leur permettre de trouver un emploi. Il doit donc y avoir une meilleure adéquation entre l'économie et la formation.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Selon vous, quelles seront les 3 priorités du DIP pour la prochaine législature ?

Liste 4 – Parti Libéral-Radical (2/2)

ROULLET	Je préfère mentionner les priorités que devrait prendre le DIP! - diminuer les postes hiérarchiques au sein du DIP afin que l'enveloppe budgétaire de ce département soit vraiment dévolue aux élèves. L'augmentation exponentielle des postes à la direction du DIP ces dernières années n'a produit aucun bénéfice; - diminuer la charge de travail administratif pour les enseignants! Les enseignants doivent avoir plus d'autonomie pour exercer leur autorité tout en recevant plus d'appui de l'institution pour gérer certaines situations difficiles. - imposer des heures d'enseignement aux directeurs d'établissement primaire telles que la loi l'impose depuis 2015. Cette loi n'est toujours pas appliquée!
Stefano Vito Bellingeri	- donner aux enseignants les moyens d'enseigner - développer les cours d'informatique (programmation y incluse) pour répondre aux besoins du monde de demain - réformer l'IUFE pour la rapprocher des standards des HEP romandes

Liste 6 – UDC

DUTRUIT ANDRE	-1 / IL FAUT RENFORCER L'AUTORITE DES ENSEIGNANTS SUR LES ELEVES. LEURS DECISIONS NE DOIVENT PAS POUVOIR ETRE CONTESTEE PAR LES PARENTS ETC. CECI RENFORCERA LA DISCIPLINE DES ELEVES ET TRES PROBABLEMENT AMELIORERA LEUR TRAVAIL. -2 / MIEU AIDER / COCHER LES ENSEIGNANTS QUI ONT DES DIFFICULTES -3/ NE PAS HESITER A SE SEPARER D'UN ENSEIGNANT SI CETTE PERSONNE EST JUGEE INAPTE A SA TACHE
El Mostafa AKABA	- Favoriser plus d'activités sportives - Construire de nouvelles écoles - développement numérique
Eliane Michaud Ansermet	-remettre au programme scolaire l'instruction civique et citoyenne - remettre aussi l'étude de l'histoire de Suisse et sa géographie. - continuer l'étude de l'allemand et introduire l'italien car c'est une langue nationale
Marc Fuhrmann	-Investir dans la rénovation des bâtiments scolaires décrépits -Revoir les priorités du cursus scolaire et y inclure "l'avenir" (orientations entrepreneuriales) ainsi qu'une sensibilisation civique, plus d'histoire suisse: nos racines - Inclure la gestion du stress, (addiction à a technologie, temps d'attention de plus en plus court....) par des cours de méditation, initiation à la pleine conscience
Stéphane Florey	- Mise en œuvre de l'accueil préscolaire. - Mise en œuvre de l'accueil continu. - Mise en place de la transition numérique

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

« Quel bilan tirez-vous de l'action du DIP sur la législature 2013-2018 ?

Liste 7 – LaListe Femmes

Jauch Caroline	- Alléger les horaires et la charge de travail des élèves. -Alléger les lourdeurs administratives pour les enseignants. -Enrichir les cours d'éducation sexuelle en contenu et en nombre d'heures, afin de prévenir les situations d'inégalité, d'intimidation et de harcèlement.

Liste 10 – PBD

VIDONNE Thierry	-Libérer les professeurs des charges administratives -Assurer les bases écrire parler compter correctement -Mieux préparer les fin de scolarité obligatoire

Liste 13 – Égalité&Équité

Christoph Bult	- maintenir des effectifs de classes qui respectent le règlement - retablir les conditions de travail telles qu'elles étaient encore 5-10 ans en arrière
Frammery Chloé	- Veiller à maintenir des effectifs de classes qui respectent le règlement du CO du 9 juin 2010, c'est-à-dire de respectivement 12, 14, 18 et 24 élèves (pour classes Atelier et accueil, R1/CT, R2/LC et R3/LS avec 20 élèves pour les classes-sport-art-études) moins 2 unités en début d'année scolaire et AUCUNE classe dont l'effectif dépasse ces maxima durant l'année. - Rétablir les conditions d'enseignement et de travail telles qu'elles étaient encore il y a 5 ou 10 ans, avec des formations continues durant les heures d'enseignement, des dégrèvements corrects pour les charges extra-enseignement (du type RD, PG, etc), remettre les EVACOM à la fin de chaque année et en particulier celle de 11e en fin d'année (pas au mois de mars !), afin que celle-ci soit réellement certificative de la fin du cycle 3, revenir à des ponctions salariales des heures de grève du montant pré-2016 (car elles ont augmenté d'un facteur 2 en 2016), restaurer des fins d'année qui permettent les démarches administratives et l'orientation correctes des élèves, avec une fin des cours qui respecte le calendrier administratif de l'Ecole. Les décisions concernant l'Ecole doivent être prises avec le concours des professionnels de l'Ecole et les personnes de terrain, et non pas uniquement par des député.e.s déconnecté.e.s des problématiques sur lesquelles-ils légifèrent. - Permettre une période de 5 années sereine pour tous les acteurs et les usagers du DIP, sans coupes budgétaires, avec de véritables moyens donnés à l'Ecole publique genevoise pour maintenir et si possible améliorer les conditions d'enseignement, le climat de travail et la charge professionnelle des enseignants et enseignantes et la réussite de nos élèves, qui en découlera tout naturellement !
Gérard SCHELLER	- Respect strict des effectifs de classe, en particulier pour les classes difficiles - Nouvelles rénovations / constructions pour tenir compte de l'évolution des besoins - Recréer des dynamiques d'innovations pédagogiques en donnant les moyens aux maître.sse.s de valoriser leurs initiatives
Murielle Regamey	- Permettre une période de 5 années sereine pour tous les acteurs et les usagers du DIP, sans coupes budgétaires, avec de véritables moyens donnés à l'Ecole publique genevoise pour maintenir et si possible améliorer les conditions d'enseignement, le climat de travail et la charge professionnelle des enseignants et enseignantes et la réussite de nos élèves, qui en découlera tout naturellement - Recréer des dynamiques d'innovations pédagogiques en donnant les moyens aux maître.sse.s de valoriser leurs initiatives - Mandater les pédagogues pour repenser certains fondements pédagogiques : par exemple introduire très tôt dans le programme scolaire des cours de philosophie, d'éducation civique, adaptés à l'âge et en lien d'abord avec la vie de l'école, afin que les élèves deviennent des acteurs de l'école puis de la société et non de simples consommateurs; esprit de compétition ou d'entraide, quelles valeurs l'école veut-elle contribuer à développer chez les jeunes? etc.
Sanja Duvnjak	- école inclusive - -
Séverine Golay	-école pour tous avec niveau adapté avec de nouvelles matière orienté sur l Être. -création de nouveau bâtiments -allègement des horaires et rythmes scolaires

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION
DES ENSEIGNANTES
ET ENSEIGNANTS
GENEVOIS

Quel développement pour l'école numérique ?

Liste 1 – Ensemble à Gauche

Aude Martenot	C'est une question avant tout de moyens. Un seul poste informatique dans une classe primaire, à partager entre les 24 élèves et le(s) prof(s), ça ne va pas.
Jean-David Christinat	C'est une question avant tout de moyens, et de formation du corps enseignant aussi. Actuellement, un seul poste informatique dans une classe primaire, à partager entre les 24 élèves et le(s) prof(s), ce n'est pas sérieux.
Jocelyne Haller	Il faut absolument investir les moyens, insuffisants pour le moment, pour accompagner cette évolution de l'enseignement. Cela suppose autant de s'assurer de la formation des enseignants que de la mise à disposition du matériel nécessaire.
Julie Peradotto	C'est une question avant tout de moyens, et de formation du corps enseignant aussi. Actuellement, un seul poste informatique dans une classe primaire, à partager entre les 24 élèves et le(s) prof(s), ce n'est pas sérieux.
Michel Vincent	Il faut encourager une approche critique des nouvelles technologies numériques (se poser la question "à quoi ça sert ?" plutôt que "comment ça marche ?"), dès le primaire. La dépendance aux données numériques accessibles vide les cerveaux.
Olivier BAUD	C'est une question avant tout de moyens, et de formation du corps enseignant aussi. Actuellement, un seul poste informatique dans une classe primaire, à partager entre les 24 élèves et le(s) prof(s), ce n'est pas sérieux.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Quel développement pour l'école numérique ?

Liste 2 – Les Verts (1/2)

Anne Bonvin Bonfanti	Le numérique ne doit pas être confondu avec informatique. Avoir des bases de bureautique et de code est nécessaire, mais une formation critique des technologies est primordiale afin que l'utilisation de ces outils se fassent en connaissance de cause. Une réflexion autour du matériel utilisé doit avoir lieu (logiciels libres, obsolescence programmée) et les effets sur la santé de ces technologies (ondes, addictions...) pris en compte.
Aurore Bui	Les nouvelles technologies deviennent une compétence clef pour le monde du travail de demain. Il est donc important de familiariser les élèves à leur usage. Les nouvelles technologies devraient être appréhendées comme un outil de création et de développement, et non pas comme une source d'information passive (comme c'est trop souvent le cas avec l'usage des smartphones). Cet enseignement devrait donner libre court à l'évolution des pratiques éducatives également, par exemple la classe inversée, qui outre l'utilisation d'outils technologiques (vidéos) rend l'enfant acteur de sa propre éducation.
Bénédicte Amsellem-Ossipow	Améliorer la culture numérique ; rénover et améliorer les équipements concernés avec une priorités pour les logiciels libres et durables.
Claudia Heberlein Simonett	Utilisation modérée es nouvelles technologies et des médias et regard critique sur elles.
David Martin	
Delphine Klopfenstein Broggini	- accompagner les élèves et leur donner les outils nécessaires - assurer une bonne protection des données des élèves
Denis BUCHER	Si l'école numérique ce sont des élèves tous avec le nez sur des tablettes, je ne suis pas sûr que ça soit un futur désirable. Il y a pour moi trois sujets bien différents qui nécessitent trois enseignements séparés : 1. Bureautique : Apprendre l'utilisation et les concepts des logiciels de BUREAUTIQUE : il est ici nécessaire de former les élèves à la maîtrise de ces outils, car actuellement beaucoup d'élèves sortent de l'école avec un fort illettrisme numérique qui sera ensuite un immense désavantage difficile à rattraper dans leur carrière professionnelle. La différence se fait en général uniquement sur l'origine sociale des enfants, puisque l'école ne les forme pas suffisamment. 2. Sensibilisation aux médias : Ce point est crucial dans le monde actuel, vu que tout devient numérique et réseaux sociaux. Il s'agit avant tout de comprendre comment fonctionnent ces outils afin de mieux les appréhender. Pour moi ici il s'agit surtout de mettre en valeur les risques et la face cachée de ces outils, vu que le côté positif est déjà bien mis en avant. On peut en profiter pour parler de respect, de vie privée, de ce qui est légal ou non, etc. 3. Apprentissage du développement informatique (programmation) : cela me semble absolument VITAL. Je vois dans le monde professionnel à quel point les gens se font manipuler par manque de connaissance de l'informatique, qui pourtant est partout dans nos vies. Ne pas avoir cet apprentissage de base (ce que je propose c'est au moins simplement une à deux heures de cours sur une année pour avoir quelques bases) me semble gravissime. A noter qu'il s'agit aussi d'égalité entre les filles et garçons, en effet, sans de tels cours, on prive les filles de la chance de découvrir ces métiers où presque 100% des étudiants à l'Université sont des hommes En résumé : - Introduire ou réintroduire la programmation à l'EP-CO-ESII - Une approche pratique et critique des nouvelles technologies et des médias. - Une priorité absolue aux logiciels libres et au matériel durable. - Utiliser avec discernement le potentiel des outils numériques, autrement dit les utiliser lorsqu'ils apportent une réelle plus-value et pas uniquement "parce-que c'est moderne" P. S. Ayant personnellement participé à la rédaction chez les Verts du projet de loi PL12103 contre le fait que l'école en ligne genevoise est entièrement stockée chez Google, je pense qu'il est aussi important, urgent et vital de débloquer les budgets, relativement raisonnables et faibles contrairement à ce qui est dit, pour que les données des élèves soient gérées par l'Etat ou au moins stocké en Suisse par une entreprise locale de confiance. Le projet de loi est ici : * http://ge.ch/grandconseil/data/texte/PL12103.pdf Articles de journaux sur ce projet de loi : * https://www.tdg.ch/geneve/actu-genevoise/utilisation-google-lecole-inquiete-verts/story/22950414 * https://lecourrier.ch/2017/05/05/lecole-genevoise-affranchie-de-google/ * http://www.20min.ch/ro/news/geneve/story/La-mainmise-de-Google-sur-l-ecole-inquiete-un-elu-22968054

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Quel développement pour l'école numérique ?

Liste 2 – Les Verts (2/2)

Elias Geoffroy	Trois axes: Améliorer la culture numérique Introduire ou réintroduire la programmation à l'EP-CO- ESII Renover et améliorer l'équipement enseignant et élève Autres aspects à prendre en compte : - Une approche pratique et critique des nouvelles technologies et des médias. - Une priorité absolue aux logiciels libres et au matériel durable. - Utiliser avec discernement le potentiel des outils numériques, en s'interrogeant sur les effets pour les élèves d'une trop importante exposition aux écrans.
François LEFORT	- Une approche pratique et critique des nouvelles technologies et des médias. - Une priorité absolue aux logiciels libres et au matériel durable. - Utiliser avec discernement le potentiel des outils numériques, en s'interrogeant sur les effets pour les élèves d'une trop importante exposition aux écrans
Frédérique Perler	-Une approche pratique et critique des nouvelles technologies et des médias/réseaux sociaux. -La priorité aux logiciels libres et au matériel durable. -Volet prévention : utiliser avec discernement le potentiel des outils numériques, effets d'une exposition importante aux écrans.
ISABELLE DESCOMBES	Lui donner rapidement une place dans le système scolaire. Acheter à chaque enfant un ordinateur avec des programmes éducatifs adéquats Former les enseignants de manière continue Mettre en place une école collaborative et non compétitive
Jolanka Tchamkerten	Amélioration de la culture numérique. Rénover l'équipement. Priorité aux logiciels libres et au matériel durable.
Julien Nicolet-dit-Félix	- Une approche pratique et critique des nouvelles technologies et des médias. - Une priorité absolue aux logiciels libres et au matériel durable. - Utiliser avec discernement le potentiel des outils numériques, en s'interrogeant sur les effets pour les élèves d'une trop importante exposition aux écrans.
Laurence Corpataux	- Adapter les salles de cours - Développer les compétences des enseignant pour une utilisation pédagogique des outils numériques - Donner l'accès à un pc à tous les élèves (par ex par le prêts de PC par le DIP)
Marjorie de Chastonay	Il faudrait développer l'école numérique via les 3 axes suivants : 1) améliorer la culture numérique par une approche pratique et critique des nouvelles technologies et des médias. 2) introduire ou réintroduire la programmation à l'EP-CO-ESII. 3) rénover et améliorer l'équipement des enseignants et des élèves en donnant la priorité aux logiciels libres et au matériel durable.
Philippe NOËL	- Formation par cours décloisonnés dès l'EP et pratique hebdomadaire (moyens à disposition ?) - reprise et approfondissement au CO (heures hebdomadaires)
Pierre Eckert	- Renover et améliorer l'équipement enseignant et élève - Une approche pratique et critique des nouvelles technologies et des médias. - Une priorité aux logiciels libres et au matériel durable.
Sabine Latour	Nécessaire, un complément, ne peux pas remplacer l'accompagnement humain. Ne me suis pas penchée sur le comment pour l'instant.
TIGUEMOUNINE SABINE	Introduction d'une nouvelle approche pour la technologie 3D dans les écoles, du primaire jusqu'au collège. La maîtrise de cet outil est une énorme opportunité pour notre jeunesse. Cette technologie assurera leur avenir tout en libérant leur créativité et leur imagination en leur permettant de rendre leur rêve réel
Valentin DUJOUX	Augmenter les budgets, former d'une meilleure façon les enseignant-e-s et intégrer les défis du numérique dans l'ensemble des branches enseignées
Yvan Rochat	Améliorer la culture numérique. Introduire une approche pratique et critique des nouvelles technologies et des médias notamment en apprenant à utiliser avec discernement le potentiel des outils numériques, en s'interrogeant sur les effets pour les élèves d'une trop importante exposition aux écrans.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Quel développement pour l'école numérique ?

Liste 3 – Parti Socialiste (1/2)

Alberto Velasco	Voilà un grand mot. Ce qui importe c'est le développement de l'esprit critique et du savoir. Une formation dite humaniste. Ensuite, le numérique n'est qu'un moyen de communication et de facilitation de l'exécution des tâches. Pour le reste il faut juste doter les établissements de moyens nécessaire à l'utilisation de ces moyens.
Anne Emery-Torracinta	Un développement indispensable, mais qui doit être pensé sur l'ensemble du cursus de l'élève (du primaire au secondaire II). Il faut parler de culture numérique, transversale aux différentes disciplines, et pas seulement d'un enseignement de l'informatique ou du codage. Cet enseignement passe par la nécessité pour les élèves de comprendre tant les rouages du numérique que ses limites ou ses dangers. La formation et l'accompagnement des enseignants sont également nécessaires. Enfin, l'équipement des écoles doit se poursuivre (tablettes, tableaux blancs, wi-fi, etc.).
Badia LUTHI	Avec les avancées technologiques, l'école a tout à gagner à y adhérer. Elle est en effet, dans l'obligation de suivre l'évolution et d'adapter ses moyens à l'ère du temps. De ce fait, il est nécessaire qu'elle développe le numérique afin d'offrir des clefs de connaissances adéquates aux besoins actuels. C'est aussi contribuer à la diffusion des ressources pédagogiques et éducatives d'une manière à assurer l'équilibre, l'encadrement de l'évolution et le maintien de compatibilité entre l'enseignement et les exigences de notre ère.
Carole-Anne Kast	L'école doit intégrer le numérique dans son enseignement, sans diminuer les moyens alloués aux autres branches d'enseignement. Il y a donc lieu d'apprendre aux élèves le numérique, ses possibilités et ses dangers et d'utiliser le numérique comme un outil d'apprentissage des autres domaine et de l'aborder comme une discipline en soit. A cette fin, les outils numériques doivent être renforcés dans l'équipement scolaire. En effet, l'accès à ces outils peut devenir un nouveau facteur de discrimination pour les élèves qui n'y ont pas accès via leur cercle familial et le DIP doit donc s'assurer de l'égalité des chances sur cet outil également.
Caroline Marti	- Renforcement de l'éducation numérique (dangers d'internet, développement de l'esprit critiques des élèves etc...) - Développer les compétence des élèves dans les domaines de des technologies numériques. - L'enseignement de ces nouvelles disciplines ne doivent pas se faire au détriment des autres disciplines.
Cyril Mizrahi	Honnêtement, je n'estime pas avoir les compétences nécessaires pour y répondre. Ce que je peux dire, c'est que j'y suis favorable sur le principe, étant précisé que cela nécessite des moyens, qu'un soin tout particulier doit être mis sur la protection des données en utilisant des solutions que le canton maîtrise et qui reposent autant que possible sur des logiciels libres, et qu'enfin le développement des compétences doit se faire de manière transversale dans les différentes matières, et non au détriment de tel ou tel apprentissage.
Denis Chiaradonna	Donner les outils aux élèves pour développer l'esprit critique, prévention du cyber-harcèlement et lutte contre les fake-news en expliquant les manipulations de l'opinon publique. Pour les plus jeunes et les élèves, donner les moyens pour travailler sur les tablettes
Diego Esteban	Plutôt que des supports d'enseignement variés, des contenus d'enseignement permettant aux élèves de mieux se préparer aux réalités de notre époque: maîtrise des outils informatiques de base, notions de programmation, apprendre à éviter les dangers du web (sécurité des données, détection des "fake news", etc).
Grégoire Carasso	A mes yeux, le numérique modifiant l'accès au savoir mais aussi sa production, l'enjeu pour l'école n'est pas d'ajouter une heure ici ou là pour parler des TIC et de ses enjeux, mais d'interroger et d'intégrer ces développements, sur le temps long, dans le type de connaissances et leur modalité de transmission (fond et forme) par l'école.
Jean-Charles Rielle	Développer l'utilisation des outils numériques en classe et l'équipement des locaux.Formation initiale et continue des enseignant-e-s à renforcer. Fixer des niveaux de compétence. Développer les connaissances des élèves en informatique sur l'ensemble de leur parcours. Lutter contre la fracture numérique en lien avec le niveau social.
Marko Bandler	La Suisse est un pays qui tire sa prospérité de la qualité de sa formation, n'ayant pas d'autre matière première que sa matière grise! Dès lors, nous devons rester particulièrement attentifs à l'évolution technologique. En ceci, concrètement, la place de l'informatique, mais aussi du virtuel et des nouveaux moyens de communication doivent être intégrés dans les programmes scolaires. Il ne faut pas laisser se développer la fracture numérique. Programmation, blockchain, réalité virtuelle sont autant de défis et d'opportunités qui s'offrent aux nouvelles générations! C'est à l'école de prendre effectivement le train en marche!

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Quel développement pour l'école numérique ?

Liste 3 – Parti Socialiste (2/2)

Michel Pomatto	Développer l'utilisation des outils numériques en classe et l'équipement des locaux.Formation initiale et continue des enseignant-e-s à renforcer. Fixer des niveaux de compétence. Développer les connaissances des élèves en informatique sur l'ensemble de leur parcours. Lutter contre la fracture numérique en lien avec le niveau social.
Nicolas Clémence	Pour aller vers l'école numérique, il est nécessaire de permettre une formation adéquate aux enseignants, développer des outils adaptés pour l'acquisition de connaissances transversales et évolutives par les élèves (permettre de comprendre les bases pour appréhender les futurs outils, dans un monde où le numérique se développe et évolue rapidement), assurer des périodes spécifiques dédiées à ces enseignements mais surtout, réformer l'enseignement de certaines matières pour y inclure ces outils numériques, et permettre l'apprentissage des branches au travers de leur utilisation.
Nicole Valiquer Grecuccio	Développer l'utilisation des outils numériques en classe et l'équipement des locaux.Formation initiale et continue des enseignant-e-s à renforcer. Fixer des niveaux de compétence. Développer les connaissances des élèves en informatique sur l'ensemble de leur parcours. Lutter contre la fracture numérique en lien avec le niveau social.
Salima Moyard	Oui, il faut développer les compétences des élèves dans le domaine numérique, mais cela demande de la formation des enseignants, du matériel en classe et/ou pour les élèves et de la place dans la grille horaire (si de nouveaux cours, quoi enlever en échange?)
Sandrine Salerno	L'enjeu n'est pas d'ajouter au système existant un module TIC mais bien de repenser le système dans son ensemble car le numérique modifie notre rapport aux savoirs et aux autres. Les connaissances sont plus accessibles, le nombre et la vitesse des échanges sont multipliés, l'autorité qui reposait sur l'accumulation de savoirs n'est plus légitime à elle seule. Il n'y a pas une « école numérique », il y a une école qui doit être en phase avec son temps et ouverte sur le monde.
SYLVAIN THEVOZ	Compléter l'équipement des écoles avec du matériel de qualité. Assurer l'encadrement technique nécessaire. Veiller à un développement en douceur de l'école numérique qui ne se fasse pas au détriment du papier, de l'oralité et surtout du lien enseignant-élève. Le numérique reste un outil pédagogique... la question des fins doit rester le développement de l'individu de la manière la plus complète possible.
Thierry Apothéloz	L'école numérique, c'est l'école de demain ! L'école numérique doit répondre aux besoins des élèves : on n'apprend plus comme avant, c'est certain. Dans un monde où l'intelligence artificielle s'installe de plus en plus et où ses compétences se développent de manière exponentielle, il ne fait plus aucun doute que l'enseignement numérique sera un outil de l'école de demain. Si aujourd'hui déjà les travaux de recherche des élèves utilisent couramment l'Internet, la question de l'enseignement numérique se pose. Il faut aller aujourd'hui plus loin que le slogan classique « un enfant, un Ipad » ! Sa mise en place nécessite des moyens et des formations pour les enseignant.e.s que les machines ne remplaceront pas. De nombreuses questions se posent : quelles finalités, quels objectifs pour l'école numérique, quels outils à disposition de l'élève et du maître en fonction des niveaux d'enseignement ? Quelles disciplines ? Quelles évaluations ? Ces questions ne doivent pas empêcher le DIP d'agir, mais doivent permettre de mettre en mouvement. C'est un chantier passionnant, dont il s'agit de saisir toute la mesure ! Genève ne peut ni ne doit louper le coche dans ce domaine pour lequel nous avons les ressources et le potentiel nécessaire pour mener à bien la dématérialisation raisonnée du savoir. Ce serait également l'occasion d'aborder par exemple le rapport d'un.e jeune avec les réseaux sociaux.
Thomas Wenger	L'école doit élargir l'enseignement aux nouvelles technologies et à l'éducation numérique. Elle doit participer à enseigner aux enfants à avoir un esprit critique sur la masse d'informations, parfois fausses (fake news), qui se trouvent sur internet. L'enseignement aux nouvelles technologies permet quant elle de former les jeunes aux outils technologiques d'aujourd'hui et de demain.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Quel développement pour l'école numérique ?

Liste 4 – Parti Libéral-Radical

Alexandre de Senarclens	Le DIP doit avancer rapidement sur ce dossier. Genève a pris du retard par rapport à la Suisse-allemande et certains pays étrangers. Il faut éduquer nos enfants à la culture numérique pour qu'ils en deviennent des utilisateurs intelligents. Cela peut passer par des cours de programmation informatique qui seraient aussi de nature à susciter des vocations. Cela peut passer par l'utilisation du numérique dans d'autres matières (langues, mathématiques,...). Un tel chantier nécessite de mettre en place une vraie réflexion et une stratégie sur le long terme. Le monde change très vite et il convient d'apporter à l'enfant des outils de réflexion qui seront utilisables même si les langages de programmation changent.
Céline Zuber	Introduction de cours de codage Utilisation de supports numériques pour certains cours
Eric Grand	-Une priorité absolue -Une formation plus précoce sur les outils courants (Microsoft et Apple).
Gian-Reto Agramunt	Les interactions sociales sont une nécessité pour qu'un élève puisse "grandir" et évoluer. Ainsi, l'école numérique où les élèvent resteraient chez eux, tranquillement à la maison, et suivraient leurs cours uniquement au moyen de leur support informatique ne paraît pas optimal. En ce qui concerne le développement envisagé pour l'école numérique, il conviendrait à ce que les élèves puisse être en mesure de coder. Des cours appropriés devront être proposés à l'avenir, de même que des cours de dactylographie. L'utilisation en classe de tablettes informatiques ou d'ordinateurs portables sont également une nécessité pour habituer nos élève à leur vie professionnelle future. Il est également souhaitable que des exercices complémentaires ou des approfondissement de cours soient disponibles sur les supports informatiques.
Gilles-Olivier BRON	Oui à des cours d'informatique, mais reste à savoir en remplacement de quelle(s) discipline(s). Quant au cours numérique, je trouve dommageable que les élèves n'aient plus le réflexe d'écrire...
Jean-Marc LEISER	je ne suis pas un fin connaisseur... mais les cours informatiques généralisés en 9ème me parait être une bonne idée. au préalable, renforcer la prévention par rapport aux risques sur internet et aux respect à aborder avec les messagerie qu'utilisent les jeunes serait un +
Monika Sommer	- très important - c'est un outil qu'on doit obligatoirement utiliser partout aujourd'hui - je ne suis pas sûre qu'il faille des cours spécifiques pour l'informatique uniquement. Chaque branche doit avoir des approches spécialisées.
Nathalie Fontanet	Le DIP doit avancer sur ce dossier. Notre canton a pris du retard. Il est impératif que les élèves reçoivent un enseignement qui prennent en compte le numérique pour leur permettre d'évoluer dans le monde de demain. Je souhaite que l'utilisation des tablettes numériques soit développé mais également que les élèves puissent suivre des cours de codage comme le propose une motion PLR . Il faut une stratégie de formation en la matière non seulement des élèves mais également des enseignants qui ne sont pour certains par prêts à aborder cette révolution.
philippe meyer	L'école genevoise doit être une référence de l'école numérique au niveau mondial. L'école publique doit être au moins aussi avancée que les écoles privées à ce titre.
Pierre Maudet	Important. Nous vivons actuellement une révolution numérique et l'école doit s'y adapter. Nous devons par contre davantage nous intéresser à donner les «clés» pour comprendre celle-ci. Par exemple à travers des cours de philosophie qui sont un préalable nécessaire à ceux de codage. Si l'école numérique doit permettre de faciliter la transmission du savoir sous toutes ces formes, elle ne doit par contre pas remplacer l'acquisition des matières de base.
ROULLET	Notre société avec l'arrivée de l'ère numérique est en mutation. Il est primordial que l'école donne, dès les premières année du primaire, un enseignement sur le système informatique. Comment différencier les informations des "fake news"? Quels sont les atouts et les dangers des réseaux sociaux? Comment fonctionne le monde numérique et quelles sont les bonnes pratiques, etc. Cet enseignement est urgent et indispensable!
Stefano Vito Bellingeri	L'école numérique suivra le mouvement de la digitalisation générale de notre société. Les cours d'informatique (pas seulement en tant qu'utilisateur) devront être donnés le plus tôt possible en veillant à ce que l'apprentissage à travers les outils numériques soit au moins aussi bon que celui avec les outils traditionnels.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Quel développement pour l'école numérique ?

Liste 6 – UDC

DUTRUIT ANDRE	IL FAUT LA POUSSER TRES FORTEMENT. PAR RAPPORT A NOUS (J'AI 69 ANS), LE JEUNE NE SAURONS PEUT ETRE PLUS COMPTER, ECRIRE CORRECTEMENT CAR ILS ONT DES CORRECTEURS D'ORTHOGRAPHE ETC. MAIS, LES JEUNES SAVENT BEAUCOUP MIEUX CHERCHER L'INFORMATION, IL FAUT DONC LEUR APPRENDRE A L'ANALYSER, A LA SELECTIONNER ET NE PRENDRE QUE CE QUI LEUR EST UTILE. CERTAINES ETUDES MEDICALES MONTRENT QUE CERTAINS JEUX VIDEO DEVELOPPE L'INTELLIGENCE, LA CAPACITE DE GERER PLUSIEURS ELEMENT A LA FOIS, A ANTICIPER DES MOUVEMENT, ACTIONS ETC. DONC , OUI , IL FAUT DEVELOPPER CELA ET SURTOU, FORMER LES ENSEIGNANTS.
El Mostafa AKABA	sensibiliser et former à l'utilisation responsable des outils numériques. Inciter l'élève à être créatif, productif et innovant. Développer chez l'élève l'autonomie, l'esprit critique, collaboratif et le respect de l'éthique et de la citoyenneté. Préparer les élèves à des métiers futurs et à la vie active.
Eliane Michaud Ansermet	se donner les moyens avec les nouvelles technologies, mais il faut avant tout former correctement les enseignants à ses nouvelles technologies.
Marc Fuhrmann	Actuellement les enfants "consomment" le numérique (utilisation très passive), à l'avenir, ils doivent aussi apprendre à le dompter comme outil, développer leur créativité numérique.
Stéphane Florey	Un accent particulier doit être mis sur la formation numérique des élèves dès l'école primaire, afin de mieux les préparer à l'évolution des outils informatiques et des nouvelles technologies. Peut-être faudrait-il envisager la mise à disposition d'une tablette ou d'un ordinateur portable pour chaque élève dès l'école primaire.

Liste 7 – LaListe Femmes

Jauch Caroline	Personnellement, j'ai déjà de la peine avec les outils numérique pour les enseignants!!! Nous demander de former nos élèves à utiliser ce genre d'outils serait une charge supplémentaire pour les enseignants. De plus, l'école numérique ne serait-elle pas un pas vers l'absence d'école?

Liste 10 – PBD

VIDONNE Thierry	Ne sais pas !

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Quel développement pour l'école numérique ?

Liste 13 – Égalité&Équité

Christoph Bult	Connaissant mal la situation actuelle, je préfère ne pas commenter
Frammery Chloé	Si les beamers installés dans les salles de classe depuis peu et les logiciels "Openboard" ou "Uniboard" permettent aux enseignants une sauvegarde facilitée des travaux effectués en classe et l'utilisation nouvelle d'outils numériques tels qu'internet et vidéos face à leurs élèves, il est utile de noter que les ondes générées par le tout-informatisé ne sont pas sans risques. Les personnes électro-sensibles sont les premières touchées et la science n'est actuellement pas capable d'anticiper les effets à moyen et à long terme de l'accroissement des quantités et de l'intensité des ondes que nous subissons au quotidien. L'Ecole aurait gagné à en être préservée. De plus, les logiciels susmentionnés ne sont pas d'une fiabilité sans faille, ils occasionnent des retards dans l'avancement des cours lorsque régulièrement ils "buguent". Ma dernière remarque concernant le numérique à l'école est la récente affiliation du DIP à la multinationale américaine GOOGLE, qui a été adoptée comme prestataire de service obligatoire pour les enseignants aujourd'hui, en voie de l'être pour les élèves demain. En effet, il nous est demandé, à nous les enseignant.e.s, d'utiliser exclusivement le "cloud" de GOOGLE, le GOOGLE Drive, pour stocker nos documents, donnant ainsi nos coordonnées, nos cours, nos exercices, nos identifiants à un géant made in USA, mettant en jeu la protection privée de nos données et de notre identité. Je propose plutôt que nous élaborions un "Drive" suisse, qui préserve les données privées des utilisateurs, financé publiquement. Et ceci sans céder à l'urgence d'échéances politiques ou opérationnelles et en conscience des implications d'un tel outil. L'école numérique, oui, mais avec parcimonie et protection de nos collaborateurs et de nos enfants.
Gérard SCHELLER	Les innovations technologiques doivent être intégrées pour ce qu'elles apportent aux contenus pédagogiques, mais pas à tout pris au point de remplacer l'humain et les lectures. Une réflexion est nécessaire pour mieux tenir compte du vécu des élèves (très souvent très branchés). L'école a une inertie importante et peine à intégrer l'apport de connaissance que les élèves obtiennent par Internet et les réseaux sociaux. Une autre réflexion est à mener sur l'utilisation des réseaux sociaux qui peuvent faire d'important dégâts psychologiques.
Murielle Regamey	L'utilisation de l'informatique avec les élèves n'est pas souhaitable, en aucun cas avant la 11ème, dernière année du cycle. Plusieurs raisons à cela : - les jeunes sont déjà très connectés et savent utiliser toute cette technologie et il est bien que l'école leur amène autre chose - les risques et les dommages créés par les ondes sur les organismes vivants sont avérés. L'école doit être un lieu sain pour nos jeunes et pour les fonctionnaires qui y travaillent. Donc il faut penser à la protection contre les ondes avant. - le développement harmonieux des jeunes passe par diverses étapes et la motricité est très importante y compris la motricité fine, exercée notamment grâce à l'écriture, qui aide à développer certaines zones du cerveau gauche. Mettre l'accent là où c'est important pour un développement harmonieux me semble impératif, en gardant une dimension artistique et vivante : écriture, dessin, calligraphie, mouvement, etc. Si je ne vois pas l'utilité d'introduire l'ordinateur trop tôt, par contre il me semble qu'il est du devoir de l'école de les informer, les sensibiliser et les aider à comprendre Internet et les réseaux sociaux lors d'ateliers, échanges, discussions, etc. dès la 8ème, dernière année du primaire.
Sanja Duvnjak	Je ne suis pas au clair sur ce qui est compris sous l'égide du concept de l'école numérique.
Séverine Golay	Le numerique nous fais perdre en dextérité et reflexion

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Etes-vous favorable au statut unique des enseignants du CO et du secondaire II ? Pourquoi ?

Liste 1 – Ensemble à Gauche

Aude Martenot	OUI	Le niveau d'étude est le même, la crucialité de l'emploi est la même.
Jean-David Christinat	OUI	Parce que je suis aussi favorable au statut unique pour l'école primaire (cycle 1 et cycle 2, de la 1P à la 8P), qui existe heureusement à Genève et que les concepteurs de ce questionnaire semblent ignorer (ou ne pas y accorder d'importance). Je serais même pour l'unicité du statut du corps enseignant genevois, dans une visée égalitariste, notamment salariale, car je pense que rien ne justifie les différences qui perdurent à cause de conceptions de l'enseignement dépassées à notre époque.
Jocelyne Haller	OUI	Je ne vois sincèrement pas ce qui dans la complexité de la tâches ou des prérequis de formation pourrait justifier une distinction entre ces deux fonctions. Un statut unique me semble plus adéquat et plus équitable.
Julie Peradotto	OUI	Parce que je suis aussi favorable au statut unique pour l'école primaire (cycle 1 et cycle 2, de la 1P à la 8P), qui existe heureusement à Genève et que les concepteurs de ce questionnaire semblent ignorer (ou ne pas y accorder d'importance). Je serais même pour l'unicité du statut du corps enseignant genevois, dans une visée égalitariste, notamment salariale, car je pense que rien ne justifie les différences qui perdurent à cause de conceptions de l'enseignement dépassées à notre époque.
Michel Vincent	OUI	Une des clés de la réussite de l'enseignement repose sur de bonnes conditions d'échange et de transmission des savoirs. C'est une évidence de dire que les classes en sureffectifs nuisent à ces conditions, démotivant les enseignants comme les élèves, et augmentant les probabilités d'échec scolaire.
Olivier BAUD	OUI	Parce que je suis aussi favorable au statut unique pour l'école primaire (cycle 1 et cycle 2, de la 1P à la 8P), qui existe heureusement à Genève et que les concepteurs de ce questionnaire semblent ignorer (ou ne pas y accorder d'importance). Je serais même pour l'unicité du statut du corps enseignant genevois, dans une visée égalitariste, notamment salariale, car je pense que rien ne justifie les différences qui perdurent à cause de conceptions de l'enseignement dépassées à notre époque.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Etes-vous favorable au statut unique des enseignants du CO et du secondaire II ? Pourquoi ?

Liste 2 – Les Verts (1/2)

Anne Bonvin Bonfanti	OUI	Cela permet aux enseignant-e-s de travailler dans l'un ou l'autre des niveaux et la qualité de l'enseignement doit être la même dans les deux cas.
Aurore Bui	OUI	Il est important d'avoir une qualité des enseignant-e-s équivalente pour les 2 ordres et la possibilité pour eux d'être mobiles
Bénédicte Amsellem-Ossipow	OUI	Pas de déclassement d'un groupe d'enseignants par rapports aux autres. Mobilité et flexibilité des postes.
Claudia Heberlein Simonett	OUI	Permettre une mobilité aux enseignant-es, les mêmes qualités étant requises pour les deux niveaux.
David Martin	Ne se prononce pas	
Delphine Klopfenstein Broggini	OUI	
Denis BUCHER	OUI	Qualité des enseignant·e·s équivalente pour les 2 ordres, mobilité et flexibilité des postes.
Elias Geoffroy	OUI	Qualité des enseignant·e·s équivalente pour les 2 ordres, mobilité et flexibilité des postes.
François LEFORT	OUI	Formation des enseignant•e•s équivalente pour les 2 ordres. A même niveau de formation, même salaire. Permettrait aussi une plus grande mobilité et flexibilité des postes entre CO et Secondaire II.
Frédérique Perler	OUI	D'une part, en raison de la qualité de la formation des enseignant.e.s dont les exigences sont équivalentes, d'autre part, offre des opportunités bienvenues en terme de mobilité entre l'obligatoire et le post-obligatoire durant toute une carrière dans l'enseignement.
ISABELLE DESCOMBES	OUI	
Jolanka Tchamkerten	OUI	Mobilité et flexibilité des postes
Julien Nicolet-dit-Félix	OUI	La mobilité professionnelle entre les deux ordres permet un enrichissement mutuel de l'enseignement. Par ailleurs, les titres requis et la formation étant identiques - ce qui est une chose positive -, il est normal de proposer des conditions de travail équivalentes. On peut gloser éternellement sur les différences entre les charges des uns et des autres, mon expérience me montre que ces différences se compensent largement.
Laurence Corpataux	Ne se prononce pas	Méconnaissance des deux statuts et des différences éventuelles en terme des responsabilités, de tâches dédiées et du salaire qui en découlent.
Marjorie de Chastonay	OUI	Je suis favorable au statut unique car la qualité des enseignant·e·s est équivalente pour les deux ordres d'enseignement. Cela permettra plus de mobilité et de flexibilité des postes.
Philippe NOËL	OUI	- Même formation pour les enseignants et mobilité professionnelle (passages CO - PO, etc,) - Les compétences pédagogiques sont au moins aussi exigeantes au CO qu'au PO voire plus, et cela ne vaut pas moins que le contenu "plus pointu" des cours au PO d'où le temps de travail et préparation qui se valent, aussi compte tenu de l'usure nerveuse.
Pierre Eckert	OUI	Qualité des enseignant·e·s équivalente pour les 2 ordres, mobilité et flexibilité des postes.
Sabine Latour	Ne se prononce pas	Je ne maîtrise pas ce sujet.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION
DES ENSEIGNANTES
ET ENSEIGNANTS
GENEVOIS

Etes-vous favorable au statut unique des enseignants du CO et du secondaire II ? Pourquoi ?

Liste 2 – Les Verts (2/2)

TIGUEMOUNINE SABINE	OUI	Cela induit une meilleure flexibilité, valorisation des compétences
Valentin DUJOUX	OUI	même qualité des enseignant-e-s
Yvan Rochat	OUI	La polyvalence est toujours un atout. La qualité des enseignant·e·s étant équivalente pour les 2 ordres cette mesure relève plutôt du bon sens.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Etes-vous favorable au statut unique des enseignants du CO et du secondaire II ? Pourquoi ?

Liste 3 – Parti Socialiste (1/2)

Alberto Velasco	OUI	
Anne Emery-Torracinta	OUI	Oui, car la formation académique et pédagogique est la même. Pour mémoire, l'unicité du statut avait été supprimée par l'ancien gouvernement qui projetait d'augmenter le salaire des enseignants de l'ESII. Dès mon arrivée au DIP, j'ai obtenu le maintien de l'unicité du statut et empêché l'augmentation du temps de travail des enseignants du CO voulue par la droite.
Badia LUTHI	NON	Les deux formations n'ont pas les mêmes dispositifs de formation. L'obligation de stage de pratique pour l'enseignement secondaire peut prolonger la durée de formation. De plus, cette dernière requiert une spécialisation dans les matières enseignées.
Carole-Anne Kast	OUI	
Caroline Marti	OUI	On exige d'eux un niveau de formation et de qualification identique, leur statut doit l'être aussi.
Cyril Mizrahi	OUI	Fondamentalement, il est logique de la formation soit la même car il s'agit du même métier demandant des aptitudes semblables. Il est donc logique que le statut soit le même. Si, comme dans les autres cantons (la majorité en tout cas), les statuts devaient être différents, cela voudrait dire que les enseignant-e-s au CO seraient moins bien rémunérés, ce qui ne justifie pas au vu des enjeux et de la difficulté de la tâche.
Denis Chiaradonna	OUI	Le métier et les difficultés sont les mêmes entre les professeurs
Diego Esteban	Ne se prononce pas	Ne connais pas assez le sujet.
Grégoire Carasso	OUI	Car la formation est équivalente et le statut unique permet une mobilité professionnelle entre le CO et l'ESII.
Jean-Charles Rielle	oui	Oui, car des enseignants bénéficient de la même formation académique et pédagogique. Mobilité entre le secondaire I et le secondaire II renforcée.Favoriser la coordination et la continuité entre les degrés.Permettre la voltige entre le secondaire I et II. Meilleure connaissance des réalités sociales favorisée.
Marko Bandler	Ne se prononce pas	Je ne connais malheureusement pas suffisamment le sujet pour me prononcer. Mais à cahier des charges égal, statut égal.
Michel Pomatto	oui	Oui, car des enseignants bénéficient de la même formation académique et pédagogique. Mobilité entre le secondaire I et le secondaire II renforcée.Favoriser la coordination et la continuité entre les degrés.Permettre la voltige entre le secondaire I et II. Meilleure connaissance des réalités sociales favorisée.
Nicolas Clémence	NON	L'enseignement au cycle d'orientation et dans l'enseignement secondaire II, bien que demandant des connaissances dans les matières enseignées, sont des filières différentes : des âges des élèves variés, des problématiques spécifiques rencontrées par les enseignants, etc., ceci réclame des compétences adaptées à ces situations aux niveaux pédagogique, administratif et par là même, des formations spécifiques et un statut différencié, notamment en vue de rendre plus attractif l'enseignement au cycle d'orientation.
Nicole Valiquer Grecuccio	oui	Oui, car des enseignants bénéficient de la même formation académique et pédagogique. Mobilité entre le secondaire I et le secondaire II renforcée.Favoriser la coordination et la continuité entre les degrés.Permettre la voltige entre le secondaire I et II. Meilleure connaissance des réalités sociales favorisée.
Salima Moyard	OUI	Les compétences, connaissances et diplômes nécessaires sont identiques. Le travail est très exigeant au CO avec un public fatigant. Si les enseignants du CO étaient des fainéants trop payés, pourquoi y aurait-il que des enseignants du CO qui demandent à aller à l'ESII et non l'inverse?

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Etes-vous favorable au statut unique des enseignants du CO et du secondaire II ? Pourquoi ?

Liste 3 – Parti Socialiste (2/2)

Sandrine Salerno	OUI	Il permet la mobilité des enseignant-e-s entre les degrés scolaires. Il facilite les évolutions de carrière des enseignant-e.s.Ces derniers font bénéficier à leurs nouveaux collègues de l'expérience d'une autre école . Les enseignant-e-s ont ainsi l'occasion de renouveler leurs pratiques, d'éviter la routine. Et tous ces éléments positifs ont des retombées très favorables pour les élèves et l'école en général..
SYLVAIN THEVOZ	OUI	Afin de défendre les compétences métiers et des conditions de travail et salariales identiques pour toutes et tous.
Thierry Apothéloz	OUI	tout d'abord car à formation égale, il me semble correct de garder un statut unique. Mais ce dernier permet (1) de valoriser l'action des enseignants du Secondaire I au regard de la période extrêmement complexe de l'adolescence et (2) de permettre de garder de la souplesse et, de fait, une meilleure compréhension des enjeux de part et d'autre avec la prise en compte d'une meilleure transition Secondaire I et Secondaire II.
Thomas Wenger	OUI	

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Etes-vous favorable au statut unique des enseignants du CO et du secondaire II ? Pourquoi ?

Liste 4 – Parti Libéral-Radical

Alexandre de Senarclens	OUI	Je pense que c'est une chance tant pour l'élève que pour l'enseignant. Celui-ci peut au cours de sa carrière expérimenter une plus grande diversité de classes et d'âges et apporter cette expérience aux élèves. Cela peut aussi être l'occasion pour l'enseignant de se donner de nouveau défis qui sont valorisant pour lui et son enseignement.
Céline Zuber	Ne se prononce pas	
Eric Grand	NON	Je pense que nous pourrions avoir des formations différentes pour les enseignants des écoles primaires, CO et les écoles secondaires II
Gian-Reto Agramunt	OUI	Ces personnes sont des spécialistes. Elles enseignent entre une voire trois matières, que ce soit au CO ou au secondaire II. Mis à part l'âge des élèves dont ils ont la charge, la quantité d'élèves par classe et le programme, le travail d'enseignement est quasiment le même.
Gilles-Olivier BRON	OUI	Même formation = mêmes conditions, cela me semble logique.
Jean-Marc LEISER	Ne se prononce pas	Je ne connais pas assez bien le dossier mais pour moi l'enseignant est d'abord un enseignant. c'est ceci le métier de base... la matière passe en second et je ne vois pas comment je pourrai donner davantage de poids à un enseignant de math par rapport à un enseignant de français ou de géo. Selon l'offre et al demande, je suis d'accord que l'on favorise les enseignants de branches en pénurie comme l'allemand... mais de manière ponctuelle et fluctuant la courbe de l'offre et de la demande.
Monika Sommer	Ne se prononce pas	je ne connais pas les détails
Nathalie Fontanet	OUI	Le statut Les enseignants valaisans n'est pas identique et cela permet des économies non négligeables pour l'Etat en termes de salaire. Toutefois le statut genevois est évidemment un avantage pour nos enseignants et une motivation pour le métier. Je suis favorable au maintien de la situation actuelle.
philippe meyer	Ne se prononce pas	Si les exigences sont les mêmes et les heures d'enseignement également, oui.
Pierre Maudet	OUI	Ce statut unique est dans la même veine que celui de policier. Il permet une meilleure possibilité de mouvement et d'évolution pour les enseignants. Je rappelle à cet effet que ce métier a déjà des possibilités d'évolution de carrière restreintes et qu'il ne faut pas l'aggraver davantage.
ROULLET	OUI	D'une part, leur formation est identique. D'autre part, un statut unique permet des mobilités durant le parcours professionnel. Le métier d'enseignant est difficile et il est nécessaire que les enseignants puissent se ressourcer en ayant des opportunités de changement durant leur carrière professionnelle.
Stefano Vito Bellingeri	NON	Ce statut implique une formation plus élevée pour enseigner au cycle d'orientation par rapport aux autres cantons suisses. C'est un obstacle supplémentaire dans le parcours d'un diplômé qui n'a pas lieu d'être.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Etes-vous favorable au statut unique des enseignants du CO et du secondaire II ? Pourquoi ?

Liste 6 – UDC

DUTRUIT ANDRE	Ne se prononce pas	
El Mostafa AKABA	Ne se prononce pas	
Eliane Michaud Ansermet	Ne se prononce pas	car je ne suis pas très au fait de ce dossier et je pense que la situation n'est pas dramatique actuellement .
Marc Fuhrmann	OUI	Pourquoi devrait-il y avoir une différence ? Les périodes enseignées pourraient différer selon le degré de préparation nécéssaire. Les conditions salariales ne devraient pas être trop
Stéphane Florey	Ne se prononce pas	

Liste 7 – LaListe Femmes

Jauch Caroline	NON	Pour avoir occupé les deux positions, j'ai pu observer qu'il s'agit d'un travail très différent que d'enseigner au C.O ou au P.O Cela devrait impérativement se refléter dans notre formation. Par contre les salaires devraient rester identiques, puisque le même diplôme universitaire et le même nombre d'années de formation sont demandés. Au niveau de la charge de travail, elle est équivalente, une classe du C.O étant beaucoup plus fatigante, mais une classe au P:O demandant beaucoup plus de préparation.

Liste 10 – PBD

VIDONNE Thierry	Ne se prononce pas	Je ne savais pas que le statut était différent.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Etes-vous favorable au statut unique des enseignants du CO et du secondaire II ? Pourquoi ?

Liste 13 – Égalité&Équité

Christoph Bult	OUI	Dans la mesure ou la formation est identique
Frammery Chloé	OUI	Dans la mesure où les enseignants du Secondaire (I et II) ont une formation identique, plus exigeante que dans les autres cantons et ceci à raison, il est pertinent et cohérent que les enseignants des deux ordres aient le même statut et le même traitement. De plus, ce statut unique et l'exigence d'un Master pour enseigner au niveau Secondaire sont à mon sens à préserver car ils permettent un enseignement de qualité donné par des spécialistes plus formés qu'ailleurs ainsi que une navigation horizontale aux sein des postes du Secondaire pour les enseignants, ceci permettant à la fois de répondre aux aspirations professionnelles des enseignants qui peuvent ainsi évoluer en cours de carrière et à celles des élèves d'avoir des enseignants toujours motivés et qualifiés.
Gérard SCHELLER	OUI	Le métier d'enseignant au CO est plus astreignant en raison de l'âge des élèves, ce n'est pas le moment de dévaloriser le statut du secondaire I. De plus les enseignants doivent avoir un excellent bagage théorique pour bien préparer les élèves aux études futures et à leur rôle de citoyen.ne.s. Les enseignants qui voltigent entre le secondaire I et II apportent beaucoup à la cohésion du système.
Murielle Regamey	OUI	Dans la mesure où les enseignants du Secondaire (I et II) ont une formation identique, plus exigeante que dans les autres cantons et ceci à raison, il est pertinent et cohérent que les enseignants des deux ordres aient le même statut et le même traitement. De plus, ce statut unique et l'exigence d'un Master pour enseigner au niveau Secondaire sont à mon sens à préserver car ils permettent un enseignement de qualité donné par des spécialistes plus formés qu'ailleurs ainsi qu'une navigation horizontale aux sein des postes du Secondaire pour les enseignants, ceci permettant à la fois de répondre aux aspirations professionnelles des enseignants qui peuvent ainsi évoluer en cours de carrière et à celles des élèves d'avoir des enseignants toujours motivés et qualifiés.
Sanja Duvnjak	Ne se prononce pas	
Séverine Golay	Ne se prononce pas	

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Pensez-vous que l'encadrement hors enseignants dans les écoles devrait être ajusté à l'augmentation démographique des élèves ? Pourquoi ?

Liste 1 – Ensemble à Gauche

Aude Martenot	OUI	S'il y a une augmentation démographique des élèves, soit l'effectif des établissements actuels augmentent, soit il faut de nouveaux bâtiments ; dans ces deux cas, du personnel PAT nouveau devra être engagé. Cela devrait être pareil vis-à-vis du corps enseignant.
Jean-David Christinat	OUI	Il semble évident qu'un établissement de 500 élèves ne requiert pas les mêmes moyens en termes de personnel administratif et technique qu'un bâtiment de 1'000 élèves. S'il y a une augmentation démographique des élèves, soit l'effectif des établissements actuels augmentent, soit il faut de nouveaux bâtiments ; dans ces deux cas, du personnel PAT nouveau devra être engagé. Cela devrait être pareil vis-à-vis du corps enseignant, c-à-d que s'il y a plus d'élèves, les postes d'enseignement devraient augmenter proportionnellement, ce qui est loin d'être le cas depuis quelques lustres... A noter aussi que les établissements primaires sont plutôt sous-dotés en termes d'"encadrement hors enseignants", tels que définis dans ce questionnaire.
Jocelyne Haller	OUI	C'est une correspondance qui a du sens. L'évolution du personnel administratif et technique doit suivre le l'augmentation du nombre d'élève et prendre également en considération la configuration des lieux (évent. plusieurs lieux).
Julie Peradotto	OUI	Il semble évident qu'un établissement de 500 élèves ne requiert pas les mêmes moyens en termes de personnel administratif et technique qu'un bâtiment de 1'000 élèves. S'il y a une augmentation démographique des élèves, soit l'effectif des établissements actuels augmentent, soit il faut de nouveaux bâtiments ; dans ces deux cas, du personnel PAT nouveau devra être engagé. Cela devrait être pareil vis-à-vis du corps enseignant, c-à-d que s'il y a plus d'élèves, les postes d'enseignement devraient augmenter proportionnellement, ce qui est loin d'être le cas depuis quelques lustres... A noter aussi que les établissements primaires sont plutôt sous-dotés en termes d'"encadrement hors enseignants", tels que définis dans ce questionnaire.
Michel Vincent	OUI	Evidemment. C'est l'ensemble des moyens, en personnel (enseignant ou administratif & technique) comme en infrastructures(bâtiments, salles de classes et ateliers, matériel & informatique, labos, etc.) qui doit être adapté à l'augmentation démographique de la population.
Olivier BAUD	OUI	Il semble évident qu'un établissement de 500 élèves ne requiert pas les mêmes moyens en termes de personnel administratif et technique qu'un bâtiment de 1'000 élèves. S'il y a une augmentation démographique des élèves, soit l'effectif des établissements actuels augmentent, soit il faut de nouveaux bâtiments ; dans ces deux cas, du personnel PAT nouveau devra être engagé. Cela devrait être pareil vis-à-vis du corps enseignant, c-à-d que s'il y a plus d'élèves, les postes d'enseignement devraient augmenter proportionnellement, ce qui est loin d'être le cas depuis quelques lustres... A noter aussi que les établissements primaires son plutôt sous-dotés en termes d'"encadrement hors enseignants", tels que définis dans ce questionnaire.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Pensez-vous que l'encadrement hors enseignants dans les écoles devrait être ajusté à l'augmentation démographique des élèves ? Pourquoi ?

Liste 2 – Les Verts (1/2)

Anne Bonvin Bonfanti	OUI	La qualité de l'encadrement n'est pas la même en fonction du nombre d'élèves, un ajustement en fonction de l'augmentation démographique est logique.
Aurore Bui	OUI	Oui, et notamment en termes de nombre de conseillers d'orientation et des personnes pour faire un suivi spécifique (évaluation précoce notamment) des fragilités (inspiration de la crèche de la fondation Ensemble au niveau du mode de fonctionnement)
Bénédicte Amsellem-Ossipow	OUI	Adapter l'encadrement à la démographie est évidemment nécessaire.
Claudia Heberlein Simonett	OUI	Des tiers qui ne sont ni parents ni enseignants sont indispensables pour encadrer et accompagner les jeunes pendant une période bouleversante de leur vie.
David Martin	OUI	
Delphine Klopfenstein Broggini	OUI	
Denis BUCHER	OUI	Oui. Il ne faut pas sous-estimer l'importance des équipes psycho-sociales et administratives. Leur travail augmente en raison de l'augmentation des effectifs et de l'explosion des inégalités. Adapter cet encadrement à la démographie est un minimum.
Elias Geoffroy	OUI	Il ne faut pas sous-estimer l'importance des équipes psycho-sociales et administratives. Leur travail augmente en raison de l'augmentation des effectifs et de l'explosion des inégalités. Adapter cet encadrement à la démographie est un minimum.
François LEFORT	OUI	Il ne faut pas sous-estimer l'importance des équipes psycho-sociales et administratives. Leur travail augmente en raison de l'augmentation des effectifs et de l'explosion des inégalité, et de l'importation de problématiques comportementales et sociales de l'extérieur de l'école. Adapter cet encadrement à la démographie est un minimum
Frédérique Perler	OUI	La présence des équipes psycho-sociales et administratives est déterminante tant pour les élèves que pour les enseignant-e-s dans le cursus scolaire (collaboration, prévention). Les sollicitations augmentent en raison de l'augmentation des effectifs et de l'explosion des inégalités, mais aussi en raison de la particularité de notre canton, international et multiculturel. Adapter cet encadrement à la démographie des élèves est hautement souhaitable.
ISABELLE DESCOMBES	OUI	
Jolanka Tchamkerten	OUI	Il faut adapter cet encadrement à la démographie, puisque les moyens ne suivent pas. Le rôle des encadrants est essentiel
Julien Nicolet-dit-Félix	OUI	Oui. Il ne faut pas sous-estimer l'importance des équipes psycho-sociales et administratives. Leur travail augmente en raison de l'augmentation des effectifs et de l'explosion des inégalités. Adapter cet encadrement à la démographie est un minimum.
Laurence Corpataux	OUI	Car il y a potentiellement plus d'élèves avec des besoins d'accompagnement spécifiques ou individuels.
Marjorie de Chastonay	OUI	Cela va de pair avec l'augmentation du nombre d'élève pour les mêmes raisons que la question précédente. Le minimum est d'adapter cet encadrement à la démographie.
Philippe NOËL	OUI	Les enseignants (et la direction) ne peuvent pas tout faire. L'encadrement médico-social (conseillers d'orientation / sociaux / présence médicale (infirmières) sont des éléments capitaux) pour une école qui fonctionne bien.
Pierre Eckert	OUI	Il ne faut pas sous-estimer l'importance des équipes psycho-sociales et administratives. Leur travail augmente en raison de l'augmentation des effectifs et de l'explosion des inégalités. Je serais par contre plus critique avec les postes qui ne sont pas directement en contact avec les élèves, le back office pourrait au moins être analysé de façon critique.
Sabine Latour	OUI	Cela coule de source, non? Plus d'élèves et de surcroit de provenance de plus en plus diverse nécessite un encadrement adéquat en quantité ET qualité.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION
DES ENSEIGNANTES
ET ENSEIGNANTS
GENEVOIS

Pensez-vous que l'encadrement hors enseignants dans les écoles devrait être ajusté à l'augmentation démographique des élèves ? Pourquoi ?

Liste 2 – Les Verts (2/2)

TIGUEMOUNINE SABINE	OUI	Les personnes hors enseignants doivent être formées aux divers maux de notre société qui se répercutent sur les jeunes. Ces maux augmentent et sont divers
Valentin DUJOUX	OUI	Adapter ces encadrements à l'évolution démographique est un indispensable pour que l'école demeure un lieu de formation
Yvan Rochat	OUI	Oui. Il ne faut pas sous-estimer l'importance des équipes psycho-sociales et administratives. Leur travail augmente en raison de l'augmentation des effectifs et de l'explosion des inégalités. Adapter cet encadrement à la démographie est un minimum.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Pensez-vous que l'encadrement hors enseignants dans les écoles devrait être ajusté à l'augmentation démographique des élèves ? Pourquoi ?

Liste 3 – Parti Socialiste (1/2)

Alberto Velasco	OUI	Justement lors du budget 2017, les groupes PLR, UDC et PDC afin de s'opposer à l'augmentation des postes vu l'augmentation des élèves ont accusé la gauche d'avoir un esprit linéaire quand ceux-ci défendaient cette augmentation. Et, paradoxalement, ce sont ces députés de droite qui ont un esprit dit linéarisé, quand ils divisent le nombre d'élèves supplémentaires par le nombre de postes supplémentaires. Ceci, sans qu'ils prennent en compte que l'augmentation des élèves mérite non seulement des postes supplémentaires d'enseignant, d'infirmières, d'administratifs, ainsi que du personnel encadrant pour des activités inhérentes à la qualité d'une formation humaniste.
Anne Emery-Torracinta	OUI	Oui, car il n'a pratiquement pas été adapté depuis des années et ne correspond plus aux besoins. C'est un vrai souci pour moi et je me suis battue dans ce sens à chaque budget. Malheureusement, la majorité de la classe politique ne veut pas en voir la nécessité, notamment en ce qui concerne les forces de secrétariat. J'ai tout de même obtenu des moyens supplémentaires, certes insuffisants. Exemples : équipes pluridisciplinaires à l'EP, GO-apprentissage au CO, + 7.6 ETP d'infirmiers.
Badia LUTHI	OUI	L'augmentation démographique génère automatiquement une augmentation du nombre des bénéficiaires de ce dispositif. L'Office Fédéral de la Statistique annonce une augmentation du nombre d'élèves pour les dix ans à venir. Donc, il faut adapter les moyens pour que le service garde sa qualité.
Carole-Anne Kast	OUI	Ce personnel joue un rôle particulier, notamment sur le terrain de la prévention. Il est évident ici aussi que les forces allouées doivent être adaptées au nombre d'élèves de l'établissement.
Caroline Marti	OUI	Oui, ces professionnels participent à l'encadrement des élèves dans les écoles. Donc pour maintenir et améliorer ce taux d'encadrement, mesure nécessaire pour le développement d'une école inclusive et égalitaire, il faut sans conteste que l'encadrement enseignants et hors enseignants soit ajuster à l'augmentation du nombre d'élèves scolarisé à Genève.
Cyril Mizrahi	OUI	A priori oui. Je ne vois pas pourquoi il en irait autrement.
Denis Chiaradonna	OUI	Il faut renforcer les moyens dans les quartiers populaires et les plus peuplées pour garantir l'égalité des chances
Diego Esteban	OUI	Pas de remarque particulière.
Grégoire Carasso	OUI	Oui, il correspond à un besoin pour les enfants, qui va croissant dans une société toujours plus dure et individualiste. L'indexation à la démographie scolaire est donc un minimum.
Jean-Charles Rielle	oui	Oui. Devant la précarité et les inégalités sociales grandissantes des familles et les besoins d'aide psychologique des élèves, ces effectifs devraient être renforcés. L'encadrement parascolaire permet de lutter contre les inégalités. L'école inclusive a besoin de moyens financiers supplémentaires. Les dispositifs sport arts étude pourraient être renforcés. Développer les mesures d'accompagnement.
Marko Bandler	OUI	Bien entendu. C'est évident!
Michel Pomatto	oui	Oui. Devant la précarité et les inégalités sociales grandissantes des familles et les besoins d'aide psychologique des élèves, ces effectifs devraient être renforcés. L'encadrement parascolaire permet de lutter contre les inégalités. L'école inclusive a besoin de moyens financiers supplémentaires. Les dispositifs sport arts étude pourraient être renforcés. Développer les mesures d'accompagnement.
Nicolas Clémence	OUI	Selon la réponse précédente, si le nombre d'élèves augmente, l'enseignant à moins de temps disponible à consacrer à chacun. Il est alors indispensable que les personnel hors enseignant puisse réaliser une partie de ce suivi, hors apprentissage des matières, notamment pour prévenir les situations problématiques familiales (divorces, violences domestiques, perte d'un proche...), sociales (rejets, violences à l'école, isolement), de santé (maladies, prévention du suicide), ou de développement personnel (sport-étude, accès aux médiathèques...), etc.
Nicole Valiquer Grecuccio	oui	Oui. Devant la précarité et les inégalités sociales grandissantes des familles et les besoins d'aide psychologique des élèves, ces effectifs devraient être renforcés. L'encadrement parascolaire permet de lutter contre les inégalités. L'école inclusive a besoin de moyens financiers supplémentaires. Les dispositifs sport arts étude pourraient être renforcés. Développer les mesures d'accompagnement.
Salima Moyard	OUI	Il est nécessaire pour le bien-être des enfants tout autant que les enseignants. Une école dysfonctionne sinon.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION
DES ENSEIGNANTES
ET ENSEIGNANTS
GENEVOIS

Pensez-vous que l'encadrement hors enseignants dans les écoles devrait être ajusté à l'augmentation démographique des élèves ? Pourquoi ?

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Pensez-vous que l'encadrement hors enseignants dans les écoles devrait être ajusté à l'augmentation démographique des élèves ? Pourquoi ?

Liste 3 – Parti Socialiste (2/2)

Sandrine Salerno	OUI	Les professionnels ont tous un rôle crucial à jouer dans l'accompagnement des apprentissages. A l'heure actuelle, leur rôle est d'ailleurs toujours plus grand. Par exemple, le rôle des infirmier-ère-s et des psychologues est important dans l'acquisition de compétences relationnelles mais également dans le cas où des élèves rencontrent des difficultés d'ordre physique, psychologiques ou psychiques. Le personnel d'encadrement et technique a un rôle important pour assurer les meilleures conditions de travail des élèves. Les médiathécaires, outre leur rôle de médiation culturelle, doivent favoriser et développer les compétences numériques des élèves.
SYLVAIN THEVOZ	OUI	Cela participe d'un tout pour créer un climat propice à l'apprentissage. Et vise à permettre aux enseignant-e-s de se centrer sur l'enseignement.
Thierry Apothéloz	OUI	Bien entendu, cela va de soi ! Il est clairement insuffisant. Les ressources humaines à disposition des prestations doivent être en adéquation avec l'évolution du nombre d'élèves si on veut maintenir la qualité. Nul ne peut imaginer qu'on peut faire aussi bien avec moins dans un domaine comme celui-ci… On sait combien, par exemple, les conseiller.e.s jouent un rôle fondamental en termes de détection précoce des situations familiales difficiles et permettent des relais efficaces. Sans parler de l'accès à la santé par le biais des infirmières et des infirmiers scolaires par exemple.
Thomas Wenger	OUI	

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Pensez-vous que l'encadrement hors enseignants dans les écoles devrait être ajusté à l'augmentation démographique des élèves ? Pourquoi ?

Liste 4 – Parti Libéral-Radical

Alexandre de Senarclens	Ne se prononce pas	C'est précisément sur ce point qu'il convient d'être à l'écoute du terrain. Les demandes des écoles doivent être argumentées et il ne faut pas appliquer des proportions mathématiques qui ne sont souvent pas en lien avec la réalité vécue au jour le jour dans les établissements. Aussi, cette question devra être répondue dans les années à venir en fonction des réalités financières de l'Etat de Genève. Au besoin, il faudra procéder à des choix en privilégiant toujours les besoins de l'enfant par rapport aux équipes administratives au sein du DIP.
Céline Zuber	NON	Il faut une adaptation, mais une augmentation proportionnée à celle des élèves ne se justifie pas.
Eric Grand	OUI	
Gian-Reto Agramunt	NON	A mon avis, l'ajustement de l'encadrement hors enseignants doit être effectués en fonction des besoins effectifs et non pas en fonction de l'augmentation démographique. Les deux ne sont pas forcément corrélés.
Gilles-Olivier BRON	Ne se prononce pas	A choisir, je préfère mettre les moyens dans le personnel enseignant.
Jean-Marc LEISER	OUI	toutefois il y a des fonctions comme directeur d'école, qui ne sont pas nécessaire d'augmenter proportionnellement. j'estime que les encadrants hors enseignants doivent correspondre à des critères statistiques... tant d'élèves = tant d'heures de telle ou telle spécialités à disposition. cela parait logique. mais je ne suis pas un spécialiste sur le sujet...
Monika Sommer	OUI	On veut que les femmes travaillent, il y en a beaucoup qui doivent travailler, alors les élèves doivent être encadrés et soutenus au besoin par des gens ayant une formation spécifique. Tout dépend aussi de l'âge de l'enfant. Il ne faut pas octroyer cet encadrement d'office mais seulement en cas de besoin ou de demande des enfants et/ou des parents. Je trouve plus important que l'enfant soit encadré d'une personne qui aime les enfants après l'école sans nécessairement passer par des spécialistes. En tant que remplaçante au CO, je regrettais que les enfants aient pu quitter la classe pour un rendez-vous avec un psychologue ou autre. Ce n'est pas valorisant pour la branche enseignée.
Nathalie Fontanet	Ne se prononce pas	C'est une question essentielle et il convient à mon sens de définir de quel encadrement il est question et en quoi il est nécessaire à favoriser l'apprentissage des élèves. Il convient de relever que les postes du DIP n'ont pas cessé d'augmenter au fil des années, précisément en tenant compte de l'augmentation démographique et en allant même souvent au-delà. Dans les décisions à cet égard, les priorités doivent être la prestation aux élèves et la possibilité pour les enseignants de se consacrer à la transmission du savoir.
philippe meyer	NON	Il faut vraiment mettre l'accent prioritairement sur les enseignants eux-mêmes. Plus on crée une structure hiérarchique autour des enseignants, plus ceux-ci sont parasités par des tâches administratives. Il faut au contraire libérer les enseignants de ces tâches administratives.
Pierre Maudet	NON	Il doit être ajusté non pas à l'augmentation démographique mais à celle de la fréquentation effective des activités. Il doit aussi faire l'objet d'un arbitrage avec l'enseignement en tant que tel et, à choisir, je pense qu'il vaut mieux annuler une activité extra-scolaire que diminuer la qualité de l'enseignement vu qu'on ne peut pas augmenter les budgets indéfiniment.
ROULLET	Ne se prononce pas	Cette question renferme trop de catégories de personnels. En diminuant les tâches administratives, on parviendrait à diminuer les postes de secrétaires. L'inflation de courriers, de projets, de contrôles institutionnelles nuit à l'enseignement. En revanche, il est possible que dans certaines écoles, le nombre de psychologues doit être augmenté et ajusté à l'augmentation des élèves. Quant aux activités du parascolaire (y compris, au primaire, les restaurants scolaires), il est indéniable que le personnel doit être augmenté en fonction du nombre d'élèves en charge. La situation dans les restaurants scolaires devient dans certaines écoles problématique.
Stefano Vito Bellingeri	Ne se prononce pas	Pas d'automatisme, mais pas non plus d'œillères. Si la charge de travail augmente, les besoins de personnel augmenteront aussi.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Pensez-vous que l'encadrement hors enseignants dans les écoles devrait être ajusté à l'augmentation démographique des élèves ? Pourquoi ?

Liste 6 – UDC

DUTRUIT ANDRE	OUI	
El Mostafa AKABA	Ne se prononce pas	
Eliane Michaud Ansermet	OUI	oui il faudrait leur donner une formation pédagogique afin d'avoir la bonne attitude face aux élèves et aussi au parents.
Marc Fuhrmann	OUI	L'éducation n'est pas un domaine ou les économies d'échèle doivent être la norme, (hormis du coté administratif). Plus d'élèves: plus d'encadrement en proportion.
Stéphane Florey	NON	Pour moi il est largement suffisant, de plus je ne suis pas pour une "médicalisation de l'école" telle qu'elle est entrain de ce mettre en place. L'école ne peut et ne doit pas se substituer à la responsabilité des parents, tout au plus elle doit veiller au bien être des élèves et signaler les cas qui pourraient se révéler problématique.

Liste 7 – LaListe Femmes

Jauch Caroline	OUI	Comme mentionné plus haut, les enseignants sont là pour instruire. Ce ne sont pas des conseillers sociaux, ni des infirmiers, ni des psychologues.... Même si les enseignants sont souvent amenés à agir comme ce genre de professionnels, cela ne peut être que de façon superficielle, car ils ne possèdent pas de formation à ce niveau et, même avec la meilleure volonté du monde, courent le risque de faire plus de mal que de bien.

Liste 10 – PBD

VIDONNE Thierry	OUI	

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION
DES ENSEIGNANTES
ET ENSEIGNANTS
GENEVOIS

Pensez-vous que l'encadrement hors enseignants dans les écoles devrait être ajusté à l'augmentation démographique des élèves ? Pourquoi ?

Liste 13 – Égalité&Équité

Christoph Bult	OUI	A l'evidence aussi.
Frammery Chloé	OUI	Non seulement il devrait être ajusté à l'augmentation démographiques des élèves mais il devrait dépasser le ratio actuel. Ceci car avec l'augmentation de la charge de travail des enseignant.e.s et les sollicitations (par les élèves, la direction, les parents, l'administration) dues au métier allant croissant, les enseignant.e.s perdent peu à peu leur disponibilité (quand ce n'est pas leur santé), par exemple lors de la surveillance des pauses ou de l'encadrement des enfants et ados dont ils ont la charge durant les moments scolaires. L'encadrement hors enseignement devrait être complété selon moi par des surveillants non enseignant.e.s (comme en France) durant les pauses, des personnels de santé présents dans chaque établissement tous les jours, et non pas seulement 2 jours par semaine, des conseillers sociaux et des psys en nombre suffisant, suffisamment de secrétaires et économes pour permettre un bon fonctionnement des services administratifs nécessaires des écoles.
Gérard SCHELLER	OUI	les assistants sociaux et assistantes sociales, les psychologues en orientation scolaire, les infirmières et infirmiers, les secrétaires, les divers assistants, les bibliothècaires, sont surmené.e.s dans les bâtiments surchargés. La vie de l'établissement s'en ressent fortement au détriment d'un apprentissage serein.
Murielle Regamey	OUI	C'est évident
Sanja Duvnjak	OUI	
Séverine Golay	OUI	Infirmers et psychologue surtout

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION
DES ENSEIGNANTES
ET ENSEIGNANTS
GENEVOIS

Pensez-vous que les effectifs de classe ont une influence sur l'efficacité des apprentissages des élèves ? Pourquoi ?

Liste 1 – Ensemble à Gauche

Aude Martenot	OUI	Il s'agit de prévoir un taux d'encadrement décent, permettant une prise en charge correcte des élèves dès leur arrivée à l'école, de tou·te·s les élèves.
Jean-David Christinat	OUI	Au-delà de l'évidence, des études scientifiques le prouvent. Cela vaut particulièrement la peine de prévoir un taux d'encadrement très favorable dès les premiers degrés ; une prise en charge correcte des élèves dès leur arrivée à l'école garantit des difficultés moindres par la suite et constitue in fine un investissement à un coût modéré.
Jocelyne Haller	OUI	Cela me parait une évidence. La disponibilité que les enseignants sont en mesure d'assurer aux élèves favorise les apprentissages et la qualité de l'accompagnement qu'ils développent envers ces derniers. Autant d'éléments qui favorisent la scolarité des élèves.
Julie Peradotto	OUI	Au-delà de l'évidence, des études scientifiques le prouvent. Cela vaut particulièrement la peine de prévoir un taux d'encadrement très favorable dès les premiers degrés ; une prise en charge correcte des élèves dès leur arrivée à l'école garantit des difficultés moindres par la suite et constitue in fine un investissement à un coût modéré.
Michel Vincent	OUI	Une des clés de la réussite de l'enseignement repose sur de bonnes conditions d'échange et de transmission des savoirs. C'est une évidence de dire que les classes en sureffectifs nuisent à ces conditions, démotivant les enseignants comme les élèves, et augmentant les probabilités d'échec scolaire.
Olivier BAUD	OUI	Au-delà de l'évidence, des études scientifiques le prouvent. Cela vaut particulièrement la peine de prévoir un taux d'encadrement très favorable dès les premiers degrés ; une prise en charge correcte des élèves dès leur arrivée à l'école garantit des difficultés moindres par la suite et constitue in fine un investissement à un coût modéré.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Pensez-vous que les effectifs de classe ont une influence sur l'efficacité des apprentissages des élèves ? Pourquoi ?

Liste 2 – Les Verts (1/2)

Anne Bonvin Bonfanti	OUI	Il faut que les enseignant-e-s aient du temps à consacrer à chacun-e, ce temps diminuant plus il y a d'élèves.
Aurore Bui	OUI	Oui, c'est vrai en absolu Mais c'est encore plus vrai avec des enfants avec des parcours différents et des besoins éducatifs différents, qui ont besoin de temps et (parfois) d'accompagnement spécifique.
Bénédicte Amsellem-Ossipow	OUI	A partir d'un certain seuil, chaque élève supplémentaire multiplie les écueils à l'apprentissage, lesquels sont de plus en plus exigeants.
Claudia Heberlein Simonett	OUI	L'enseignant a moins de possibilité de détecter des changements dans les attitudes et les motivations des individus, signes de problèmes sociaux ou familiaux qui peuvent mener à un échec. Un suivi individualisé est important pour éviter le décrochage mais aussi identifier des élèves qui s'ennuieraient.
David Martin	OUI	
Delphine Klopfenstein Broggini	OUI	
Denis BUCHER	OUI	Oui. A partir d'un certain seuil, chaque élève supplémentaire multiplie les écueils à l'apprentissage. Une classe de 24 est ainsi beaucoup moins efficace qu'une classe de 22, elle-même bien moins efficace qu'une classe de 20. A noter que l'on peut aussi résoudre le problème avec les demi-classes, par exemple une ou deux demi-journées par semaine, cela est très efficace, je l'ai vécu durant ma scolarité, ainsi les enseignements de certains sujets peuvent se faire avec toute la classe, mais le travail plus personnalisé en demi-classe.
Elias Geoffroy	OUI	A partir d'un certain seuil, chaque élève supplémentaire multiplie les écueils à l'apprentissage. Une classe de 24 est ainsi beaucoup moins efficace qu'une classe de 22, elle-même bien moins efficace qu'une classe de 20.
François LEFORT	OUI	C'est une chose connue depuis fort longtemps que le nombre d'élèves par classe influe sur l'apprentissage. A partir d'un certain seuil, chaque élève supplémentaire ralentit les capacités d'apprentissage d'une classe. Une classe de 24 élèves est ainsi beaucoup moins efficace qu'une classe de 22, elle-même bien moins efficace qu'une classe de 20. Par ailleurs des problématiques de comportement et sociales importées de l'extérieur de l'école s'accroissent.
Frédérique Perler	OUI	C'est une évidence. A partir d'un certain seuil, l'attention consacrée à chaque élève diminue, cela prive aussi les espaces d'interactions entre les élèves.
ISABELLE DESCOMBES	OUI	
Jolanka Tchamkerten	OUI	Les petits effectifs sont bien plus profitables aux élèves (et aux enseignants !) Taux de réussite plus élevé
Julien Nicolet-dit-Félix	OUI	Oui. A partir d'un certain seuil, chaque élève supplémentaire multiplie les écueils à l'apprentissage. Une classe de 24 est ainsi beaucoup moins efficace qu'une classe de 22, elle-même bien moins efficace qu'une classe de 20.
Laurence Corpataux	OUI	- Pour développer les compétences, il faut utiliser des approches pédagogiques diversifiées (dont le travail de groupe ou en autonomie) touchant tous les modes d'apprentissage. - Pour développer l'autonomie des apprenants, quelque soit les méthodes pédagogiques utilisées durant un cours, il faut donner du temps non seulement pour l'assimilation du savoir, mais aussi pour évaluer de manière informelle cette dernière pour chaque élève, puis si nécessaire, mettre en place des remédiations de groupe ou/et individuel .
Marjorie de Chastonay	OUI	Cela me semble évident. Les apprentissages sont de plus en plus exigeants et le nombre de disciplines augmente. La société a changé et l'école fait face à des problématiques sociales et de comportement plus complexes.
Philippe NOËL	OUI	Evident, l'encadrement humain (compétent) et affectif est capital dans la transmission (scolaire) des savoirs.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION
DES ENSEIGNANTES
ET ENSEIGNANTS
GENEVOIS

Pensez-vous que les effectifs de classe ont une influence sur l'efficacité des apprentissages des élèves ? Pourquoi ?

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Pensez-vous que les effectifs de classe ont une influence sur l'efficacité des apprentissages des élèves ? Pourquoi ?

Liste 2 – Les Verts (2/2)

Pierre Eckert	OUI	Il faut se donner la possibilité de soutenir chaque élève selon ses capacités.
Sabine Latour	OUI	hétérogénéité de la population scolaire nécessitant un accompagnement
TIGUEMOUNINE SABINE	OUI	Cela semble logique. Plus d'élèves, plus difficile la gestion de la classe et moins de possibilités d'apporter un appui personnalisé
Valentin DUJOUX	OUI	avoir un ratio nombre d'élèves par professeur peu élevé, c'est permettra aux enseignant-e-s d'accompagner au mieux l'élève en fonction de sa situation. Suivi personnalisé (ou davantage rigoureux) impossible dans une classe où les effectifs (ainsi que les différences et écarts) augmentent.
Yvan Rochat	OUI	Oui. A partir d'un certain seuil, chaque élève supplémentaire multiplie les écueils à l'apprentissage. Une classe de 24 est ainsi beaucoup moins efficace qu'une classe de 22, elle-même bien moins efficace qu'une classe de 20.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Pensez-vous que les effectifs de classe ont une influence sur l'efficacité des apprentissages des élèves ? Pourquoi ?

Liste 3 – Parti Socialiste (1/2)

Alberto Velasco	OUI	Ce sont les élèves appartenant à des classes socialement défavorisées qui, en général, on plus de peine à suivre et qui méritent une plus grande attention. C'est évident que des classes en surnombre prétérite l'apprentissage de ces élèves. L'enseignant n'ayant plus les moyens de s'attarder sur des élèves en difficulté. En général, ces élèves n'ont pas un milieu familial leur permettant de suppléer à ce déficit, ni culturellement ni financièrement. Contrairement aux élèves de classes aisées qui pourraient bénéficier des moyens leur permettant de se rattraper. Membre de la commission des finances, j'ai constaté avec effroi les coupes budgétaires proposées par les députés PLR, UDC et PDC à l'encontre du DIP ! L'argument étant que l'on pouvait s'éviter des engagements d'enseignants en augmentant le nombre d'élèves par classe !
Anne Emery-Torracinta	OUI	Oui, bien évidemment, car l'enseignant peut mieux répondre aux besoins différenciés des élèves, notamment dans le contexte actuel (hétérogénéité des classes). Mais d'autres facteurs jouent, comme les mesures de soutien.
Badia LUTHI	OUI	Il est reconnu que l'effectif d'une classe a une influence incontestable sur la qualité de l'enseignement et la réussite scolaire. Une classe surchargée provoque la saturation de l'espace et réduit la possibilité d'avoir un lieu de travail stimulant. La gestion de classe devient très difficile et ne permet pas un bon suivi des élèves en difficulté.
Carole-Anne Kast	OUI	Il est évident que plus l'effectif est grand, moins l'enseignant-e pourra prendre du temps par élève pour travailler de manière personnalisée son apprentissage.
Caroline Marti	OUI	C'est évidant. Un effectif d'élèves réduit est une condition sine qua none pour que l'enseignant puisse faire du suivi et soutien personnalisé efficace, notamment auprès des élèves en difficulté, et assurer le maintien d'un système d'éducation et de formation vecteur d'une réduction des inégalités.
Cyril Mizrahi	OUI	Même si le rapport effectif/efficacité n'est peut-être pas linéaire, il n'en demeure pas moins que plus les effectifs sont élevés, moins l'enseignement peut être individualisé. La possibilité de réaliser une école inclusive pour toutes et tous est lié à des effectifs peu élevés.
Denis Chiaradonna	OUI	L'enseignant ne peut pas prendre le temps de donner un appui plus personnalisé
Diego Esteban	OUI	L'encadrement d'une classe par l'enseignant-e diffère clairement entre une classe de 10 élèves et une classe de 25 élèves. La tendance est à la hausse, donc la qualité de l'encadrement baisse. Il faut augmenter le nombre d'écoles, et par conséquent le nombre d'enseignant-e-s.
Grégoire Carasso	OUI	Oui, car la disponibilité et l'attention de l'enseignant pour les enfants sont fondamentales, et donc fonction du nombre d'élèves. Le contexte socio-économique accentue à mes yeux l'importance de ce paramètre (j'ai été scolarisé à Collex-Bossy, mes enfants sont aux Charmilles).
Jean-Charles Rielle	oui	Oui.Cela n'est plus à démontrer !
Marko Bandler	OUI	Bien entendu, c'est un fait avéré. C'est pour cette raison que je soutiens avec vigueur les baisses d'effectifs dans les quartiers les plus précarisés, comme c'est le cas pour les REP. Il faut dès lors bien entendu pondérer la question des effectifs avec la structure socio-économique des quartiers dans lesquels se trouvent les écoles.
Michel Pomatto	oui	Oui.Cela n'est plus à démontrer !
Nicolas Clémence	OUI	Il semble évident que le nombre d'élèves par classe influe sur l'efficacité d'apprentissage, car il influe sur le degré d'attention des élèves (éloignement de l'enseignant, bruits, distractions par les autres élèves) et sur la disponibilité de l'enseignant pour le suivi individuel des élèves.
Nicole Valiquer Grecuccio	oui	Oui.Cela n'est plus à démontrer !
Salima Moyard	OUI	Evidemment. Plus que tout autre levier, les effectifs de classe sont le plus efficace sur les apprentissages des élèves. Les études scientifiques le prouvent. Pour augmenter l'égalité des chances, c'est le meilleur moyen d'agir pour l'Etat.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Pensez-vous que les effectifs de classe ont une influence sur l'efficacité des apprentissages des élèves ? Pourquoi ?

Liste 3 – Parti Socialiste (2/2)

Sandrine Salerno	Ne se prononce pas	Je ne pense pas que l'on puisse répondre simplement par oui ou par non. Je dirais que l'essentiel est le nombre d'élèves adapté aux activités proposées.
SYLVAIN THEVOZ	OUI	Avoir des effectifs de classe le plus bas possible permet notamment aux enseignants d'améliorer l'encadrement des élèves en difficultés scolaires et lutter contre le décrochage scolaire.
Thierry Apothéloz	OUI	C'est là une évidence ! Et ceci est particulièrement vrai dans les communes populaires dans lesquelles on sait depuis longtemps que le statut socioéconomique des familles influence considérablement les conditions d'apprentissage dans et hors de l'école. Il faut donc veiller à ce que les effectifs soient décidés en fonction de ce type de critères. Cela a un coût, c'est certain. Mais la rupture scolaire, la désaffiliation ou les déficits d'apprentissage en ont un également, et bien plus onéreux pour la société ! L'efficacité des apprentissages dépend également d'autres facteurs comme l'intervention de maîtres spécialisés, d'appuis, de l'environnement familial et scolaire. A ce titre, la place des institutions de la petite enfance dans le parcours d'un enfant est souvent importante dans la capacité de l'élève de vivre en groupe et d'apprendre.
Thomas Wenger	OUI	Plus il y a d'élèves par classe, moins l'encadrement peut être de qualité, moins l'élève s'instruit et apprend.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Pensez-vous que les effectifs de classe ont une influence sur l'efficacité des apprentissages des élèves ? Pourquoi ?

Liste 4 – Parti Libéral-Radical

Alexandre de Senarclens	OUI	C'est le cas en général. Mais, on ne peut pas généraliser car cela dépend de la pédagogie qui est mise en place. Par ailleurs, il faut évidemment pondérer le nombre d'élèves par classe en fonction du niveau de la classe en essayant de limiter le nombre d'élèves lorsque le niveau général est faible.
Céline Zuber	OUI	
Eric Grand	OUI	
Gian-Reto Agramunt	OUI	Plus il y a d'élèves, mois il y a de suivi de chacun. L'apprentissage des élèves dans une "grande" classe se fait moins rapidement que dans une petite structure.
Gilles-Olivier BRON	OUI	Assumant moi-même des remplacements au secondaire, je constate que moins la classe est nombreuse, moins j'ai à faire de discipline ("effet de meute") et mieux je peux avancer dans le programme.
Jean-Marc LEISER	OUI	OUI, ceci a une incidence. mais je suis convaincu que l'enseignant et sa formation, sa passion et son engagement personnel ont une influence bien plus conséquente sur la qualité de l'ensgeinement que le simple nombre d'élèves en classe.
Monika Sommer	OUI	On peut tenir compte des besoins spécifiques dans ce cadre avec du bon sens sans devoir envoyer l'enfant chez un spécialiste.
Nathalie Fontanet	OUI	Cette affirmation doit toutefois être nuancée car les qualités et la personnalité de l'enseignant de même que son aptitude à transmettre les connaissances sont également à prendre en compte. Les effectifs doivent pouvoir être réduits dans certaines situations, comme c'est notamment le cas dans les réseaux prioritaires. Il est par ailleurs important de laisser un peu de marge sur les effectifs dans les différentes filières afin de permettre les passerelles et d'orienter les élèves en cours d'année.
philippe meyer	OUI	Ce n'est pas le seul critère, mais il est certain qu'au-delà d'une certaine limite, l'enseignement est péjoré.
Pierre Maudet	OUI	Il est évident qu'au-delà d'un certain nombre d'élèves, la qualité de l'enseignement décroît non pas en raison de l'enseignant mais bien car il peine à encadrer correctement ses élèves. Il faut toutefois trouver un juste milieu entre l'allocation des ressources et les nécessaires contraintes budgétaires. En lien avec une question précédente, je pense ainsi que le développement de l'école numérique peut être une réponse à ce problème.
ROULLET	Ne se prononce pas	Les effectifs de classe peuvent influencer sur l'efficacité des apprentissages des élèves. Néanmoins, ce critère est insuffisant! Une classe avec des élèves "faciles", solidaires favorisera les apprentissages même avec un effectif élevé. Au contraire un fort taux d'élèves "à problèmes", conjugué à un effectif élevé prétéritera les apprentissages des élèves. Ce sont donc moins les effectifs qui influent sur les apprentissages que les ambiances de classe et les différents type d'élèves.
Stefano Vito Bellingeri	OUI	Les études prouvent que des effectifs plus petits améliorent les résultats des classes de REP.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Pensez-vous que les effectifs de classe ont une influence sur l'efficacité des apprentissages des élèves ? Pourquoi ?

Liste 6 – UDC

DUTRUIT ANDRE	OUI	CAR PLUS UNE CLASSE EST PETITE, PLUS LE MAITRE A DU TEMPS POUR S'OCCUPER DES PLUS FAIBLES ELEVES. MAIS SI IL N'Y A PAS DE DISCIPLINE DANS LES CLASSES CELA NE CHANGE PAS GRAND CHOSE.
El Mostafa AKABA	Ne se prononce pas	
Eliane Michaud Ansermet	NON	non car dans les pays nous entourant, vous avez des classes à plus de 25 voir 30 élèves et on constate que le niveau des classes est bon. alors à Genève , les classes ont au maximum entre 18 et 22 élève.
Marc Fuhrmann	OUI	Les limites maximales des classes doivent rester actuelles et non négociables. La qualité du suivi en pâtirait. (Des exceptions pour des écoles de village, par exemple doivent être possibles).
Stéphane Florey	NON	Ce n'est pas le nombre d'élève qui fait la qualité de l'enseignement. C'est la qualité de la formation des enseignants qui influe sur la l'efficacité des apprentissages.

Liste 7 – LaListe Femmes

Jauch Caroline	OUI	ABSOLUMENT comme mentionné plus haut. Je pense que les raisons en sont évidentes et ne vais donc pas me lancer dans une explication à rallonge!

Liste 10 – PBD

VIDONNE Thierry	OUI	

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Pensez-vous que les effectifs de classe ont une influence sur l'efficacité des apprentissages des élèves ? Pourquoi ?

Liste 13 – Égalité&Équité

Christoph Bult	OUI	Je ne pense pas que vous trouverez grand monde qui pretendront le contraire.
Frammery Chloé	OUI	•Des négociations sont menées régulièrement entre les associations professionnelles et l'Exécutif pour limiter les effectifs maximaux par classe avec à chaque fois des concessions en faveur de l'austérité et du démantèlement de l'Ecole publique, malheureusement. Au final ce sont les effectifs de classes qui augmentent.. lentement mais sûrement, au détriment des élèves. •Les cours qui demandent des effectifs réduits comme les activités créatrices, les laboratoires de langues et de sciences ne sont en général pas pris en compte dans les négociations et sont constamment sous pression au point d'être parfois supprimés de la grille horaire. Il est à noter que l'aggravation des dégradations des services publics et de l'école en particulier a forci depuis fin 2015 puis dès la rentrée 2016... •Les Transferts d'équilibrages ont été augmentés dès la rentrée 2016 => ce phénomène concerne en particulier les élèves déjà fragiles, déracinés des regroupements les moins exigeants. Ceci a pour effet des classes ingérables, des tensions, des incivilités, du vandalisme, de la violence dans tout l'établissement et aussi le découragement/désengagement des profs habituellement volontaires pour enseigner dans les classes R1 et CT (mon cas !) ; •Les classes sont désormais remplies à bloc et au delà (25, 26, 27 élèves alors que les maxima réglementaires sont de 24 élèves), dès la rentrée 2016 (au maximum et au delà des seuils imposés par le règlement du CO et par le protocole d'accord signé en 2013) => empêchement des orientations promotionnelles, agitation dans les classes, enseignants peu disponibles et plus fatigués (=> absences, baisse de la prestation, démotivation, coûts supplémentaires pour les remplacements) ;
Gérard SCHELLER	OUI	Les besoins individuels de chaque élève sont nettement mieux pris en compte lorsque l'effectif de classe est réduit.
Murielle Regamey	OUI	D'abord parce que les effectifs doivent être pensés en fonction des locaux et du matériel à disposition, je pense notamment aux cours de science, laboratoires de langues, etc. ce qui n'est pas toujours le cas et entrave la bonne marche des cours. Ensuite, l'émulation entre élèves, la dynamique de classe, est un bon moteur d'apprentissage et cela est possible avec des effectifs qui le permettent. Pour que les professeurs puissent réellement accompagner les élèves leur nombre par classe doit être bien considéré en écoutant les professeurs et les élèves.
Sanja Duvnjak	OUI	
Séverine Golay	OUI	Plus de dispersion avec de gros effectifs

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Comment inciter les entreprises à engager des apprentis ? Quel doit être le rôle du DIP dans ce cadre ?

Liste 1 – Ensemble à Gauche

Aude Martenot	Le DIP a évidemment un rôle à jouer pour valoriser la formation professionnelle, mais viser la sortie du CO pour entrer en apprentissage n'est pas un objectif en soi. Avec la formation obligatoire jusqu'à 18 ans, il convient de réaliser qu'entrer en apprentissage à 17-18 ans n'a rien d'extraordinaire.
Jean-David Christinat	Le DIP a évidemment un rôle à jouer pour valoriser la formation professionnelle, mais viser la sortie du CO pour entrer en apprentissage n'est pas un objectif en soi. Avec la formation obligatoire jusqu'à 18 ans, il convient de réaliser qu'entrer en apprentissage à 17-18 ans n'a rien d'extraordinaire. Par ailleurs, la situation actuelle n'est pas si mauvaise et la qualité de la formation duale, le système dual en lui-même, constituent des atouts qu'il faut relever.
Jocelyne Haller	Le DIP me semble devoir entretenir des relations étroites avec les entreprises pour s'assurer des places d'apprentissage en suffisance. L'Etat doit également être partenaire pour inciter les entreprises à ouvrir plus de places de stages. Enfin, un effort particulier devrait être développé pour améliorer l'orientation professionnelle afin d'élargir les possibilités de choix pour les élèves et mieux faire connaître des métiers peu sollicités.
Julie Peradotto	Le DIP a évidemment un rôle à jouer pour valoriser la formation professionnelle, mais viser la sortie du CO pour entrer en apprentissage n'est pas un objectif en soi. Avec la formation obligatoire jusqu'à 18 ans, il convient de réaliser qu'entrer en apprentissage à 17-18 ans n'a rien d'extraordinaire. Par ailleurs, la situation actuelle n'est pas si mauvaise et la qualité de la formation duale, le système dual en lui-même, constituent des atouts qu'il faut relever.
Michel Vincent	Il faut renforcer le rôle de 'plateforme d'échange' de l'OFPC, et mieux informer les milieux économiques. Des incitations financières pour favoriser l'engagement d'apprenti-e-s peuvent être mises en place (avec mesure). Le DIP doit renforcer sa communication avec les entreprises, tout en rappelant l'importance des apprentissages 'plein temps' en école pour certaines formations (notamment technologiques). NB: à l'issue du CO, 38% des élèves 'tentent' le Collège, deux fois plus que la moyenne nationale; mais les échecs et les 'réorientations' concernent 28% des élèves en 1ère année de PO. Il y a un réel problème.
Olivier BAUD	Le DIP a évidemment un rôle à jouer pour valoriser la formation professionnelle, mais viser la sortie du CO pour entrer en apprentissage n'est pas un objectif en soi. Avec la formation obligatoire jusqu'à 18 ans, il convient de réaliser qu'entrer en apprentissage à 17-18 ans n'a rien d'extraordinaire. Par ailleurs, la situation actuelle n'est pas si mauvaise et la qualité de la formation duale, le système dual en lui-même, constituent des atouts qu'il faut relever.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Comment inciter les entreprises à engager des apprentis ? Quel doit être le rôle du DIP dans ce cadre ?

Liste 2 – Les Verts (1/2)

Anne Bonvin Bonfanti	En simplifiant les démarches des entreprises et en apportant une aide administrative aux petites et moyennes entreprises. Une aide financière pour les entreprises qui s'engagent fortement dans la formation des jeunes, ainsi qu'un malus pour les entreprises qui ne forment pas assez d'apprenti-e-s mais profitent ensuite de cette main d'oeuvre une fois formée.
Aurore Bui	L'OFPC peut jouer un rôle clef en tant que facilitateur des interactions entre les entreprises et les apprentis en prenant une posture active dans les mises en lien avec les entreprises (stages d'essai, etc.) Idéalement, les entreprises pourraient bénéficier d'un soutien financier d'incitation et de formation continue pour les encadrants.
Bénédicte Amsellem-Ossipow	Faciliter la formation des formatrices et formateurs dans les PME.
Claudia Heberlein Simonett	- Instaurer une aide /un bonus fiscal pour les PME qui engagent des apprentis - Faciliter la formation des formateurs dans les entreprises (rôle du DIP) -Campagne de communication pour la voie duale
David Martin	Mener une campagne de valorisation des apprentissages auprès des parents (qui peuvent être des patrons d'entreprises), des élèves et des entreprises (p.ex. à travers des analyse statistiques sur les salaires des porteurs de CFC, des interviews vidéos à faire circuler sur les médias sociaux etc.). Favoriser financièrement ceux qui prennent des apprentis.
Delphine Klopfenstein Broggini	Aide financière, guichet unique, approche des petites entreprises
Denis BUCHER	Actuellement, l'État ouvre largement ses formations « plein temps » aux apprentis et assume ainsi, aux frais du contribuable, une tâche qui revient, dans d'autres cantons, aux entreprises. On pourrait imaginer un système où les entreprises, en fonction de leur branche, paient ces apprentissages « plein temps » si elles n'engagent pas (assez) d'apprentis. Ce malus pourrait s'articuler avec un bonus pour les entreprises (y compris les services de l'État) exemplaires en la matière.
Elias Geoffroy	- Faciliter la formation des formateurs dans les petites et moyennes entreprises - Guichet unique pour l'administration et la gestion des apprentis - Aide financière inversement proportionnelle à la taille des entreprises
François LEFORT	La situation de Genève est particulière. Le déficit en places d'apprentissage par rapport à la demande et très important et des centaines d'adolescents désirant faire un apprentissage sont laissés sur le carreau chaque année. Les Verts ont déposé un projet de loi pour tenter d'augmenter l'offre en places d'apprentissage dans les microentreprises où le déficit est le plus sévère. PL 11274 Plus de places d'apprentissage dans les micro-entreprises http://ge.ch/grandconseil/data/texte/PL11274.pdf Le DIP gère cette politique et devrait s'atteler à résoudre le problème. Peu de choses ont été faites en 5 ans.
Frédérique Perler	-Faciliter la formation des formateur-trice-s dans les entreprises -Mise en place d'un guichet unique pour l'administration et la gestion des apprenti-e-s/futur-e-s apprenti-e-s et des entreprises formatrices (Cité des métiers ?) -campagne d'information/sensibilisation au rôle d'entreprise formatrice dans l'économie -Aide financière inversement proportionnelle à la taille des entreprises
ISABELLE DESCOMBES	Donner une priorité aux entreprises genevoises dans le cadre des mandats afin qu'ils puissent prendre plus d'apprentis. Simplifier la procédure de maître d'apprentissage.
Jolanka Tchamkerten	Faciliter la formation des formateurs dans les PME. Guichet unique pour la gestion des apprentis. Aide financière aux PME
Julien Nicolet-dit-Félix	Actuellement, l'État ouvre largement ses formations « plein temps » aux apprentis et assume ainsi, aux frais du contribuable, une tâche qui revient, dans d'autres cantons, aux entreprises. On pourrait imaginer un système où les entreprises, en fonction de leur branche, paient ces apprentissages « plein temps » si elles n'engagent pas (assez) d'apprentis. Ce malus pourrait s'articuler avec un bonus pour les entreprises (y compris les services de l'État) exemplaires en la matière.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Comment inciter les entreprises à engager des apprentis ? Quel doit être le rôle du DIP dans ce cadre ?

Liste 2 – Les Verts (2/2)

Laurence Corpataux	- Développer et financer les mesures de coatching des maitres d'apprentissage. - Développer des mesures d'accompagnement par l'OFPC des apprenti-e-s en difficulté
Marjorie de Chastonay	Le DIP doit faciliter la formation des formateurs dans les petites et moyennes entreprises. La création d'un guichet unique pour l'administration et la gestion des apprentis serait utile. Cela pourrait se faire via une aide financière inversément proportionnelle à la taille des entreprises. Actuellement, l'État ouvre largement ses formations « plein temps » aux apprentis et assume ainsi, aux frais du contribuable, une tâche qui revient, dans d'autres cantons, aux entreprises. On pourrait imaginer un système où les entreprises, en fonction de leur branche, paient ces apprentissages « plein temps » si elles n'engagent pas (assez) d'apprentis. Ce malus pourrait s'articuler avec un bonus pour les entreprises (y compris les services de l'État) exemplaires en la matière.
Philippe NOËL	Etre proactif (OOFP, Cité des Métiers, Journée des Métiers, stages, contacts écoles-entreprises, renforcement des conseillers d'orientation qui est un lien fondamental avec les élèves)
Pierre Eckert	Faciliter la formation des formateurs dans les petites et moyennes entreprises Guichet unique pour l'administration et la gestion des apprentis, favoriser la mise en contact des chercheurs d'apprentissage avec les entreprises.
Sabine Latour	Les entreprises doivent être "récompensés" de manière suffisante pour former des apprentis. Surtout à Genève il est tellement facile d'avoir recours à une main d'œuvre transfrontalière, pas toujours bien formée, mais disponible immédiatement et attiré par l'attrait économique de Genève. Les entreprises internationales (multinationales), dont Genève est friande, ne forme pas d'apprentis. Les organisations internationales non plus, ni les ONG. Il faut soutenir les entreprises locales, PME, et les "récompenser" pour leurs efforts.
TIGUEMOUNINE SABINE	Engager des apprentis doit être une obligation pour toute entreprise et il doit y avoir un organe pour vérifier cela et sanctionner en cas de non respect.
Valentin DUJOUX	incitations fiscales, travail sur davantage de concours et de prix, meilleure communication et guichet centralisé sont des pistes à explorer.
Yvan Rochat	Actuellement, l'État ouvre largement ses formations « plein temps » aux apprentis et assume ainsi, aux frais du contribuable, une tâche qui revient, dans d'autres cantons, aux entreprises. On pourrait imaginer un système où les entreprises, en fonction de leur branche, paient ces apprentissages « plein temps » si elles n'engagent pas (assez) d'apprentis. Ce malus pourrait s'articuler avec un bonus pour les entreprises (y compris les services de l'État) exemplaires en la matière.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Comment inciter les entreprises à engager des apprentis ? Quel doit être le rôle du DIP dans ce cadre ?

Liste 3 – Parti Socialiste (1/2)

Alberto Velasco	J'ai fait un apprentissage à une époque ou les entreprises assumaient, dans notre pays, un rôle social et formateur qui leur permettait d'accéder à une main-d'œuvre qualifiée et intégrée au monde du travail. Malheureusement, notre société, axée fondamentalement sur la compétitivité et les gains immédiats faits que les entreprises, surtout les petites, ne sont pas prêtes à investir quand la libre circulation leur offre un personnel moins cher et déjà formé! Une des solutions consisterait à favoriser les entreprises qui engagent des apprentis en leur donnant un meilleur accès aux commandes publiques. Un autre moyen consisterait, dans le cadre d'un contrat social qui ferait obligation, à mettre en place un ratio d'apprenti en fonction de l'importance de l'entreprise et sa capacité formatrice. Le DIP devrait faire en sorte que ces entreprise soient déchargées d'un ensemble de tâches administratives et puissent se concentrer essentiellement à la formation.
Anne Emery-Torracinta	Le rôle du DIP est triple : en dialoguant avec les entreprises, auprès des élèves dans son rôle d'orientation et d'ambassadeur de la formation professionnelle et en tant qu'employeur. Parmi les pistes incitatives pour les entreprises (en cours de de développement) : allègement des contraintes administratives, coaching et soutien, développement de formations mixtes (début de la formation en école à plein-temps, puis passage en entreprise), réseaux d'entreprises, attribution des marchés publics.
Badia LUTHI	Ce point soulève le traitement de plusieurs facteurs dont le plus important est le rapport coûts/bénéfices ou la rentabilité économique pour l'entreprise d'engager un apprenti. C'est un point qui peut freiner certaines entreprises. Les mesures politiques prises actuellement ne suffisent pas à absorber l'emplacement de tous les apprentis qui sont sur le marché. Pour cela, je pense qu'il y a encore des efforts à fournir à ce niveau. Créer des partenariats avec des entreprises en mettant à leurs dispositions des moyens leur permettant d'accueillir des apprentis en toute confiance. C'est là où le DIP a un rôle à jouer afin d'adapter ses programmes aux besoins réels des entreprises et de permettre aux apprentis d'exercer convenablement un métier. D'autre part, le DIP devrait intervenir pour assurer la garantie de l'engagement de l'apprenti dans l'entreprise formatrice par une convention duale entre l'entreprise et l'apprenti.
Carole-Anne Kast	Le DIP doit mettre en place les conditions pour que les jeunes qui entrent en apprentissage puissent également apprendre "le monde du travail" (savoir être) et pas uniquement un savoir-faire. Mais il est également fondamental d'accompagner plus les entreprises formatrices en envisageant leur rôle comme un partenaire de la formation et en les soulageant au maximum des aspects bureaucratiques (surtout les petites entreprises). Des mesures incitatives vis à vis des entreprises devraient être développées.
Caroline Marti	- Renforcer les partenariats avec les acteurs sociaux (ex. ORTRA) pour promouvoir la création de places d'apprentissage - Soutenir les PME dans les procédures administratives et l'encadrement des apprentis - Augmenter les places d'apprentissage dans le domaine public - Exonération ou supplément de taxe pour la formation professionnelle payée par les grandes entreprises en fonction des efforts réalisé pour engager des apprentis (Projet de loi socialiste)
Cyril Mizrahi	Je n'ai pas de solution miracle. En tant que patron d'une toute petite entreprise, j'observe que la formation en entreprise, qu'il s'agisse d'apprenti-e-s ou de stagiaires, n'est pas une tâche à prendre à la légère. Cela nécessite de trouver un équilibre entre l'apport de la personne en formation à l'entreprise d'une part, et les contreparties financières et en temps de formation à fournir par l'entreprise. Cet équilibre est une condition à l'accroissement de l'offre de places. Il me semble particulièrement important que les entreprises formatrices disposent d'un appui renforcé du canton en termes de conseil, y compris d'intervention sur le lieu de travail pour faciliter l'inclusion de la personne en formation dans l'entreprise et l'environnement professionnel. Pour les apprenti-e-s les plus jeunes, allophones ou en situation de handicap, par exemple, le soutien devrait être renforcé.
Denis Chiaradonna	Mettre à disposition des entreprises pme en particulier des coaching pour les apprenants et les maîtres d'apprentissage en cas de difficulté ou décrochage de l'apprenti
Diego Esteban	Pas assez de connaissances sur la question.
Grégoire Carasso	La formation professionnel gagnerait à être revalorisée tant auprès des jeunes en formation que des entreprises. L'Etat (plus largement) a donc un rôle important à jouer auprès des deux parties au contrat d'apprentissage. Les soutiens spécifiques pour les entreprises formatrices mis en place dans la mise en oeuvre de l'IN-4 sont une illustration (je la mentionne pour en avoir été à l'origine).
Jean-Charles Rielle	Développer la formation jusqu'à 18 ans pour permettre la transition entre le cycle et les apprentissages. Prise en charge plus personnalisée et individualisée des besoins et des réalités des élèves (importance des effectifs). Renforcer les moyens d'information pour encourager le choix d'un apprentissage. Valorisation des formations duales.Renforcer l'aide aux entreprises mise en place actuellement, pour engager des apprentis.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Comment inciter les entreprises à engager des apprentis ? Quel doit être le rôle du DIP dans ce cadre ?

Liste 3 – Parti Socialiste (2/2)

Marko Bandler	Il y a probablement un effort à faire au niveau des critères drastiques et chronophages imposés par l'OFPC. Ceci dit, le vrai problème réside selon moi dans le déficit d'orientation existant au sein des cycles d'orientation. Il faut que la voie de l'apprentissage soit considérablement valorisée au niveau du secondaire 1.
Michel Pomatto	Développer la formation jusqu'à 18 ans pour permettre la transition entre le cycle et les apprentissages. Prise en charge plus personnalisée et individualisée des besoins et des réalités des élèves (importance des effectifs). Renforcer les moyens d'information pour encourager le choix d'un apprentissage. Valorisation des formations duales.Renforcer l'aide aux entreprises mise en place actuellement, pour engager des apprentis.
Nicolas Clémence	Pour augmenter le nombre de contrats d'apprentissage en voie duale, il faut s'assurer du concours des partenaires sociaux, notamment les organisations représentatives du monde du travail, mais aussi développer des politiques incitatives pour les entreprises, par exemple à l'aide d'outils fiscaux avantageux, d'accès aux marchés publics, etc. Il est également essentiel d'instaurer l'obligation de rémunérer les stagiaires en créant un statut équivalent à celui d'un-e apprenti-e.
Nicole Valiquer Grecuccio	Développer la formation jusqu'à 18 ans pour permettre la transition entre le cycle et les apprentissages. Prise en charge plus personnalisée et individualisée des besoins et des réalités des élèves (importance des effectifs). Renforcer les moyens d'information pour encourager le choix d'un apprentissage. Valorisation des formations duales.Renforcer l'aide aux entreprises mise en place actuellement, pour engager des apprentis.
Salima Moyard	Il faut sensibiliser les entreprises à former et mieux les soutenir (formation, information, encouragement, soutien administratif), ainsi que les encourager à engager des jeunes sortis directement du CO et non après une, deux ou trois années à l'ESII. On peut envisager (le PS a déposé un PL en ce sens) une taxe pour la formation (les entreprises la paient si elles ne forment pas et en bénéficient si elles en forment). Le DIP doit être proactif et cadrer plus qu'actuellement
Sandrine Salerno	Un des enjeux de la prochaine législature est de renforcer l'investissement dans la formation professionnelle et de la valoriser. L'enjeu est certainement de faire collaborer les départements. La question de l'apprentissage doit être vue et traitée de manière transversale.
SYLVAIN THEVOZ	Par la création d'un fonds d'apprentissage tel que nous l'avons défendu en Ville de Genève, en lançant une initiative municipale (PS) en 2015
Thierry Apothéloz	Promouvoir l'apprentissage spécifiquement auprès des entreprises peut se faire en démarchant, de manière incitative, de nouveaux partenaires, mais aussi en portant d'avantage d'attention, en fidélisant, les organisations qui forment déjà. C'est à mon sens sur ce plan que nous devons investir nos efforts : une entreprise peut-être la meilleure ambassadrice de l'apprentissage, si elle est convaincue et satisfaite, mais peut en cas de mauvaise expérience non « résolue » être le relais d'une image négative, de cette filière, du Canton et de la jeunesse. De nombreuses mesures existent déjà et sont proposées par l'OFPC, mais d'autres peuvent encore être développées. Dans quel cadre, et avec quelle ligne ? Selon moi, il faut, comme dans tant d'autres domaines de l'action publique, savoir dans la mesure du possible éviter les réponses standardisées : toutes les entreprises ne se ressemblent pas, n'ont pas les mêmes aspirations, domaines d'activités, et ressources. C'est pareil pour les jeunes apprentis et leur famille. Un apprentissage qui fonctionne, qui aboutit, c'est souvent une relation entre apprenant, formateur, parents, professionnels qui a réussi s'établir dans un climat de confiance et de respect. Le DIP, peut/ doit être un élément facilitateur dans ce lien. Il faut continuer à se pencher sur la valorisation des métiers « négligés » (les faire connaitre, les rendre attirant), car les entreprises qui ne trouvent pas de relèvent meurent et se sentent délaissées ; il faut continuer à développer des outils permettant d'optimiser l'orientation et les recrutements (recrutements en direct, techniques d'assessment, journées d'immersion, formation des recruteurs, etc.), car les mauvais choix peuvent être de toute part lourds de conséquence ; il faut continuer à assurer un suivi des apprentis et des personnes qui les encadrent, même après la signature du contrat, car il est toujours possible de remédier aux problèmes identifiés suffisamment tôt.
Thomas Wenger	Un rôle de lien avec les entreprises. Une présence importante à la Cité des métiers et autres moments de rencontres avec les entreprises. Un rôle d'orientation des élèves. Un rôle de valorisation de la filière.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Comment inciter les entreprises à engager des apprentis ? Quel doit être le rôle du DIP dans ce cadre ?

Liste 4 – Parti Libéral-Radical (1/2)

Alexandre de Senarclens	Il faut renforcer les liens avec les associations professionnelles qui sont des facilitateurs et des incitateurs. Le PLR a défendu et fait passer une Motion qui demande de transférer la responsabilité de la préparation au choix scolaire et professionnel (IOSP, Information et Orientation Scolaire et Professionnelle) à l'Office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue (OFPC). Ainsi, les élèves pourront recevoir directement une présentation de la part de professionnels formés spécialement à cet effet. C'est une excellente façon de présenter l'apprentissage avec des professionnels de la branche qui peuvent mieux expliquer les intérêts des métiers. Il faut en outre favoriser toutes les manifestations qui permettent au jeune de découvrir les métiers offerts en apprentissage (ex. Cité des Métiers).
Céline Zuber	Inciter les entreprises à développer des réseaux d'apprentissage communs à plusieurs entreprises Limiter au minimum la charge administrative des entreprises formatrices et les soutenir autant que possible dans cette tâche
Eric Grand	Imposer ce genre de critère dans les notations des marchés publics et augmenter le nombre de point attribué à ce chapitre Faire des campagnes d'information auprès des entreprise en rappelant leurs devoir de transmission. Mais l'état doit aussi inciter les entreprises à engager les jeunes ouvriers, (sorti de formation et n'yant pas d'expériences). Pour ça il faut aussi revoir les grilles salariales des conventions collectives en incluant une période d'adaptation sur les deux premières années d'emplois.
Gian-Reto Agramunt	Pour inciter les entreprises à engager des apprentis, il pourrait être envisagé de diminuer un peu leur charges fiscale. Ce pourcentage de diminution nécessite bien-entendu une analyse plus approfondie. De la même manière, il pourrait également être envisagé de soulager les entreprises formatrices au niveau administratif, en leur déléguant ponctuellement une personne qui se chargerait des apprentis au sein du DIP.
Gilles-Olivier BRON	Un rôle incitatif. Mais je ne me prononcerai pas sur une quelconque méthode pour le faire, puisque ce n'est pas mon domaine de compétence.
Jean-Marc LEISER	le dip doit d'abord motiver les enseignants à démontrer aux élèves que la voie de l'apprentissage est une bonne voie. ils devraient davantage la valoriser. Par définition, un enseignant à suivi l'université ... son propre filtre l'amène peut être à penser que c'est la meilleure voie.. puisque c'est celle qu'il a lui-même choisie. Tout le monde ne peut pas y aller et tout le monde n'en rêve pas ! valoriser l'apprentissage dès l'école primaire est donc important. ensuite il faut que les élèves qui choisissent cette voie puisse accéder à des stages en entreprise. 2 stages de plusieurs jours par année de cycle serait un minimum. Les élèves du BAC en France sont une exemple à suivre. Ensuite il faut que les élèves soient "formés" aux techniques de recherche d'emploi. c'est indispensable. un cours 2 voie 3 demi journées en 10ème année serait propice. pourquoi ne pas le déléguer à des professionnels de la branche ? les enseignants ne peuvent pas encore et aussi savoir comment se présenter et se vendre sur le marché du travail... respectons les ! Les patrons raffolent de jeunes qui savent pourquoi ils ont envie de faire tel ou tel métier. la compétence et les notes comptent souvent moins que la détermination et la passion. il faut donc leur donner la chance de toucher aux métiers avant la fin de l'école.
Monika Sommer	On peut envisager que l'entreprise formant des apprentis reçoit une distinction spéciale de la part du canton genre "entreprise formant des apprentis". L'apprentissage est malheureusement considéré à Genève comme porte de sortie. Ce n'est pas un choix qui est envisagé avant la fin de la scolarité. C'est l'école et non l'entreprise qui doit valoriser l'apprentissage. Les entreprises sont souvent étonnées de l'administration tatillonne avec les maîtres d'apprentissage, c'est décourageant. Les petites entreprises n'arrivent pas à payer le salaire imposé, il faudrait être plus large. Nous avons eu des apprentis jusqu'en été 2017, à cause de la restructuration (nous déménageons et réduisons nos activités), ce n'est plus possible.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Comment inciter les entreprises à engager des apprentis ? Quel doit être le rôle du DIP dans ce cadre ?

Liste 4 – Parti Libéral-Radical (2/2)

Nathalie Fontanet	Le DIP doit maintenir des relations constantes avec les entreprises est les associations professionnelles. Suivre l'évolution des places d'apprentissage disponibles, déterminer avec les entreprises leurs besoins en la matière, les domaines dans lesquels il y aurait plus d'offres que de demandes et inversement. Il est également important que l'Etat apporte son aide aux entreprises formatrices en termes de simplification mais également de mise en réseau. Les entreprises et en particulier les associations professionnelles sont conscientes de leur rôle à jouer en la matière. C'est d'ailleurs sur la base de discussions avec ces associations professionnelles que le PLR a déposé une Motion, acceptée par le Grand Conseil qui permet aux associations professionnelles d'intervenir directement dans les écoles pour présenter leurs métiers et aiguiller les jeunes. Enfin, les jeunes doivent impérativement participer aux manifestations telles que la Cité des Métiers au cours de leur scolarité. Le PLR a d'ailleurs au cours de cette législature déposé une motion dans ce sens qui a été acceptée.
philippe meyer	Pour les entreprises: alléger les t'aches administratives liées à l'engagement d'apprentis, c'est le principal frein qui en retient plus d'une de s'engager dans cette voie. Pour le DIP: valoriser l'apprentissage, il n'y a pas une voie professionnelle meilleure qu'une autre en absolu, il y en a une meilleure qu'une autre pour chaque élève et pour certains, il s'agit de l'apprentissage. Favoriser les stages en entreprises durant l'enseignement obligatoire, inviter des entrepreneurs en classe à s'exprimer sur leur aventure, organiser des cours d'entrepreneuriat.
Pierre Maudet	Il doit être une meilleure passerelle avec le monde de l'économie. La filière apprentissage, que le monde entier nous envie, doit aussi être mieux valorisée par rapport à la filière académique. La mise en place d'incitations fiscales pour les entreprises bien que je rappelle que quantité de filières cherchent désespérément des apprentis à ce jour. Il faut donc une meilleure adéquation avec les besoins de l'économie et ce le plus en amont possible.
ROULLET	- En assouplissant les critères à remplir pour pouvoir accueillir des apprentis; - En compensant l'investissement en temps et en encadrement des apprentis (en ressources humaines pour l'entreprise) par des déductions fiscales; - En laissant plus d'autonomie aux entreprises. Bien des patrons renoncent à engager des apprentis par crainte des contraintes de l'Etat; - Des stages en entreprises devraient être organisés dans le cursus scolaires au CO dès la 10e année; - En favorisant les échanges et le dialogue entre le monde des entreprises et le DIP; - En créant un partenariat entre l'Etat et les collectivités publiques afin que ces dernières engagent plus d'apprentis.
Stefano Vito Bellingeri	Le DIP doit sensibiliser les entreprises (notamment les multinationales) aux avantages de l'apprentissage et développer les réseaux d'apprentissage communs à plusieurs entreprises. Beaucoup d'entreprises ne font pas confiance au niveau scolaire à la sortie du CO. C'est pourquoi en Suisse allemande le test "Stellwerk" avait été introduit en 2005.

Liste 6 – UDC

DUTRUIT ANDRE	JE CROIS QU'IL FAUT QUE LES ECOLES INVITENT LES ENTREPRISES A SE PRESENTER. LES JEUNES NE SAVENT PAS CE QU'EST LA VIE EN ENTREPRISES, QUELS SONT LES POSSIBILITES DE DEVELOPPEMENT ETC.
El Mostafa AKABA	Créer une allocation pour les employeurs afin d'embaucher des apprentis; exemption des charges sociales; forfait fiscal.
Eliane Michaud Ansermet	formé des gens pour aller démarcher les sociétés afin de leur dire exactement ce à quoi les entreprises doivent s'attendre. et aussi comment les maîtres d'apprentissage doivent être réceptif et formé pour pouvoir aider les apprentis. Le suivi, étant devenu assez complexe pour l'obtention d'un CFC, est une raison que les entreprises prennent de moins en moins d'apprentis. il faut mettre sur pieds des formations pour eux.
Marc Fuhrmann	Préparer les élève à la vie en entreprise, ce qui actuellement ne semble pas une priorité du DIP. Le secteur privé ne doit pas être diabolisé par une éducation "gauchiste" comme c'est malheureusement le cas aujourd'hui. Encourager la création économique doit être une priorité.
Stéphane Florey	Des efforts doivent être encore fait dans ce domaine. Une meilleure collaboration doit être mise en place entre le Cycle d'orientation, l'OFPC et les entreprises. Les élèves devrait être également mieux préparer aux examens d'aptitudes mis en place par les entreprises. Pour moi ces tests sont un frein à l'apprentissage.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Comment inciter les entreprises à engager des apprentis ? Quel doit être le rôle du DIP dans ce cadre ?

Liste 7 – LaListe Femmes

Jauch Caroline	A la sortie du cycle, beaucoup d'adolescents ont de graves problèmes de comportement, ce qui n'encourage pas les entreprises à vouloir les engager. D'ou la nécessité qu'ils soient mieux entourés et dans des classes aux plus petits effectifs. De plus, au sein des cours d'éducation sexuelle élargis que je propose, les problématiques du respect et du comportement pourraient être abordées...

Liste 10 – PBD

VIDONNE Thierry	L'Etat et les communes doivent soutenir les entreprises qui engagent des résidents et/ou forment des apprentis, et non pas les matraquer avec d'innombrables heures de cours pour avoir le droit de transmettre leur savoir manuel et intellectuel. Les entreprises qui engagent local ou qui forment des apprentis doivent cesser d'être la cible de tous les contrôles étatiques, pendant que d'autres ne forment pas la relève et engagent ailleurs à bon marché sans risquer le moindre contrôle. Je ne souhaite pas la pénalisation des entreprises qui ne forment pas et/ou qui n'engagent pas local, mais je souhaite une vraie reconnaissance pour celles qui font cet effort citoyen : 1)Dans l'attribution des marchés publics, en les favorisant. 2)Par l'allègement de la taxe professionnelle (Pour les communes qui en ont une) 3)Par une possible déduction fiscale sur l'impôt cantonal sur le bénéfice. 4)En divisant par deux les cours obligatoires pour avoir le droit de former. 5)En interdisant aux commissaires d'apprentissage d'être en même le contrôleur de la commission paritaire. 6)En renforçant les contrôles sur les travailleurs détachés

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION
DES ENSEIGNANTES
ET ENSEIGNANTS
GENEVOIS

Comment inciter les entreprises à engager des apprentis ? Quel doit être le rôle du DIP dans ce cadre ?

Liste 13 – Égalité&Équité

Christoph Bult	Par la subvention de postes d'apprentis.
Frammery Chloé	Le DIP pourrait subventionner les postes d'apprentis, en particulier pour les jeunes apprentis qui sortent du cycle, qui peinent à trouver un apprentissage. Les acteurs du DIP pourraient expliquer à leurs magistrats que la création monétaire pour les citoyens et non pas uniquement pour les banques et la spéculation, ou même un revenu de base inconditionnel, permettraient aux entrepreneurs d'avoir les moyens de développer leur entreprise plus sereinement avec un pouvoir d'achat plus sûr au sein de la population, qui aurait ainsi les moyens de contribuer à faire "tourner" l'économie et les entreprises locales. Enfin, le DIP pourrait faire pression auprès du Conseil Fédéral afin de cesser les négociations autour du traité TiSA ou tous les autres traités de libre-échange... qui entrainent une inexorable délocalisation de nos PME et entreprise locales et, en cascade, une raréfaction des postes d'apprentis dans le canton.
Gérard SCHELLER	D'une part, l'état doit inciter les entreprises à engager des apprentis, mais d'autre part l'orientation des élèves vers les apprentissages doit être valorisée. Des moyens supplémentaires sont nécessaires pour faire connaître les formations professionnelles aux élèves.
Murielle Regamey	D'une part, l'État doit inciter les entreprises à engager des apprentis, mais d'autre part l'orientation des élèves vers les apprentissages doit être valorisée. Des moyens supplémentaires sont nécessaires pour faire connaître les formations professionnelles aux élèves. Ainsi le DIP pourrait subventionner les postes d'apprentis, en particulier pour les jeunes apprentis qui sortent du cycle, qui peinent à trouver un apprentissage. Les acteurs du DIP pourraient expliquer à leurs magistrats que la création monétaire pour les citoyens et non pas uniquement pour les banques et la spéculation, ainsi qu'un revenu de base inconditionnel, permettraient aux entrepreneurs d'avoir les moyens de développer leur entreprise plus sereinement avec un pouvoir d'achat plus sûr au sein de la population, qui aurait ainsi les moyens de contribuer à faire "tourner" l'économie et les entreprises locales. Enfin, le DIP pourrait faire pression auprès du Conseil Fédéral afin de cesser les négociations autour du traité TiSA ou tous les autres traités de libre-échange... qui entrainent une inexorable délocalisation de nos PME et entreprise locales et, en cascade, une raréfaction des postes d'apprentis dans le canton.
Sanja Duvnjak	Œuvrer via les accords entre le DIP et les entreprises qui peuvent réactualiser le nombre de places disponibles d'année en année.
Séverine Golay	

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Comment imaginez-vous le développement de l'école inclusive ?

Liste 1 – Ensemble à Gauche

Aude Martenot	Il est difficile de développer quelque chose qui n'existe pas vraiment... Il est très compliqué d'expliquer ici les enjeux importants de ce dossier. Ce qui est crucial avant tout, c'est de stopper les exclusions.
Jean-David Christinat	Assez mal, dans le sens où il est difficile de développer quelque chose qui n'existe pas vraiment... Sérieusement, la situation est trop confuse, les représentations trop divergentes, etc. pour pouvoir expliquer ici les enjeux importants de ce dossier. Une chose est cependant claire dans le flou ambiant : l'enseignement spécialisé ne doit pas être sacrifié - ni les élèves qui en ont besoin - sur l'autel d'une volonté d'inclusion aveugle, à tout prix qui, paradoxalement, créerait de l'exclusion.
Jocelyne Haller	Pour qu'elle ait du sens, l'école inclusive doit se doter des moyens nécessaires pour simplement exister et devenir une pratique courante, plutôt que des expériences isolées. C'est une question centrale. L'expérience montre que les enseignants, les parents et les autres acteurs concernés sont en mesure, et pour beaucoup ont la volonté, de réaliser l'école inclusive. Mais cela demande du temps pour une disponibilité supplémentaire pour l'élève, pour la coordination que requiert cette démarche avec les autres acteurs, pour le travail particulier avec les autres élèves afin qu'ils soient pleinement partenaires de l'inclusion.
Julie Peradotto	Assez mal, dans le sens où il est difficile de développer quelque chose qui n'existe pas vraiment... Sérieusement, la situation est trop confuse, les représentations trop divergentes, etc. pour pouvoir expliquer ici les enjeux importants de ce dossier.Une chose est cependant claire dans le flou ambiant : l'enseignement spécialisé ne doit pas être sacrifié - ni les élèves qui en ont besoin - sur l'autel d'une volonté d'inclusion aveugle, à tout prix qui, paradoxalement, créerait de l'exclusion.
Michel Vincent	L'école inclusive part d'une bonne approche, plus humaine (meilleure intégration des élèves avec difficultés ou handicap), mais son succès est étroitement lié aux moyens mis en place, qui doivent être suffisants pour cette nouvelle mission, plus complexe et exigeante. Le système de formation doit pouvoir répondre aux besoins de tous les élèves.
Olivier BAUD	Assez mal, dans le sens où il est difficile de développer quelque chose qui n'existe pas vraiment... Sérieusement, la situation est trop confuse, les représentations trop divergentes, etc. pour pouvoir expliquer ici les enjeux importants de ce dossier. Une chose est cependant claire dans le flou ambiant : l'enseignement spécialisé ne doit pas être sacrifié - ni les élèves qui en ont besoin - sur l'autel d'une volonté d'inclusion aveugle, à tout prix qui, paradoxalement, créerait de l'exclusion.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Comment imaginez-vous le développement de l'école inclusive ?

Liste 2 – Les Verts (1/2)

Anne Bonvin Bonfanti	Tout d'abord, il faudrait établir un état des lieux du nombre d'élèves concernés puis réaliser un plan d'actions chiffré. Il faut ensuite se donner les moyens de respecter la loi qui exige l'intégration de toutes et tous les élèves. L'école inclusive doit s'inscrire dans une volonté d'accessibilité universelle, seule garante de la fin des discriminations pour une importante partie de la population.
Aurore Bui	J'aimerais premièrement que le développement de l'école inclusive ne fasse pas machine arrière sous la pression de politiciens qui voient d'autres prioritaires lors de la législature. Si les choses sont allées dans la bonne direction, il reste encore à faire notamment: en matière de reconnaissance des handicaps/besoin éducatifs différents. Je reçois dans le cadre des activités Soft-Kids par exemple de trop nombreux parents qui n'osent pas dire les difficultés de leur enfant par crainte de stigmatisation. Cela implique de la sensibilisation auprès des parents et de la formation continue pour les enseignants. De manière plus générale, un modèle proche que l'OIECEC (Entrepreneuriat citoyen au Canada) pourrait être imaginé en Suisse. Des programmes d'apprentissage de l'entrepreneuriat commencent à faire leur apparition, mais le fait de focaliser l'entrepreneuriat sur l'initiative citoyenne a selon les différentes études réalisées une force incidence sur la réduction du décrochage scolaire et la motivation des élèves.
Bénédicte Amsellem-Ossipow	Mieux allouer les moyens à disposition pour réaliser l'école inclusive telle que définie par le cadre légal. Améliorer la formation des enseignants à cet égard.
Claudia Heberlein Simonett	-
David Martin	
Delphine Klopfenstein Broggini	Voir cette motion déposée par les Verts http://ge.ch/grandconseil/data/texte/M02247.pdf
Denis BUCHER	Voici la motion déposée par des Député-e-s Verts et d'autres partis qui résument parfaitement la position des Verts genevois sur l'école inclusive. http://ge.ch/grandconseil/data/texte/M02247.pdf
Elias Geoffroy	Lire motion déposée par des Député-e- s Verts et d'autres partis qui résument parfaitement la position du parti sur l'école inclusive. http://ge.ch/grandconseil/data/texte/M02247.pdf
François LEFORT	Lire motion déposée par des Député-e-s Verts et d'autres partis qui résument parfaitement la position du parti sur l'école inclusive. http://ge.ch/grandconseil/data/texte/M02247.pdf
Frédérique Perler	La concrétisation de différents projets liés au développement de l'école inclusive dépendra surtout des moyens (essentiellement budgétaires) qui seront alloués au DIP par l'exécutif et par le Grand Conseil. La M-2247 déposée aussi par des députés verts résume très bien la position des Verts, et son rapport du Conseil d'Etat au Grand-Conseil décline les différents projets et perspectives en tant que plan d'action.
ISABELLE DESCOMBES	Par une réflexion, une concertation avec les associations et les parents. Une meilleure information aux élèves et une loi votée pour protéger et encadrer les enfants à besoin spécifiques
Jolanka Tchamkerten	Actuellement trop de jeunes ne peuvent accéder à l'école et à la formation. Il faut augmenter le budget alloué à l'école inclusive et donner plus de moyens au DIP (personnel en suffisance, formation du personnel, vérifier l'accessibilité des bâtiments)
Julien Nicolet-dit-Félix	Les objectifs de l'école inclusive sont absolument essentiels et doivent être soutenus. Leur application peut être problématique, faute de préparation, de compétences et de moyens. Il ne faut pas sous-estimer les enjeux sociaux et didactiques de l'inclusion de certains élèves.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Comment imaginez-vous le développement de l'école inclusive ?

Liste 2 – Les Verts (2/2)

Laurence Corpataux	Développement des compétences des enseignants liées à l'accompagnement de certains handicaps Effectifs des classes moindre Plus d'heure dévolues à un enseignant supplémentaire pour les classes concernées
Marjorie de Chastonay	L'école inclusive est inscrite dans la loi. A partir de là, il s'agit de la mettre en application. Pour éviter des dysfonctionnements, il faudrait : - créer des passerelles effectives entre l'enseignement régulier et l'enseignement spécialisé (à l'heure actuelle, il s'agit de 2 enseignements séparés) réallouer les ressources humaines existantes et compétentes qui travaillent dans l'enseignement spécialisé en les transférant dans l'enseignement régulier (tout en gardant des espaces de vie et des salles de retour au calme pour les situations complexes). Les moyens doivent être alloués au terrain de l'école inclusive, à savoir l'enseignement régulier. Il faut davantage d'équipes pluri-disciplinaires dans les écoles. Ces équipes seront aussi une ressource pour les enseignants réguliers et les autres élèves. Il faudrait des assistants à l'intégration scolaire (accompagnants), formés et inclus dans les équipes. Former et informer TOUS les enseignants, de l'enseignement régulier et du spécialisé, à l'accueil et l'accompagnement des élèves migrants et/ou à besoins spécifiques. Réduire les effectifs dans les classes. Améliorer l'accessiblité des bâtiments scolaires aux élèves à mobilité réduite. L'école inclusive peut permettre aux élèves en difficulté de bénéficier de personnes formées et compétentes sur leur lieu d'études. « Un système éducatif inclusif profite à tous les apprenants sans laisser aucun individu ou groupe de côté, en s'appuyant sur les valeurs de la démocratie, de la tolérance et du respect des différences. » (Motion 2247) L'école inclusive permet aussi aux élèves du milieu régulier de développer des compétences sociales, d'autonomie, de valorisation et de responsabilisation.
Philippe NOËL	Des moyens supplémentaires (personnel, budget et des formations adéquates)
Pierre Eckert	La motion déposée par des Député-e-s Verts et d'autres partis résume parfaitement la position du parti sur l'école inclusive. http://ge.ch/grandconseil/data/texte/M02247.pdf
Sabine Latour	N'ai pas suffisamment de connaissance en la matière pour pouvoir commenter.
TIGUEMOUNINE SABINE	cf motion déposée au Grand Conseil dans ce sens MO2247
Valentin DUJOUX	- rénovation des bâtiments et lieux de formation pour que les élèves en situation de handicap puissent étudier dans un environnement adapté - faire un état des lieux permettant de connaître les véritables besoins des élèves en situation de handicap, et pour connaître le soutien personnalisé qu'ils ont ou n'ont pas (à domicile, les aides peuvent varier ...) - en faire une priorité de la prochaine législature pour le DIP - renforcer l'engagement d'aides, d'accompagnants et de formateurs spécialisés
Yvan Rochat	En mettant en œuvre la M02247

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Comment imaginez-vous le développement de l'école inclusive ?

Liste 3 – Parti Socialiste (1/2)

Alberto Velasco	Par l'attribution de moyens supplémentaires qui se chiffrent en nombre de postes! En effet, l'école inclusive exige de la part du personnel enseignant un engagement important, en temps et en savoir.
Anne Emery-Torracinta	Une école inclusive est une école qui sait s'adapter aux besoins de chaque élève, quelles que soient ses potentialités ou ses difficultés. Ce n'est donc pas réservé aux élèves handicapés. En réalité, depuis des années, les classes sont hétérogènes (notamment à l'EP) : de fait, l'école genevoise est déjà sur le chemin de l'école inclusive… mais pas toujours avec les moyens qui vont avec. Par conséquent, si l'on veut une école plus inclusive, il faut s'en donner les moyens et les financer. Pas question pour moi, de mettre en inclusion dans l'enseignement régulier des élèves à besoins particuliers ou handicapés sans moyens. Indépendamment de l'inclusion, il est aussi possible de développer l'intégration dans des bâtiments de l'enseignement régulier. À terme, il ne devrait y avoir que très peu de structures de l'enseignement spécialisé en site propre.
Badia LUTHI	L'école inclusive représente un très bon programme d'intégration scolaire et sociale du fait qu'il concerne l'ensemble des élèves. Néanmoins, certaines lacunes sont bien relevées dans des rapports de différentes associations. Ainsi, on peut s'appuyer sur les remarques et les propositions dressés dans ces écrits. Cela contribuera à soutenir ce dispositif d'une manière plus concrète puisque on se basera sur des besoins réels relevés directement du terrain.
Carole-Anne Kast	Le modèle de l'école inclusive est fondamental et doit être développé afin de permettre à chaque élève les meilleures conditions d'apprentissage et de développement. Cela passe par l'octroi de ressources supplémentaires, aux côtés des enseignant-e-s, comme par exemple le modèle des équipes pluridisciplinaires ou les assistant-e-s à l'intégration scolaire.
Caroline Marti	Augmentation des moyens financiers pour réduire la charge pour les enseignants qui accueillent des enfants à besoin spéciaux (diminution du nombre d'élèves par classe et engagement du personnel supplémentaire pour améliorer l'inclusion de ces élèves).
Cyril Mizrahi	Je pense que l'école inclusive doit être un changement de paradigme et non un concept un peu creux ou une accumulation de projets pilotes et de dispositifs disparates. Il s'agit de développer une école qui soit accessible à tous les élèves, et non seulement à ceux qui correspondent à une certaine norme. Pour les élèves en situation de handicap, question que je connais le mieux, il en va de leur droit à être scolarisé en principe dans l'école de leur quartier, garanti notamment par la Convention de l'ONU sur les droits des personnes handicapées (CDPH). Il faut que l'école ordinaire dispose de moyens supplémentaires pour permettre par ex. des classes à effectifs réduits ou encore avec deux enseignant-e-s., pour pouvoir y inclure par ex. des élèves avec autisme qui sont actuellement dans des structures spécialisées. La classe spécialisée au sein d'un établissement ordinaire devrait être le niveau minimal d'inclusion et remplacer les établissements séparés. L'OMP devrait intervenir comme une structure d'appui, un centre de compétences, et non comme une "école dans l'école". Ainsi, à terme, davantage d'enseignant-e-s spécialisés devraient intervenir en milieu ordinaire.
Denis Chiaradonna	Donner les moyens pour personnaliser l'enseignement et s'adapter aux besoins de chaque élève
Diego Esteban	Pas assez de connaissances sur la question.
Grégoire Carasso	Avec des moyens additionnels - l'inclusion ne devrait-elle pas être, fondamentalement, au cœur du projet de formation?
Jean-Charles Rielle	Les objectifs sont clairs, les moyens ne suivent pas.Garantir le suivi des enseignant-e-s en fonction de leurs besoins.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Comment imaginez-vous le développement de l'école inclusive ?

Liste 3 – Parti Socialiste (2/2)

Marko Bandler	Une place pour chacun-e selon ses capacités, et pour chacun-e selon ses besoins. L'inclusion dans le cursus normal - accompagné des moyens de soutien qui vont avec - doit être la règle, tandis que l'enseignement spécialisé doit rester une exception.
Michel Pomatto	Les objectifs sont clairs, les moyens ne suivent pas.Garantir le suivi des enseignant-e-s en fonction de leurs besoins.
Nicolas Clémence	L'école inclusive est un thème important pour les socialistes, et en particulier vu le bilan et les projets d'Anne Emery-Torracinta. En particulier, il faut en garantir la gratuité, s'assurer qu'une formation non sexiste soit donnée aux enseignant-e-s, éducateur-trice-s, assistant-e-s sociaux-ales, animateur-trice-s, renforcer les filières de formation inclusives ainsi que l'enseignement spécialisé, soutenir les enfants et jeunes en situation de handicap, collaborer avec les parents, les médecins, renforcer l'apprentissage du français et des langes et cultures d'origine pour les nouveaux-elles arrivant-e-s et personnes allophones, renforcer les cours d'éducation citoyenne
Nicole Valiquer Grecuccio	Les objectifs sont clairs, les moyens ne suivent pas.Garantir le suivi des enseignant-e-s en fonction de leurs besoins.
Salima Moyard	Elle a besoin de moyens importants, beaucoup plus qu'aujourd'hui, pour un meilleur encadrement des élèves, une meilleure formation et une meilleure information des enseignants. A terme, une petite partie des moyens de l'OMP pourrait passer à l'ordinaire mais ce n'est pas un jeu à sommes nulles: il faudra néanmoins des moyens supplémentaires. Les mentalités dans la population doivent également changer (l'inclusion au sens large, l'acceptation de la différence, sans jugement et vue comme source d'enrichissement pour l'entier du groupe).
Sandrine Salerno	Il s'agit de se battre pour obtenir les moyens humains et financiers de renforcer l'accompagnement des élèves en difficultés temporairement ou durablement. Les prises en charge d'élèves avec des besoins spécifiques nécessitent des ressources, de la formation et des capacités d'adaptation des enseignant-e-s et des écoles.
SYLVAIN THEVOZ	Cela demande bien entendu plus de moyens, plus d'attention, et un encadrement de qualité et formé. Il ne peut y avoir d'école inclusive sans de nouveaux moyens alloués au DIP.
Thierry Apothéloz	L'école inclusive, c'est de maximiser, lorsque cela est possible, la possibilité pour tou.te.s de suivre une scolarité normale dans une école ordinaire. C'est un vrai choix de société et je pense qu'il convient de tendre vers cet idéal. L'école inclusive est une vision que je partage mais qui nécessite beaucoup de moyens. Elle se faire progressivement en éviter de déshabiller Jean pour habiller Jacques. Il faut impliquer le Parlement genevois dans cette volonté commune aux fins qu'ils octroient les moyens nécessaires à son développement. L'école inclusive nécessite également une formation idoine des enseignant.e.s ainsi que des appuis appropriés. Suivant les situations, je suis favorable à développer de la supervision et de l'intervision.
Thomas Wenger	Il faut plus de moyens pour améliorer le taux d'encadrement des élèves pour inclure ceux à besoins spéciaux et renforcer le développement des filières de formation inclusives ainsi que l'enseignement spécialisé en collaboration étroite les parents.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Comment imaginez-vous le développement de l'école inclusive ?

Liste 4 – Parti Libéral-Radical

Alexandre de Senarclens	Je suis favorable aux classes intégrées qui permettent une intégration au sein des établissements. Pour ce qui concerne l'intégration d'un élève handicapé en classe ordinaire, il convient de relever qu'il y a de belles réussites, mais également des échecs. Chaque handicap est particulier et nécessite des moyens toujours différents. Or, ce qui se fait maintenant n'est pas toujours adapté. Pour réussir, plusieurs conditions doivent être réunies, à savoir des professeurs volontaires, une bonne répartition entre les classes et entre les écoles et une grande souplesse pour attribuer les moyens en fonction des besoins de l'élève et réagir en fonction de l'évolution de la situation.
Céline Zuber	Un bilan doit être réalisé de ce qui a été effectué avant tout nouveau développement de l'école inclusive.
Eric Grand	C'est très bien, il faut développer ce genre d'initiative pour maximiser le potentiel de chaque élève et développer les talents. A mettre en place rapidement pour le cursus collégial, qui à mon goût n'est pas assez adapté pour les scientifiques.
Gian-Reto Agramunt	Je ne me prononce pas.
Gilles-Olivier BRON	N'en a-t-on pas déjà fait beaucoup cette législature ? A part revoir l'accessibilité des lieux lors de rénovation pour les PMR (Personnes à Mobilité Réduite) et engager du personnel auxiliaire pour les élèves à besoin d'encadrement accru, je ne vois pas. Je ne suis pas certain que le budget cantonal le permette.
Jean-Marc LEISER	Une analyse au cas par cas, autant de l'élève qui sera accueilli que des classes et l'enseignant qui l'accueilleront. pas de standard et surtout pas de généralités. et puis absolument une formation aux enseignants, dans l'urgence sur al complication de l'enfant accueilli et ensuite, sur les techniques de gestion d'un enfant porteur d'un handicap... Ne laissons pas les enseignants livrés à eux-même.
Monika Sommer	je pense que c'est très bien pour les branches artistiques qui doivent d'office être individualisées, mais risque d'entamer le dynamisme dans les autres cas.
Nathalie Fontanet	Je suis en faveur d'une place pour chacun au contraire d'une place pour tous. Car le domaine du handicap est multiple et que chaque cas est distinct nécessitant une prise en charge différenciée. Avant la mise en œuvre d'une politique d'inclusion il convient de la définir. Aujourd'hui cela n'a pas été fait. Intégrer où? Dans des classes ordinaires ? Dans des classes spécialisées au sein d'écoles ordinaires? Qui voulons nous intégrer? Qui pouvons-nous intégrer? Comment? Avec quels moyens financiers? Le corps d'enseignant est-il formé, préparé, consentant? Pour réussir dans ce domaine, l'ensemble des acteurs doivent être partants. L'inclusion ne peut se décréter d'en haut! Le risque est que trop d'inclusion tue l'inclusion. Aujourd'hui par exemple ce sont les enfants souffrant de troubles DYS qui font les frais de cette volonté d'inclusion générale, non maitrisée. Ils voient les conditions qui leur avaient été accordées revues sous prétexte d'égalité de traitement avec les autres formes de handicap.
philippe meyer	A première vue, les écoles spécialisées me semblent mieux à même de répondre aux enfants souffrant d'handicap. Mais mon opinion n'est pas définitivement tranchée sur cette question.
Pierre Maudet	Comme beaucoup, j'avoue avoir de la peine à cerner ce que signifie ce terme. Si je partage la vision que l'école doit offrir à chaque enfant l'environnement scolaire le plus adapté qui lui permettra de maximiser son potentiel. Je suis par contre plus circonspect sur son application tant il me semble compliqué d'avoir un accueil identique pour chacun, idem pour la formation des enseignants qui n'est pas forcément adaptée pour prendre en charge certaines situations. Je pense ainsi que l'école spécialisée ne doit pas totalement fusionner avec l'école «normale» tant la prise en charge de certains élèves sera plus adéquate, pour le corps enseignant et pour eux-mêmes, dans une structure adaptée.
ROULLET	L'école inclusive part d'une belle idée. Mais, ce concept est trop flou. Inclure dans des classes ordinaires des élèves avec handicap ne s'improvise pas. Chaque situation doit être évaluée en fonction des critères des besoins de l'élève, des enseignants, des structures à mettre en place et du suivi avec d'autres partenaires (médecins, psychologues, sociologues, parents, etc.)
Stefano Vito Bellingeri	L'idée de base est bonne. Par contre, les contraintes budgétaires vont demander beaucoup de compétence au prochain Conseiller d'Etat/Conseillère d'Etat en charge du DIP pour assurer son financement et sa réussite.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Comment imaginez-vous le développement de l'école inclusive ?

Liste 6 – UDC

DUTRUIT ANDRE	PAS DE COMMENTAIRES
El Mostafa AKABA	l'ecole Inclusive est une mutation culturelle la prise de conscience à la mise en œuvre d'institutions plus humaines. C'est une aventure humaine pour l'enfant.
Eliane Michaud Ansermet	Offrir une éducation de qualité en respectant la diversité, les besoins et les capacités de chaque élève Maximiser le potentiel intellectuel, physique et social de chacun Assurer un climat scolaire non discriminant. ces 3 points font miroité une belle image de ce que nous voulons pour le futur de nos enfants, mais cela est loin d'être le cas actuellement , car il y a toujours trop d'enfants exclue du système , trop qui arrivent à rester dans le système, mais qui n'ont pas réussi à développer les apprentissage de la vie. il faut absolument ce donner les moyens de réaliser ses trois points. il faut revoir la formation des enseignants en leur donnant les moyens de réaliser cet école inclusive.
Marc Fuhrmann	Le concept fait sens, la difficulté réside dans son application. Dans un monde de plus en plus compétitif ou la réussite reste qu'on le veuille ou non individuelle, l'école inclusive semble promouvoir le nivellement par le bas. Que veut dire assurer un climat scolaire non discriminant ? Il faut encourager les élèves à donner le meilleur d'eux-même, en math l'exemple serait d'avoir systématiquement des 6, ceux qui ont des 4 sont-ils discriminés ? Il semblerait que oui, Quid ? Il me semble qu'aujourd'hui cette "inclusivité" incite à l'abandon de soi par rapport au groupe (vive le socialisme). Alors que plus tard dans leur vie, leur réussite dépendra exclusivement de leurs efforts, acharnement et ténacité face aux autres en tant qu'individu.
Stéphane Florey	Cela dépendra des budgets qui seront alloués à l'école inclusive. Mais en aucun cas ce développement ne devra se faire au détriment de l'école ordinaire.

Liste 7 – LaListe Femmes

Jauch Caroline	Je ne l'imagine pas. L'école inclusive est un leurre.

Liste 10 – PBD

VIDONNE Thierry	Je n'en ai aucune idée

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Comment imaginez-vous le développement de l'école inclusive ?

Liste 13 – Égalité&Équité

Christoph Bult	En parallèle.
Frammery Chloé	Je l'imagine avec des classes spécialisées incluses mais distinctes des classes "standard" dans les établissements "non spécialisés". Je l'imagine avec des moyens suffisants donnés à l'école et aux enseignant.e.s afin de pouvoir mener à bien leur mission d'enseignement sans pour autant que son travail s'en trouve surchargé. Cela veut dire avoir de petits effectifs pour les classes comprenant des personnes à besoins particuliers, par exemple.
Gérard SCHELLER	Essentiellement en octroyant de meilleurs moyens à ce dossier.
Murielle Regamey	Je l'imagine avec des moyens suffisants donnés à l'école et aux enseignant.e.s afin de pouvoir mener à bien leur mission d'enseignement. Je l'imagine avec des classes inclusives et hétérogènes au moins jusqu'à la fin de l'école obligatoire, fin de 11ème, afin de favoriser l'entraide, la sociabilisation, la valorisation des points forts de chacun et la reconnaissance que chacun a des points faibles et besoin d'aide dans un domaine ou un autre, ce qui implique évidemment une non hiérarchisation des matières enseignées comme c'est le cas actuellement. Et des petits effectifs pour certaines classes ou cours comprenant des personnes à besoins particuliers.
Sanja Duvnjak	Il faudrait des classes répondant aux besoins de profils différents d'élèves et réparties de façon proportionnelle à ses besoins sur le territoire du canton.
Séverine Golay	Une école équitable serai pour moi plus adapté.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Comment prévoyez-vous de financer les mesures que vous proposez dans le domaine de la formation ?

Liste 1 – Ensemble à Gauche

Aude Martenot	Avec des rentrées fiscales plus importantes, plus justes, en supprimant les avantages dont bénéficient les nantis, toujours plus nombreux dans notre canton!
Jean-David Christinat	Avec des rentrées fiscales plus importantes, plus justes, en supprimant les avantages dont bénéficient les nantis, toujours plus nombreux dans notre canton...
Jocelyne Haller	Les questions budgétaires relèvent de choix politiques. Celui de l'instruction publique constitue à mes yeux une priorité. Si vous observer l'activité parlementaire vous observerez qu'il n'est jamais question de la dette du canton lorsqu'il s'agit d'évoquer le projet de traversée de la rade ou de construire une nouvelle prison. En revanche lorsqu'il est question d'augmenter les effectifs dans les services publics, immédiatement la dette est brandie. La situation budgétaire de notre canton n'est pas aussi alarmante que d'aucuns le prétendent, notamment ceux qui à force de réductions fiscales au cours de ces 20 dernières années ont privé le canton de près d'un milliard de recettes fiscales par an. Réductions qui ont principalement profité aux plus grandes fortunes. Aussi, outre le fait de poser le fonctionnement et la qualité des services publics comme priorité, il faut rétablir la justice fiscale et imposer chacun en fonction de sa capacité de contribution.
Julie Peradotto	Avec des rentrées fiscales plus importantes, plus justes, en supprimant les avantages dont bénéficient les nantis, toujours plus nombreux dans notre canton... On ne peut pas prôner une école de l'égalité des chances dans une société inégale.
Michel Vincent	Il faut corriger les effets socialement néfastes des baisses d'impôts des ces dernières années, traquer la fraude fiscale, et mieux répartir l'effort (progressivité accrue de l'impôt), afin de donner à l'Etat les moyens nécessaires à ses missions.
Olivier BAUD	Avec des rentrées fiscales plus importantes, plus justes, en supprimant les avantages dont bénéficient les nantis, toujours plus nombreux dans notre canton...

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Comment prévoyez-vous de financer les mesures que vous proposez dans le domaine de la formation ?

Liste 2 – Les Verts (1/2)

Anne Bonvin Bonfanti	Arrêter de baisser les recettes de l'Etat et sanctionner les entreprises qui ne respectent pas lois (loi sur l'égalité salariale, sur le dumping salarial ou les faillites frauduleuses) afin d'augmenter ces recettes et ainsi pouvoir investir dans la formation.
Aurore Bui	Si des arbitrages devront peut-être faits, l'éducation est un poste prioritaire et un investissement à faire pour les générations futures. Cela étant dit, de nombreuses mesures peuvent être prises à un coût bas, par exemple dans le domaine de l'apprentissage des nouvelles technologies, avec une subsidiarité avec des associations actives dans ces domaines.
Bénédicte Amsellem-Ossipow	L'école est un investissement. L'Etat doit se donner les moyens d'un enseignement de qualité au niveau primaire, secondaire et tertiaire.
Claudia Heberlein Simonett	Cet investissement aura des retours positifs et permettra des économies dans l'aide sociale, (moins de personnes sans formation qui ne trouvent pas d'emploi), des citoyens qui participent activement à la vie du canton.
David Martin	Budget cantonal + contribution communale si possible
Delphine Klopfenstein Broggini	L'école n'est pas un coût mais un investissement. Ce sont des choix politiques: je préfère augmenter l'enveloppe du DIP tout en supprimant le bouclier fiscal et en construisant moins de prisons.
Denis BUCHER	La formation n'est pas un coût, mais un investissement. Dans ce sens, l'État doit se donner les moyens de proposer une formation primaire, secondaire et tertiaire excellente. Dans ce sens, si les recettes actuelles ne suffisent pas, il faut envisager de renoncer à certains cadeaux fiscaux (bouclier fiscal, progressivité stoppée à partir d'un certain revenu) et, surtout, ne pas entrer en matière sur des baisses de recettes.
Elias Geoffroy	La formation n'est pas un coût, mais un investissement. Dans ce sens, l'État doit se donner les moyens de proposer une formation primaire, secondaire et tertiaire excellente. Dans ce sens, si les recettes actuelles ne suffisent pas, il faut envisager de renoncer à certains cadeaux fiscaux (bouclier fiscal, progressivité stoppée à partir d'un certain revenu) et, surtout, ne pas entrer en matière sur des baisses de recettes (PF17, projets du PLR...)
François LEFORT	La formation n'est pas un coût, mais un investissement. Dans ce sens, l'État doit se donner les moyens de proposer une formation primaire, secondaire et tertiaire excellente. Dans ce sens, si les recettes actuelles ne suffisent pas, il faut envisager de renoncer à certains cadeaux fiscaux (bouclier fiscal, progressivité stoppée à partir d'un certain revenu) et, surtout, ne pas entrer en matière sur des baisses de recettes (PF17, projets du PLR...)
Frédérique Perler	Si la formation à un coût, elle est avant tout un investissement pour notre avenir sociétal et l'égalité des chances. Une formation de qualité pour toutes et tous (ou des formations de qualités) doit être une priorité budgétaire. Dans ce sens, il s'agit de refuser toutes propositions de baisses de recettes fiscales.
ISABELLE DESCOMBES	Par une meilleure répartition des budgets au sein du département DIP et des autres départements
Jolanka Tchamkerten	La formation est un investissement. L'Etat doit se doter des moyens pour proposer une bonne formation. Peut-être renoncer à certains cadeaux fiscaux si les moyens ne suffisent pas
Julien Nicolet-dit-Félix	La formation n'est pas un coût, mais un investissement. Dans ce sens, l'État doit se donner les moyens de proposer une formation primaire, secondaire et tertiaire excellente. Dans ce sens, si les recettes actuelles ne suffisent pas, il faut envisager de renoncer à certains cadeaux fiscaux (bouclier fiscal, progressivité stoppée à partir d'un certain revenu) et, surtout, ne pas entrer en matière sur des baisses de recettes (PF17, projets de cadeaux fiscaux du PLR...)

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Comment prévoyez-vous de financer les mesures que vous proposez dans le domaine de la formation ?

Liste 2 – Les Verts (2/2)

Laurence Corpataux	Financement étatique Partenariat privé-public
Marjorie de Chastonay	La formation n'est pas un coût, mais un investissement. Dans ce sens, l'État doit se donner les moyens de proposer une formation obligatoire et post-obligatoire (secondaire I et II) excellente. Dans ce sens, si les recettes actuelles ne suffisent pas, il faut envisager de renoncer à certains cadeaux fiscaux (bouclier fiscal, progressivité stoppée à partir d'un certain revenu) et, surtout, ne pas entrer en matière sur des baisses de recettes.
Philippe NOËL	Choix budgétaires et maintien des recettes fiscales (et leur développement) Modernisation des impôts (taxation des robots / des transactions financières) à terme...
Pierre Eckert	La formation n'est pas un coût, mais un investissement. Dans ce sens, l'État doit se donner les moyens de proposer une formation primaire, secondaire et tertiaire excellente. Dans ce sens, si les recettes actuelles ne suffisent pas, il faut envisager de renoncer à certains cadeaux fiscaux (bouclier fiscal, progressivité stoppée à partir d'un certain revenu) et, surtout, ne pas entrer en matière sur des baisses de recettes (PF17, projets du PLR...)
Sabine Latour	Par une répartition différente des impôts (moins de routes p.ex.,)
TIGUEMOUNINE SABINE	La formation est la base de tout et l'Etat doit se donner les moyens pour cela quitte à couper dans le budget dans d'autres domaines.
Valentin DUJOUX	- ces mesures sont avant tout des investissements sur le long terme qui pourront bénéficier à l'ensemble du canton. Et je pense que certains cadeaux ou avantages fiscaux pour certaines multinationales pourraient tout à fait permettre de financer certaines mesures. Il est question ici de priorités et l'éducation de notre jeunesse m'importe beaucoup.
Yvan Rochat	La formation n'est pas un coût, mais un investissement. Dans ce sens, l'État doit se donner les moyens de proposer une formation primaire, secondaire et tertiaire excellente. Dans ce sens, si les recettes actuelles ne suffisent pas, il faut envisager de renoncer à certains cadeaux fiscaux (bouclier fiscal, progressivité stoppée à partir d'un certain revenu) et, surtout, ne pas entrer en matière sur des baisses de recettes (PF17, projets du PLR...)

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Comment prévoyez-vous de financer les mesures que vous proposez dans le domaine de la formation ?

Liste 3 – Parti Socialiste (1/2)

Alberto Velasco	Par le trésor publique. En expliquant aux citoyens et citoyennes que l'avenir de leurs enfants, dans un monde aussi difficile, dépend,, notamment, de la formation qu'il recevront. Que ce fait toute coupe budgétaire et toute baisse d'impôts ne peut que précarité cette mission publique.
Anne Emery-Torracinta	Par l'impôt ! En effet, il existe des possibilités d'améliorer les revenus fiscaux. Exemple, la réévaluation du patrimoine immobilier (RPI) est nécessitée par le droit fédéral et pourrait rapporter plus de 200 millions supplémentaires. Elle aurait déjà dû être mise en oeuvre durant cette législature mais la majorite du CE n'en n'a pas voulu. Le rapport de force issu des élections sera donc déterminant.
Badia LUTHI	- Introduire une taxe sur tous les alcools (forts ou faible) sans exception. - Introduire une taxe de solidarité en faveur de l'inclusion à partir d'un certain revenu confortable (chf 10'000.-). - Développer les travaux d'utilité publique, en engageant par exemple, des personnes encourant des peines d'emprisonnements, afin de réduire les dépenses d'entretien des écoles.
Carole-Anne Kast	Par le biais de plus de justice fiscale, dans tous les domaines d'action du Canton. Les mesures qui renforcent l'enseignement et la cohésion sociale sont de très bons "investissements" en termes de dépenses publiques puisqu'elles permettent d'importantes "économies" dans le domaine de l'aide sociale par la suite.
Caroline Marti	Cela nécessite de nouvelles recettes que nous obtiendrons par la suppression de niches fiscales telles que le bouclier fiscal, la réévaluation de la valeur des biens immobiliers, une augmentation de la taxation sur les forfaits fiscaux.
Cyril Mizrahi	Même si certaines réallocations de ressources sont souhaitables (par ex. à terme du spécialisé à l'ordinaire) et même si l'investissement dans la formation en général et la formation inclusive en particulier permet à terme des économies dans d'autres services publics, le canton souffre de manière générale d'un problème de sous-financement. Une réforme de la fiscalité est donc nécessaire afin de palier ce manque et dans le sens d'une fiscalité réellement progressive. Cela est d'autant plus nécessaire que la gratuité de l'éducation est un principe qu'il faut défendre farouchement.
Denis Chiaradonna	Par l'impôt. Solidaritê fiscale des plus argentés pour les plus pauvres
Diego Esteban	En ce qui concerne les investissements, s'assurer que la priorité sera accordée aux infrastructures scolaires plutôt qu'à la traversée du lac ou la nouvelle patinoire. L'amélioration de l'éducation citoyenne impliquant en particulier qu'elle soit enseignée au Secondaire II plutôt qu'au CO, et l'amélioration des filières pour musicien-ne-s pouvant certainement être atteinte par un ajustement dans la formation des enseignant-e-s et des membres du département concerné-e-s, les éventuels coûts supplémentaires seraient négligeables.
Grégoire Carasso	Par le budget de l'Etat (voir plus haut), en considérant la formation comme la réponse fondamentale aux défis de la citoyenneté, du marché de l'emploi et de l'égalité.
Jean-Charles Rielle	En élisant les bonnes personnes pour assurer les budgets nécessaires à cette politique !

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Comment prévoyez-vous de financer les mesures que vous proposez dans le domaine de la formation ?

Liste 3 – Parti Socialiste (2/2)

Marko Bandler	Une fiscalité plus juste doit permettre de financer l'école de demain! Si nous n'investissons pas massivement dans ce domaine, nous le paierons tôt ou tard!
Michel Pomatto	En élisant les bonnes personnes pour assurer les budgets nécessaires à cette politique !
Nicolas Clémence	Pour financer toutes ces mesures, il est nécessaire d'augmenter le budget dédié au DIP, et pour ceci prendre des mesures pour augmenter les revenus de l'Etat : suppression du bouclier fiscal entré en vigueur en 2009, supprimer les niches fiscales, mieux taxer les revenus des actionnaires (dividendes), négocier des mesures compensatoires dans le cadre de PF17, ou encore réévaluer la valeur des immeubles.
Nicole Valiquer Grecuccio	En élisant les bonnes personnes pour assurer les budgets nécessaires à cette politique !
Salima Moyard	Par la suppression du bouclier fiscal et l'augmentation de la progressivité de l'impôt. Si PF17 il devait y avoir, les entreprises devraient être mises à contribution financièrement dans le cadre d'une taxe pour la formation (cf. ci-dessus: on peut envisager (le PS l'a déposé) une taxe pour la formation (les entreprises la paient si elles ne forment pas et en bénéficient si elles en forment).
Sandrine Salerno	L'école et la formation doivent être une priorité de la législature. Tous les partis ont saisi l'enjeu de la transformation de notre économie, de la nécessité de répondre aux nouveaux défis que ces transformations créent. Il s'agit de travailler sur cette prise de conscience, car elle est le seul moyen de construire une majorité politique large pour financer les mesures nécessaires.
SYLVAIN THEVOZ	En faisant participer financièrement davantage les entreprises pour l'enseignement et à la formation car au final ce sont elles qui bénéficient des hauts niveaux de formation en Suisse et à Genève.
Thierry Apothéloz	Cette question est biaisée ! C'est à l'Etat de tout mettre en œuvre pour faire de l'éducation la politique publique prioritaire de l'action publique ! C'est une question de choix de société ! L'école et la formation sont la seule richesse produite par un pays comme le nôtre. C'est ce qui a toujours fait la prospérité de notre canton et nous a jusqu'ici assuré une réelle cohésion sociale. C'est l'action de l'Etat la plus transversale qui soit.Le budget n'est rien d'autre qu'un choix de priorités politiques, il ne faut pas l'oublier. Le climat actuel qui vise à répondre aux problèmes de société par une réponse immédiate oublie qu'une politique du temps long a de bien meilleurs résultats y compris en matière de gestion financière d'une collectivité publique. Ses enjeux doivent être partagés dès le début de la législature par le Conseil d'Etat et le Parlement. Enfin, élu au Conseil d'Etat, je veux fixer des objectifs clairs : 100 % des jeunes dans un parcours de formation, 0 à l'aide sociale.
Thomas Wenger	En augmentant les moyens financiers dans le budget du Canton dévolus à l'école et la formation. Cette augmentation sera financée par davantage de recettes fiscales (propositions à lire dans le programme du Parti Socialiste).

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Comment prévoyez-vous de financer les mesures que vous proposez dans le domaine de la formation ?

Liste 4 – Parti Libéral-Radical

Alexandre de Senarclens	Je ne pense pas que ce que je propose fasse augmenter les budgets du DIP. Cela étant, je suis d'avis que ces dernières années il y a eu une disproportion manifeste dans les engagements faits au DIP en faveur des équipes administratives. Cela a pour effet mécanique que l'on demande aux enseignants beaucoup trop de tâches administratives au détriment de l'enseignement. C'est une évolution que l'on voit dans d'autres administrations, mais c'est frappant au DIP et les enseignants s'en plaignent à juste titre. Il faut faire confiance aux enseignants et pas tout le temps leur demander de justifier de leurs actions. Ils doivent faire ce pour quoi ils ont la vocation, à savoir enseigner et passer moins de temps à remplir des rapports, procès-verbaux et autres notes qui n'ont trop souvent pas d'intérêt pour la qualité de l'enseignement dispensé.
Céline Zuber	Avec le budget qui est alloué chaque année au DIP
Eric Grand	Su la base de propositions équilibrées du magistrat, un débat collégial et responsable doit se faire lors de l'établissement des budget annuel. C'est aux députés de fixer leurs priorités et de partager intelligemment les deniers publics.
Gian-Reto Agramunt	Des arbitrages devront être effectués concernant une augmentation du budget du DIP par rapport aux budgets des autres départements.
Gilles-Olivier BRON	Par transfert de lignes budgétaires au sein du DIP lui-même.
Jean-Marc LEISER	L'AI pourrait avoir un rôle prépondérant. en fonction de chaque situation. le Budget de l'état doit aussi jouer un rôle important... mais pas que.
Monika Sommer	Je ne pense pas qu'il faille financer des mesures spécifiques, il y en a déjà beaucoup. Si chaque enseignant en concertation avec les parents peut donner de soi, même en dehors des horaires, c'est déjà bien. Il faudrait aussi une communication/information aux parents qui ne doivent pas éduquer un enfant roi, mais un enfant qui est capable de se soumettre à une certaine discipline. Si on veut que les remplaçants au CO soient efficaces, il faut les accompagner direction ou autre, les présenter à la classe etc. et ne pas seulement donner une clé de la salle de classe, la non-efficacité coûte chère à la longue. J'ai été remplaçante au CO....
Nathalie Fontanet	Le budget du DIP est très important, le nombre d'ETP également. Tout l'effort financier supplémentaire doit être dévolu à la pédagogie et non à l'administratif. C'est une question d'utilisation des moyens. Ce qui est essentiel c'est la prestation à l'élève et sa formation. Dans ce sens des rééquilibrages internes sont nécessaires.
philippe meyer	- En libérant les enseignants des tâches administratives: d'énormes économies peuvent être réalisées dans tout ce qui n'est pas directement au contact du terrain. - En dotant Genève de conditions cadres économiques particulièrement attractives afin d'attirer ici des talents et qu'ils créent de la richesse qui pourra ensuite être redistribuée, notamment dans la formation, qui doit être une tâche régalienne prioritaire de l'Etat.
Pierre Maudet	Toute hausse de l'imposition directe ou indirecte étant exclue. Ce financement ne pourrait avoir lieu qu'à travers des ré-allocations de moyens à l'interne du DIP ou à l'interne de l'État.
ROULLET	La formation continue ou initiale est comprise dans l'enveloppe budgétaire du DIP.
Stefano Vito Bellingeri	L'instruction publique est une priorité absolue dans l'établissement d'un budget cantonal. Le financement des réformes du DIP doit se faire par une maîtrise des coûts de toute l'administration publique et par une évolution dynamique des recettes fiscales à la suite d'une réforme des impôts.

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Comment prévoyez-vous de financer les mesures que vous proposez dans le domaine de la formation ?

Liste 6 – UDC

DUTRUIT ANDRE	LA MISE EN PLACE DE LOIS DONNANT PLUS D'AUTORITE AUX ENSEIGNANTS NE COUTE PAS CHER. CELA PREND DU TEMPS. POUR LE RESTE, JE N'AI PAS D'IDEE PRECISE.
El Mostafa AKABA	Investissement sur ll'humain et l'hum Donc Financements Publiques
Eliane Michaud Ansermet	Demander aux enseignants de travailler un peu plus d'heures par mois ,diminuer le nombres de classes en mettant 2 à 3 élèves de plus par classe. oui je ne pense pas que cela soit bien vu par les enseignants, mais il faut se donner les moyens financiers pour cette réalisation. et on ne fait jamais d'omelette sans casé des oeufs. il faut nous aligner sur le model des autres cantons romands. pourquoi tout est toujours plus compliqué et plus cher à Genève?
Marc Fuhrmann	L'éducation est une tâche de l'Etat bien plus important que la culture, n'est-ce pas logique ? Un arbitrage doit être fait en faveur du futur, à savoir l'éducation.
Stéphane Florey	Pour cela il faudra attendre la mise en place de PF17 (anciennement RIE III) qui prévoit des compensations dans le domaine de la formation. Si PF17 est refusé, il faudra trouver d'autres modes de financement notamment via le budget de L'état.

Liste 7 – LaListe Femmes

Jauch Caroline	Au niveau de l'éducation sexuelle (élargie, à un cours sur les relations, l'amour, le respect, l'intimité et le corps...) je propose une brochure (similaire à celle éditée sur la laïcité) et sur laquelle les enseignants eux-même pourraient s'appuyer, évitant ainsi l'intervention de professionnels de la santé rémunérés... mon idée serait donc plus économique et moins onéreuse pour un meilleur résultat!!!

Liste 10 – PBD

VIDONNE Thierry	----------

Candidat-e-s aux
élections cantonales 2018

Réponses au questionnaire

FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS GENEVOIS

Comment prévoyez-vous de financer les mesures que vous proposez dans le domaine de la formation ?

Liste 13 – Égalité&Équité

Christoph Bult	À cette question, je me permets de ne pas répondre ici, car les possibilités sont nombreuses mais doivent être détaillées et précises.
Frammery Chloé	Dans le domaine de la formation et plus largement pour financer les services publics : - En taxant le capital des plus riches, en arrêtant de sans cesse de réduire (voir supprimer) les impôts des plus nantis et des entreprises multinationales à Genève. - En taxant la création monétaire des banques commerciales (voir l'intervention de Patrick Dimier du 16 décembre 2016 : https://www.youtube.com/watch?v=H2izM0eb-7c ou l'intervention du Conseiller municipal de Bernex, Jacques Friedli, du 14 novembre 2017) - En veillant à ce que la Banque nationale suisse respecte la Constitution fédérale dans son article 99 et la LBN (Loi sur la banque nationale) dans son article 31, à savoir que "elle [la BNS] verse au moins deux tiers de son bénéfice net aux cantons." ou "la part du bénéfice qui dépasse le dividende revient pour un tiers à la Confédération et pour deux tiers aux cantons.". Or les 21,7 milliards CHF de bénéfice réalisés en 2016 par la BNS a abouti sur un versement de seulement 1 milliard CHF pour les 26 cantons ! - En permettant à l'Etat d'émettre lui-même la monnaie nécessaire au bon fonctionnement des services publics (pour de vrais services pour le public !) - En incitant les électeurs.trices à voter OUI à l'initiative Monnaie pleine le 10 juin ! (http://www.initiative-monnaie-pleine.ch)
Gérard SCHELLER	La question du financement de L'État est une problématique qui dépasse de loin le DIP. Il est possible de dégager des sommes très importantes en changeant fondamentalement le système des crédits, des dettes et de la création monétaire. En attendant que des changements soient opérés à ce niveau, il s'agit d'augmenter la part du budget alloué à l'éducation, c'est important pour l'avenir de notre société.
Murielle Regamey	La question du financement de L'État est une problématique qui dépasse de loin le DIP. Il est possible de dégager des sommes très importantes en changeant fondamentalement le système des crédits, des dettes et de la création monétaire. En attendant que des changements soient opérés à ce niveau, il s'agit d'augmenter la part du budget alloué à l'éducation, à la santé et à la culture, c'est important pour l'avenir de notre société.
Sanja Duvnjak	Il faudrait revoir la problématique de la dette et de l'endettement perpetuel, et donc restructurer la création monnaitaire (voter OUI à l'initiative Monnaie pleine).
Séverine Golay	Changer de baseset revoir l ensemble des budgets.